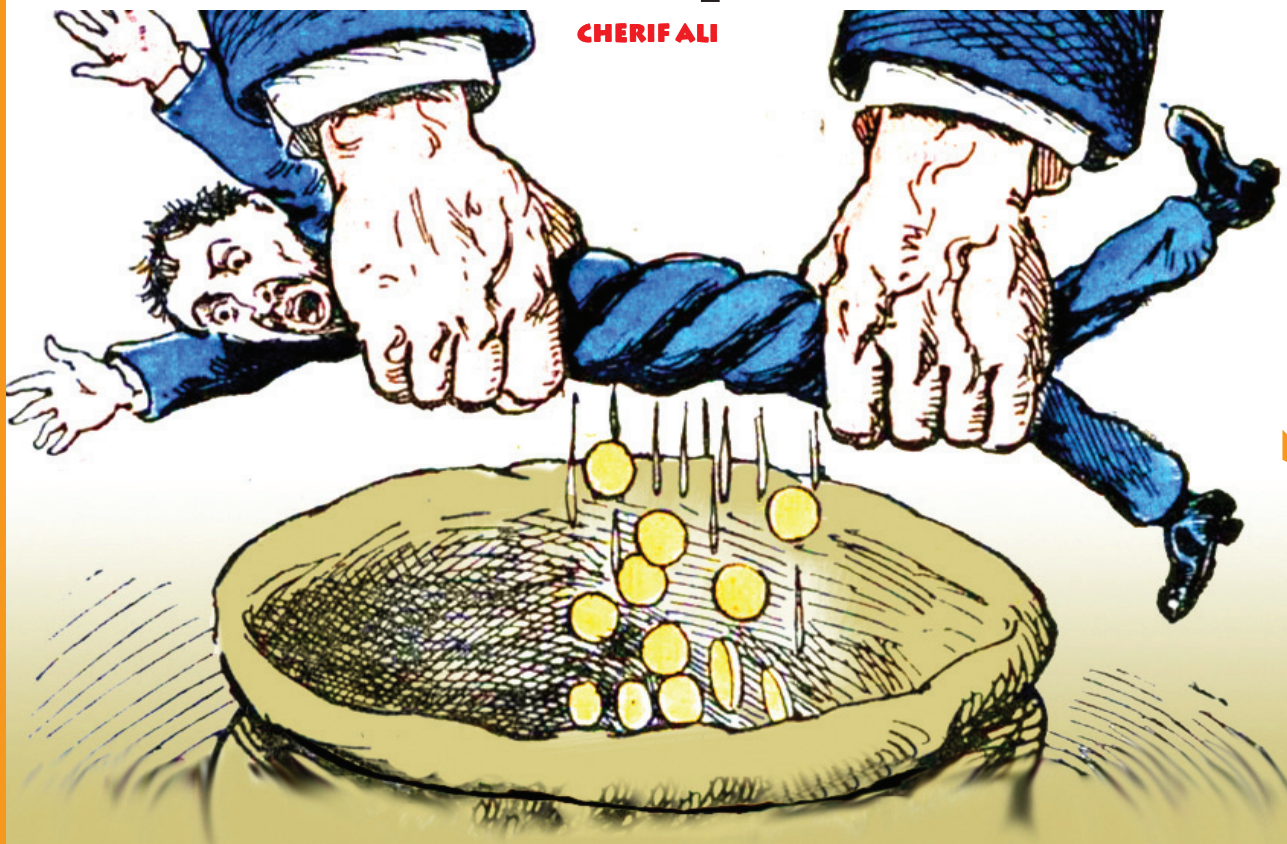


Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

L'économie algérienne entre l'informel de survie et l'informel prédateur !



■ Commentaires sur le cadrage macroéconomique de la loi de finances 2021 et la dévaluation du dinar **NOUR MEDDAHI**



■ Se tourner vers l'intérieur et réapprendre à donner **AREZKI DERGUINI**

■ Ces textes d'application de la loi 19-13 ne seraient-ils pas un prétexte pour son échec ?

REGHIS RABAH

■ Des additifs de déchets plastiques pour la résilience des chaussées ?

N. BEN BATTOUCHE



■ «La convergence systémique dans la conduite des réformes économiques»

MOHAMED HAICHOUR

■ Cette Algérie qui se ferme aux Algériens

AKRAM BELKAÏD

■ Livres : les plats de la vengeance

**BELKACEM
AHCENE-DJABALLAH**

P. 5 à 13

■ Temps difficiles pour notre pays

RABAH TOUBAL



Le président de la Confédération du patronat citoyen «Le Président nous a fixé un nouveau cap»

El-Houari Dilmi

La transition vers un nouveau modèle économique est devenue une urgence et non pas un choix pour une relance rapide de l'économie nationale », a déclaré, hier, au micro de la Radio nationale Sami Agli, président de la Confédération algérienne du patronat citoyen, au lendemain de l'audience accordée par le président de la République aux représentants de confédérations du patronat. Evoquant la rencontre qui a réuni les principales organisations patronales autour du président Tebboune, Sami Agli a souligné « la grande importance » de cette rencontre qui s'est articulée autour des « voies et moyens de relancer la machine économique », a-t-il dit.

Le Président a donné des orientations d'une grande importance au sujet du nouveau modèle économique que nous voulons développer et la nécessité d'impliquer toutes les forces vives dans le plan de relance économique qui n'est plus un choix, mais une urgence absolue », a martelé le président de la Confédération algérienne du patronat citoyen.

« Outre des orientations très précises, le président de la République nous a fixé des priorités, surtout en matière de relance d'une industrie nationale concurrentielle, une agriculture diversifiée et un secteur tertiaire performant, un nouveau cap destiné à débarrasser le pays de son indépendance aux énergies fossiles », a encore indiqué l'invité de la Radio. « L'heure a sonné pour couper définitivement les ponts avec l'économie rentière en accélérant les réformes en matière de numérisation dans les échanges économiques, le renforcement du secteur des services en misant sur les start-up notamment, la lutte contre la bureaucratie, la corruption et

le népotisme, mais aussi une refonte globale du système bancaire », a plaidé Sami Agli.

Au sujet de l'organisation qu'il préside, l'invité de la Radio a expliqué que « l'un des objectifs de la Confédération algérienne du patronat citoyen est la préservation des postes d'emploi pour permettre un développement harmonieux de l'économie, insuffler une nouvelle dynamique à nos entreprises et surtout assurer une stabilité du cadre juridique pour rétablir la confiance chez les investisseurs, aussi bien nationaux qu'étrangers », a-t-il soutenu.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu mardi en audience des représentants de confédérations du patronat pour l'examen de questions relatives à la relance de l'économie nationale. Des orientations ont été données par le chef de l'Etat lors de cette rencontre, qualifiée de « très importante », comme « œuvrer davantage à l'augmentation de la production nationale dans les secteurs public et privé et préserver les postes d'emploi dans les différents secteurs économiques et industriels, à la lumière de l'amélioration notable de la situation sanitaire, qui est à même d'impulser la dynamique économique, notamment dans les domaines en lien avec le quotidien du citoyen ». Le président Tebboune a également insisté sur l'urgence de « poursuivre l'amélioration, le développement et la diversification de la production agricole afin d'englober les produits actuellement importés, lancer l'exportation des produits fabriqués localement afin d'atteindre l'objectif fixé pour l'année 2021 d'une hausse de 2 à 3 milliards USD et de 4 milliards USD d'exportations hors hydrocarbures, en accordant un intérêt particulier à l'exportation vers les pays africains et à la création de succursales de banques algériennes ».



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

La crise dans le Golfe, qui opposait le Qatar à ses voisins, l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, Oman et le Koweït, en sus de l'Egypte, est-elle définitivement passée ? Les voyants sont au vert avec ces embrassades entre le prince héritier de l'Arabie Saoudite, Mohamed Ben Salmane, et l'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, lors de sa descente de l'avion à l'aéroport de Riadh, mardi 5 janvier, pour prendre part aux travaux du 41^e sommet annuel regroupant les dirigeants des pays du Golfe au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Ainsi que cette déclaration du prince Fayçal ben Farhane Al-Saoud, en marge de ce sommet, révélant qu'« il a été décidé aujourd'hui (ndlr, mardi 5 janvier), grâce à la sagesse de dirigeants du Golfe et de l'Egypte, de tourner la page et de rétablir toutes les relations diplomatiques » avec le Qatar et autre approbation de l'Arabie Saoudite de rouvrir au Qatar son espace aérien et ses frontières terrestres et maritimes.

Fin, donc, le « blocus » imposé au Qatar en juin 2017. Reste seulement à connaître les dessous du désamorçage de la crise pour bien voir si la tempête est bien passée ou s'il s'agit uniquement d'un règlement conjoncturel qui pourrait s'avérer conventionnel, obéissant au développement des facteurs qui l'ont imposé. Il est clair que les Etats-Unis ont joué un rôle clé dans la résolution de cette crise, exerçant une pression sur tous leurs partenaires dans la région pour renouer avec le Qatar, pour soustraire ce dernier pays à l'influence de l'Iran, préférant isoler ce dernier pays plutôt qu'un pays allié comme le Qatar, comment alors envisager ou imaginer l'avenir des relations entre l'Arabie Saoudite, les pays du CCG et le Qatar si des

Les dessous d'une réconciliation

changements interviennent dans les relations entre les Etats-Unis et l'Iran ?

Certains observateurs n'excluent pas que cette volonté intervienne dans un seul les pays CCG vise également une proche normalisation « groupée » des relations avec Israël.

On veut pour preuve le ballet diplomatique effectué dans la région ces derniers jours par le gendre et conseiller de Trump, Jared Kushner, véritable architecte de la normalisation des relations de pays arabes avec Israël. Est-ce à dire que le Qatar va rompre avec l'Iran et accepter d'exécuter les 13 conditions formulées par l'Arabie Saoudite avant toute levée du blocus et reprise des relations, dont la fermeture d'Al-Jazeera et la fermeture d'une base militaire turque sur son sol ? Le Qatar ne s'est jamais plié à ces conditions au pire moment que lui a fait subir le « blocus », comment le ferait-il aujourd'hui qu'il a pu se remettre debout malgré l'adversité de ses voisins ?

Autre indice qui fragilise ce rapprochement, hormis les avances positives des Saoudiens, les autres pays du CCG gardent encore un silence embarrassant. On pense que ces derniers finiraient par suivre le grand allié saoudien, mais cela n'est pas un acquis affirmé, surtout quand on sait que le Qatar ne veut rien céder et que les Emirats Arabe Unis ou Bahreïn continuent encore de le voir sous le mauvais angle de ses contacts intimes avec la confrérie islamiste des Frères musulmans. En somme, les points de discorde entre les quatre pays qui ont rompu leurs relations avec le Qatar, en l'occurrence l'Arabie Saoudite, les EAU, Bahreïn et l'Egypte, sont toujours de mise et la réconciliation répond à plus d'un égard à un desideratum US, qui a un agenda commun dans la région mais pas forcément dans l'intérêt de tous.

Enseignement supérieur

Il est «impératif» de revoir le statut des chercheurs permanents

Il est «impératif» de revoir le statut des chercheurs permanents et le statut de personnel de soutien à la recherche, pour passer de la recherche académique à la recherche de développement, a indiqué mercredi, le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique (RSDT) au sein du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le professeur Hafid Aourag.

«Il est impératif aujourd'hui de revoir le statut des chercheurs permanents et le statut de personnel de soutien à la recherche.

C'est un impératif pour passer de la recherche académique à la recherche de développement», a déclaré le professeur Aourag, lors de son passage à l'émission «Invité de

la rédaction» de la chaîne 3, estimant que le personnel de soutien, composé d'ingénieurs et de techniciens, sont «les oubliés du système national de la recherche».

Evoquant le «grand défi» pour la recherche et le développement, celui notamment de «promouvoir et d'encourager la mise en place d'un système, d'un statut de chercheur dans l'entreprise», il a noté que «le nombre actuellement des chercheurs dans les entreprises en Algérie avoisine les 180 chercheurs».

Pour ce qui est du nombre des chercheurs dont dispose le pays, M. Aourag a annoncé le chiffre de 37000, qui ne sont pas tous titulaires de diplômes de doctorat.

Ce qui constitue pour l'Algérie une moyenne de 750 chercheurs

pour un million d'habitants, tandis que la moyenne mondiale est de 1500 chercheurs pour un million d'habitants.

«Il y a une dichotomie extraordinaire, parce qu'il y a une croissance importante des recherches dans les universités, mais de l'autre côté il n'y a pas de progression dans le nombre de chercheurs dans l'entreprise. Le pays ne peut pas se développer sans la structure Recherche et Développement dans l'entreprise», a-t-il expliqué.

«Ceux qui transforment le savoir en un savoir-faire ce sont les ingénieurs et tous ces chercheurs qui se trouvent dans l'entreprise», souligne le professeur, a-t-il ajouté tout en regrettant que les entreprises algériennes «n'ont pas la culture de la

recherche et développement».

Le professeur Aourag estime qu'à l'université on est à la pointe de la connaissance et de la technologie en matière théorique, mais c'est l'entreprise qui est «archaïque» qui fonctionne avec une technologie ancienne, suggérant «une mise à niveau de nos entreprises vis-à-vis de ce transfert de technologie», a-t-il relevé soulignant l'importance de rétablir la formation d'ingénieur dans les universités algériennes. Concernant la recherche en sciences médicales, devenues stratégique et un domaine de souveraineté notamment depuis le début de la crise sanitaire mondiale, M. Aourag plaide pour l'instauration d'un système de recherche en sciences mé-

dicales. Il déplore le fait qu'en Algérie «on ne peut pas développer les recherches dans le domaine médical et pharmaceutique s'il n'y a pas un protocole qui permet de faire des essais cliniques» qui sont interdits par la loi.

Quant à l'apport de l'université dans la lutte contre la pandémie du coronavirus, le Pr Aourag a considéré que cette pandémie «a montré que nous avons des compétences».

«Nous avons actuellement onze (11) laboratoires de recherche qui font le dépistage du Covid-19, et nous avons effectué jusqu'à présent 90000 tests à travers nos centres de recherches et nous allons ouvrir 22 centres de dépistages», ajoute M. Aourag.

Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20**Imp. : Oran :** imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E. Quargla; S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22**Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE**

Deux chartes de nommage, des ministères sans sites Web... La cacophonie numérique du gouvernement

Mohamed Mehdi

Une année après la désignation du gouvernement de Abdelaziz Djerad, des ministères ne disposent pas encore de sites Web, alors que d'autres plateformes fonctionnent sous deux chartes de nommage. Aussi, sur deux ressources officielles, un même département ministériel peut avoir deux intitulés. Pour retrouver les sites web des différents ministères en Algérie, outre que de taper votre requête sur Google Search, vous avez le choix entre le site du Secrétariat général du gouvernement (SGG) qui publie le Journal officiel (joradp.dz) et celui du Premier ministre (premier-ministre.gov.dz).

Sur la rubrique «Liens utiles» de «joradp.dz» du SGG on sait d'emblée (absence de liens html) que trois ministères attendent toujours d'être dotés de plateformes web. Il s'agit du « ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables » (partagé en deux départements distincts, ce ministère a changé de nom entre-temps), du « ministère de la Pêche et des Productions halieutiques » et du « ministère de la Micro-entreprise, des Start-up et de l'Economie de la connaissance ». Sur le site du gouvernement la liste est plus longue. Ils sont plusieurs ministères, ministères délégués et secrétariats d'Etat à ne pas disposer de vitrines sur Internet. Outre les trois départements ministériels cités plus haut, le ministère des Mines n'a pas de site Web. Sur le site du Premier ministre, il est attribué à ce département le lien du ministère de l'Industrie qui existe en deux adresses, «mdpi.gov.dz» et «mipi.dz», qui renvoient à la même plateforme Web.

A noter aussi que les changements de dénomination de certains ministères n'aident pas non plus à adopter une stratégie numérique claire en terme de charte de nommage des sites Web. Par exemple, le ministère de l'Industrie est toujours

logé à l'adresse du site Web de l'ancien ministère de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement (mipi.dz).

Le ministère délégué auprès du ministre de l'Environnement chargé de l'Environnement saharien ne dispose également pas de site Web. Les activités de ce département sont toutefois accessibles via une rubrique sur la version en arabe du site du ministère de l'Environnement (mee.gov.dz).

MINISTÈRE DE LA NUMÉRISATION... SANS SITE WEB

Autre grande surprise de cette cacophonie digitale, c'est l'absence de site Web du ministère de la Numérisation et des Statistiques. Sur la page «Gouvernement» du site du Premier ministre, l'intitulé de ce ministère, dont la mission est d'élaborer des «plans d'action sectoriels à caractère urgent dans le cadre de la stratégie nationale de numérisation», ne renvoie à aucun lien. D'autres ministères n'ont pas de sites Web. Il s'agit des ministères de la «Transition énergétique et des Energies renouvelables», de l'«Industrie pharmaceutique», de la «Pêche et des Productions halieutiques», et des ministères délégués chargés de l'«Economie de la connaissance» et des «Micro-entreprises», ainsi que du «Secrétariat d'Etat auprès du ministre de la Culture, chargé de l'Industrie cinématographique». Autre incohérence relevée, les adresses Web des sites de cinq ministères ont des extensions en «.dz», contrairement à celles des autres départements ministériels qui sont en «.gov.dz» (les extensions «.gov» ou «.gouv» sont utilisées pour indiquer qu'il s'agit de sites gouvernementaux). C'est le cas des ministères de la Défense (mdn.dz), de la Justice (mjustice.dz), des Moudjahidine et des Ayants droit (m-moudjahidine.dz), des Affaires religieuses et des Wakfs (marw.dz), et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (messrs.dz).

Internet

La maintenance d'un câble sous-marin lancée

Algérie Télécom (AT) entamé, hier mercredi, une opération de maintenance de quelques jours sur le câble sous-marin SeaWeMe4, annonce dans un communiqué, l'entreprise publique, entraînant une «courte» perturbation du service internet.

«Cette opération, qui durera quelques jours, causera pendant une durée d'environ 2 heures, une baisse du service durant la nuit du 06/01/2021 (entre 23h00 et 3h00 du matin). Si par le passé, des opérations similaires ont causé des perturbations considérables, l'entrée en exploitation récente du câble ORVAL/ALVAL permettra à AT d'assurer la continuité des services

Internet», précise la même source.

Les travaux de maintenance seront menés «en coordination avec ses partenaires étrangers, membres du consortium SeaWeMe4 et constituent une obligation technique et contractuelle pour AT vis-à-vis des entités membres du consortium relatif au câble concerné», est-il ajouté. L'entreprise tient, en outre, à informer qu'elle «veillera, tout au long du déroulement de l'opération, à garantir la continuité de service à tous ses clients et abonnés, et n'économisera aucun effort sur le plan humain ou matériel pour que les interventions nécessaires n'occasionnent pas de détériorations palpables sur les services internet».

Coronavirus

247 nouveaux cas et 4 décès

Deux cent quarante-sept (247) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 198 guérisons et 4 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algé-

rie, a annoncé, hier à Alger, le Porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

SNTF Perturbations sur les horaires des trains suite à des actes de vandalisme



Des perturbations sur les horaires des trains ont été enregistrées, depuis la reprise des activités des trains voyageurs, notamment sur trois destinations, causées principalement par des actes de vandalisme commis sur les installations de signalisation ferroviaire, a indiqué hier la SNTF dans un communiqué. "La SNTF enregistre depuis la reprise des activités des trains voyageurs, des perturbations sur les horaires des trains, notamment sur les lignes Alger-Thénia, Alger-El Affroun et Alger-Zeralda, causées principalement par des actes de malveillance et de vandalisme commis sur

les installations de signalisation ferroviaire", a précisé la même source. Ces actes de vandalisme concernent également le vol de câbles électriques et d'équipements posés tout au long de la voie, particulièrement dans les endroits isolés, a ajouté la SNTF.

"Ces actes de malveillance causent des dérangements de signalisation qui obligent les conducteurs à réduire la vitesse du train à 30 km/h, afin de préserver la sécurité du train et de ses passagers, comme l'exige la réglementation", regrette la SNTF. L'entreprise publique, a cité à titre d'exemple, le nombre des actes de

malveillance commis sur les installations ferroviaires durant l'année 2020. "Plus de 233 actes de malveillance, dont 25 sur les câbles électriques, 80 actes sur les appareils de voie et 52 actes sur les téléphones et les signaux, qui ont gravement impacté la marche des trains", a fait savoir la SNTF. L'entreprise publique a tenu à présenter ses "sincères excuses à sa clientèle pour les désagréments causés par ces perturbations tout en assurant qu'elle engage tous les moyens humains et matériels dont elle dispose pour prendre en charge ses perturbation et rétablir la situation".

Raina
Raïkoum
El-Houari Dilmî

Sus à l'incurie !

Qui veut cacher la poussière sous le tapis de la République ? Présidant une réunion du Conseil des ministres après sa longue convalescence, le Président a brandi le carton rouge. Lors d'une évaluation de l'activité gouvernementale durant l'année écoulée, Tebboune a clairement affiché son mécontentement à l'égard de certains ministres, comme celui dédié à l'Industrie cinématographique qui n'a servi presque à rien depuis sa création ! Même certains walis de la République n'ont pas été à la « hauteur de leurs missions », a tranché le Président. Mais si, sur les cimes de la République, le nouveau timonier au gouvernail du gigantesque vaisseau Algérie s'échine, avec beaucoup de labeur, à rapiécer le costume trois-pièces-cuisine d'un pays en entier plus que jamais à l'étroit, et lui faire retrouver le bon chemin perdu, peut-on en dire autrement du pouvoir local, où la poussière épaisse continue à s'amonceler pour être cachée sous le grand tapis mi-teux de l'Algérie nouvelle ?

Englué dans une réalité plus cauchemardesque que psychédélique, le pouvoir local agit comme une pastille d'aspirine sur un corps atteint d'un cancer métastasé. Une attraction-répulsion qui fait toujours remonter plus haut les effluves suffocants de l'ire populaire, jusque-là plus ou moins contenue. Et comment peut-il en être autrement lorsque chaque jour qui se lève sur l'arrière-pays profond est, pour le citoyen fatigué, une épreuve nouvelle pour mesurer le fossé immense qui sépare encore les discours aseptisés de la réalité crue, la parole naturellement facile contre l'acte forcément difficile. Autant « l'Algérie nouvelle » se veut debout sur ses ergots aiguisés et déterminée à extirper d'une main ferme et décidée, les bourgeois de la division, autant le pays profond hésite encore à se projeter dans un avenir qu'il craint de voir ressembler à hier. Il faut bien dire qu'au

niveau de la « perception locale » du Pouvoir, la distance qui sépare Alger, le Centre des centres, du reste du territoire provincial semble toujours s'étirer de plusieurs centaines de kilomètres, au point que même le « projet du siècle » qu'est l'autoroute Est - Ouest n'a pas réussi à écourter la distance qui nous sépare de la capitale, comme inextinguible sur ses hauteurs impossibles à escalader. Un peu comme une loi qui démarre rigide d'en haut pour arriver jusqu'à nous, en bas, comme molle et élastique, les administrateurs locaux sont apparentés à des courroies de transmission contrefaites, depuis longtemps enrayées. Lorsqu'il faut attendre jusqu'à la mort pour prétendre à un « quelque chose » pour blottir sa progéniture sacrifiée. Quand il faut s'armer d'un trésor de patience pour quémander un document ou un service public. Attendre une éternité, sinon des lustres entiers, pour humer l'air stérilisé et l'ambiance feutrée du « gros » bureau... d'un tout petit col blanc qui s'empresse aussitôt à vous « arroser » de ses propres tourments pour vous faire oublier les vôtres, l'on a tout le mal du mal à convenir que quelque chose est en train de changer dans ce pays. Si des peuples, les vrais, s'imposent aujourd'hui en véritables maîtres du Monde, ce n'est certainement pas (ou seulement) grâce au génie de leurs gouvernants, mais c'est surtout là, le résultat bienheureux d'une implication réelle, effective et persuasive de ses forces, toutes ses forces, y compris celles mises au frigo parce que placées en état artificiel d'hypothermie. Plus que le pain, l'eau, l'huile ou le sucre, c'est assurément de cela que nous avons besoin pour ne pas nous laisser prendre en mauvais sandwich Quick, dans une planète qui bouge sans cesse, au point où les mêmes positions ou repères géographiques ne pèsent plus rien devant l'appétit impitoyablement léonin de l'Autre ! Plût à Dieu que l'Algérie nouvelle puisse voir le jour...un jour qui viendra !

Tiaret Un mort et 16 blessés dans une bataille rangée

El-houari Dilmî

Une bataille rangée entre deux tribus rivales a fait un mort, tué avec une arme à feu, et 16 blessés à Aïn Dzarit dans la daïra de Mahdia, à quelque 50 km à l'est de Tiaret, apprend-on de sources sécuritaires. Selon ces mêmes sources, un différend autour d'un lopin de terre de cent hectares, opposant deux tribus rivales, a dégénéré en bataille rangée se soldant par la mort, par balles, d'un jeune homme de 18 ans dont le corps a été évacué vers la morgue de l'hôpital «Youcef

Damardji» de Tiaret. Au moins 16 blessés dont un dans un état grave ont été admis aux hôpitaux de Mahdia, Sougueur et Tiaret. Il aura fallu l'intervention des forces anti-émeutes de la gendarmerie nationale pour mettre fin à la bataille rangée. Une dizaine d'ambulances ont été mobilisées pour l'évacuation des blessés, selon la direction de la protection civile.

Cette région agropastorale de la wilaya fait l'objet de conflits récurrents opposant des familles entières autour d'un lopin de terre, pâturage ou labours illicites, se soldant souvent par des victimes.

Chlef «Avortement illégal» causant la mort d'une femme, 10 arrestations

Dix personnes ont été arrêtées par la brigade de police judiciaire de la sûreté de daïra d'Ouled Farès dans la wilaya de Chlef, dans une affaire d'«avortement illégal» ayant entraîné la mort d'une femme, a-t-on appris, hier, auprès du chargé de communication de ce corps sécuritaire. «La brigade de police judiciaire a arrêté 10 personnes dans une affaire d'avortement illégal ayant entraîné la mort d'une femme âgée de 31 ans», a indiqué à l'APS le chargé de communication, le commissaire de police Cherif Ankoud.

Cette opération a été réalisée, a-t-il dit, grâce à l'exploitation d'informations faisant état «qu'une infirmière se la retraite a transformé son domicile, sis au centre-ville de Chlef, en un local pour les avortements clandestins».

Une jeune fille de 31 ans lui a demandé de l'aide pour la faire avorter, suite à une grossesse hors mariage, sur incitation d'une autre personne de 32 ans. L'opération a causé des

complications à la victime ayant conduit à sa mort, a-t-on ajouté de même source.

Les investigations menées à cet effet, ont permis l'arrestation de l'infirmière retraitée (65 ans) et de la personne ayant incité la victime à l'avortement, en plus de huit autres individus des deux sexes, âgés de 23 à 42 ans, ayant tous un lien avec cette affaire, a souligné le commissaire de police Cherif Ankoud.

L'opération a, également, permis, selon la même source, la saisie de différents produits et médicaments interdits à la vente en Algérie, utilisés dans les opérations d'avortement, outre une somme de 1.680.000 de DA et de 1.300 euros et près de 500 g d'or.

Les mis en cause dans cette affaire ont été présentés devant les autorités judiciaires de Chlef, pour les chefs d'inculpation d'«avortement ayant entraîné la mort et non dénonciation». L'infirmière retraitée et la personne incitatrice à l'avortement ont été placées en détention provisoire.

L'ancien ministre du Commerce Smail Goumeziane n'est plus



L'ancien ministre du Commerce sous le Gouvernement Hamrouche, le Docteur Smail Goumeziane, est décédé mardi à Paris à l'âge de 75 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Après avoir occupé des postes de direction au ministère des Industries légères et assuré la direction générale de deux entreprises nationales de l'agro-alimentaire, il a été Secrétaire général du ministère de l'Industrie lourde, puis ministre du Commerce sous le gouvernement de Mouloud Hamrouche (1989-1991). Professeur et Maître de

conférences à l'Université Paris Dauphine, il y a enseigné l'économie du développement et les relations internationales et dirigé plusieurs thèses. Il a été par la suite professeur associé à l'ISM (Institut Supérieur de Management) de Dakar au Sénégal.

Le défunt est l'auteur de plusieurs publications dont L'Algérie et le nouveau siècle (EDIF2000 et NON LIEU, Alger et Paris 2013), Algérie, l'histoire en héritage (EDIF2000 et Non Lieu, Alger et Paris 2011) et Ibn Khaldoun, un génie maghrébin (EDIF2000 et Non Lieu, Alger et Paris 2006).

Tlemcen Trois personnes tuées par le monoxyde de carbone

Khaled Boumediene

Trois personnes ont été intoxiquées au monoxyde de carbone mardi soir à Chetouane. Il s'agit de deux femmes âgées de 40 et 25 ans et d'un homme âgé de 37 ans qui ont été découverts sans vie vers 19h dans un appartement situé au rez-de-chaussée de la résidence «Bouarfa», située à proximité de la mosquée «Othmane Ibn Affane». Selon la cellule de communication de la direction de la protection civile de Tlemcen, ce sont des voisins incommodés par les mauvaises odeurs persistantes, depuis plusieurs jours, qui ont donné l'alerte. Les dépouilles ont été transférées

par les éléments des postes avancés de la protection civile de Bab Wahran et Chetouane. Le procureur de la République près le tribunal de Tlemcen, la police scientifique relevant de la sûreté de wilaya et le médecin du service de médecine légale du CHU de Tlemcen se sont rendus sur les lieux pour effectuer leur première constatation et mener leur travail sur place. Selon nos informations, un chauffe-eau défectueux serait à l'origine de l'accident qui a jeté de l'émoi au sein des riverains de la cité «Bouarfa».

«Six personnes sont mortes par asphyxie et 27 autres ont été incommodées au monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et

chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles à travers plusieurs wilayas durant les dernières 24 heures», a indiqué, hier, la protection civile dans un communiqué.

Les unités de la protection civile étaient intervenues pour l'évacuation de 06 personnes décédées asphyxiées par le monoxyde de carbone à Tiaret (4 personnes dont 2 enfants), M'sila (1) et Khenchela (1) ainsi que pour prodiguer des soins de première urgence à 27 autres incommodées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles à travers plusieurs wilayas, a précisé la même source.

Algérie-Mauritanie Renforcer la coopération militaire

Le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a reçu hier, à Alger, son homologue mauritanien, le Général de Corps d'Armée Mohamed Bamba Mokit, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Monsieur le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, a reçu aujourd'hui, le 06 janvier 2021, au siège de l'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général de Corps d'Armée Mohammed Bamba Mokit, Chef d'Etat-Major Général des Armées mauritaniennes, qui effectue une visite officielle en Algérie, du 05 au 07 janvier 2021, à la tête d'une importante délégation militaire», souligne le communiqué.

Selon la même source, «cette rencontre a constitué une occasion pour les deux parties, pour passer en revue l'état de la coopération militaire bilatérale et échanger les analyses et points de vue sur les questions d'actualité et d'intérêt commun».

Le Général de Corps d'Armée a soutenu, à l'occasion, que «cette visite revêt une importance particulière pour les deux pays frères et qu'elle leur permettra, sans nul doute, de

développer leurs relations, notamment, à la lumière de l'évolution du contexte sécuritaire prévalant dans la région», ajoute le communiqué.

La première visite en Algérie du Chef d'Etat-Major Général des Armées mauritaniennes «revêt un intérêt particulier pour nos deux pays frères, permettra sans doute le développement de nos relations et constitue une opportunité pour hisser la coopération entre nos deux armées dans les domaines d'intérêts communs, notamment à la lumière de l'évolution du contexte sécuritaire dans la région», a affirmé le Chef d'Etat-Major de l'ANP, cité dans le communiqué.

Il a estimé, à ce titre, que «le renforcement de la coopération militaire entre les deux armées sœurs constituait plus qu'une nécessité, en vue de faire face aux défis sécuritaires qui s'imposent dans notre région, et que celui-ci peut se concrétiser à travers la mise à profit des mécanismes de coopération sécuritaire déjà existants, notamment le CEMOC».

A cet égard, a-t-il poursuivi, «la consolidation de la coopération militaire entre nos deux institutions est plus que souhaitable en vue de faire face conjointement aux défis sé-

Aïn-Defla Deux éléments de soutien aux terroristes arrêtés

Deux (02) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, la semaine écoulée à Aïn Defla, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également récupéré des armes et des munitions, indique mercredi dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 30 décembre 2020 au 05 janvier 2021, de multiples opérations ayant abouti à des résultats qualitatifs qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», précise la même source.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, et en sus de l'opération de ratisage menée par l'ANP à Messelmoune, wilaya de Tipaza, qui a été déjà communiquée, et qui s'est soldée par l'élimination de six (06) terroristes, et la récupération de (06) armes à feu et une quantité de munitions, un détachement de l'ANP a arrêté (02) éléments de soutien aux groupes terroristes à Aïn Defla, tandis que (02) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et deux (02) chargeurs de munitions ont été découverts

à In-Amenas, alors que (03) bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites à Boumerdès».

Par ailleurs, et «dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le phénomène du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité, (28) narcotrafiquants et saisi, lors d'opérations distinctes, de grandes quantités de kif traité s'élevant à (16) quintaux et (20) kilogrammes, ayant été introduites via les frontières avec le Maroc», est-il ajouté.

«A ce titre, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, lors d'opérations distinctes, (03) narcotrafiquants et saisi (844,194) kilogrammes de kif traité à Nâama, tandis que (02) autres narcotrafiquants ont été appréhendés à Béchar où d'autres quantités de la même substance s'élevant à (605) kilogrammes ont été saisies. Dans le même sillage, des détachements de l'ANP ainsi que des services de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières ont appréhendé (23) narcotrafiquants et saisi (170,800) kilogrammes de kif traité, (127) grammes de cocaïne et (3070) comprimés psychotropes, et ce, lors de diverses opérations menées à Aïn Témouchent, Tlemcen, Oran, Ghar-

daïa, Ouargla, Tébessa et Bordj Bou Arreridj». «D'autre part, des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Illizi (77) individus et saisi (12) véhicules, (159) groupes électrogènes, (77) marteaux piqueurs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite». Une quantité de 38,3 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande a été également saisie, tandis que (03) autres individus ont été arrêtés, et (09) fusils de chasse, (02) pistolets automatiques, (45.890) cartouches pour fusils de chasse, (48,2) tonnes de cuivre, (29250) paquets de tabacs, (4868) unités de différentes boissons et (384) téléphones portables ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Biskra, Mostaganem, Tlemcen, Jijel, El-Oued, El-Tarf, Oum El-Bouaghi, Ouargla et Tindouf.

De même, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à (8942) litres ont été déjouées à Tébessa, Souk Ahras, El-Tarf et Bordj Badji Mokhtar», détaille le communiqué.

Dans un autre contexte, (40) immigrants clandestins de différentes nationalités dont (17) marocains ont été interceptés à Tlemcen, Tamanrasset, Ouargla, Nâama, Sidi-Bel-Abbès, Tébessa et Bejaia, conclut le MDN.

L'économie algérienne entre l'informel de survie et l'informel prédateur !



Des pistes de réforme économique viennent d'être soumises au gouvernement par le ministre délégué à la Prospective, à travers un plan de relance économique sur la période 2020/2024.



Par Cherif Ali

Ce énième plan suffira-t-il à sortir l'économie algérienne de son marasme se sont interrogés les observateurs ? La tâche est rude même si le président de la République en a fait sa priorité de l'heure en commençant par accorder un entretien au président de la confédération algérienne de patronat citoyen Sami Agli qui est revenu notamment sur les masses d'argent qui circulent dans le secteur informel, donc en dehors de circuit bancaire.

OÙ SE TROUVE TOUT CET ARGENT ?

Plus de 5000 milliards de dinars circulaient actuellement en Algérie hors secteur bancaire, soit plus de 50% des encours des crédits accordés à l'ensemble de l'économie nationale, avait annoncé, le gouverneur par intérim de la Banque d'Algérie. « Cette somme (5000 milliards de dinars, plus de 50 milliards de dollars) représente aussi plus de 30% de la masse monétaire totale du pays. Cela veut dire que la politique de l'épargne est déficiente ».

Selon lui, « il ne s'agit pas seulement de reprocher aux banques d'être inefficaces et de ne pas être capables de collecter cette épargne. Il faut entamer des études sérieuses pour mettre le doigt sur les vrais motifs qui font que cette épargne n'atterrit pas dans le cercle bancaire ». « Est-ce que les banques n'ont pas offert des produits attractifs, ou y a-t-il

d'autres raisons ? Ce sont ces questions-là qui doivent être posées et étudiées », a estimé le gouverneur par intérim de la Banque d'Algérie. Mais ce responsable qui s'interroge ainsi, ne sait-il pas que c'est l'argent de l'économie informelle, dont toutes les démarches pour le récupérer dans les circuits légaux se sont avérées infructueuses ? Par le passé, le gouvernement avait préconisé de récupérer la masse monétaire hors circuit bancaire en instituant une taxe de 7% contre amnistie au profit des déposants. Les résultats n'étant pas fructueux, d'autres solutions ont été imaginées pour capter l'argent de l'informel en développant la finance islamique et en lançant l'emprunt obligataire. En vain !

QUE FAIRE SINON ?

Un ancien ministre de l'intérieur pensait avoir la solution et a cru bien faire en faisant de l'éradication des marchés informels sa priorité ; ainsi et dès 2012, c'est-à-dire peu de temps après sa prise de possession du département, il a réuni et en grandes pompes, tous les walis de la République pour leur demander, toutes affaires cessantes, « d'éradiquer tous les marchés informels et de faire partir tous les vendeurs ambulants qui ont pris possession de nos territoires ».

En cette occasion, il leur a fait la déclaration suivante : « la résorption du commerce informel n'est ni ponctuelle ni une opération coup de poing ; un choc psychologique a eu lieu et la population nous soutient dans cette action ; la plupart des commerçants seront recasés dans des espaces réaménagés ».

On était à quelques jours du Mawlid Enabaoui et l'engagement du ministre avait valeur de test car les pétards et autres produits pyrotechniques commençaient à faire leur apparition, ça et là, sous les portes cochères. La mafia des conteneurs pyrotechniques ne s'est pas laissée démontée !

La sémantique a, cependant, évolué puisqu'il n'était plus question « d'éradiquer » mais de « redéployer » dans des « espaces maîtrisables », les vendeurs de ces marchés informels estimés à 70613 selon le ministre de l'intérieur, 75000 selon le ministère du commerce ou même 300.000 selon l'union générale des commerçants algériens.

Pour les espaces, les walis ont casé le maximum de ces jeunes dans ce qu'on appelé les « 100 locaux par commune » ; la destination de ces locaux a été détournée et ils ont servis au stockage et à la revente en l'état de la bibeloterie de bas de gamme, du textile bon marché, im-

porté de Chine, de Turquie et d'Espagne et des cosmétiques aussi variés qu'avariés.

Quant aux jeunes qui s'adonnaient à la revente des fruits et des légumes, à défaut de pouvoir s'implanter dans « les marchés parisiens » promis par l'ex ministre de l'intérieur, ils continuent, malgré l'acharnement qui pèse sur eux, à exercer, à la sauvette, embarrassant, clients et services de sécurité.

Entre temps et avec le recul, ce ministre a su qu'il avait, en fin de compte emprunté une mauvaise piste concernant « le commerce informel de survie ».

IL S'EST ATTAQUÉ AU MAILLON FAIBLE DE L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE, « L'INFORMEL DE SURVIE »

C'est celui qui est établi directement dans les quartiers pauvres qui en tirent leur subsistance. Il a été longtemps sous-estimé parce que nombre d'entreprises ne sont pas officiellement déclarées (les trois quarts n'ont qu'une existence de facto). Pourtant, c'est lui qui continue d'absorber le gros de la vague des demandeurs d'emploi, notamment ceux qui n'ont bénéficié d'aucune formation et qui n'ont pas accès aux aides de l'Etat, y compris l'assurance sociale.

L'OIT en donne la définition suivante : facilité d'accès ; utilisation de ressources locales ; propriété familiale des entreprises ; opérations à petite échelle ; technologie appropriée à forte intensité en main-d'œuvre, qualifications acquises en dehors du système éducatif officiel ; marché fluide, concurrentiel et non régulé.

Ce type de commerce est utile s'il venait à être encadré et pris en charge par l'Etat et pourquoi pas intégré dans le portefeuille des PMI/PME.

Aux ministres du commerce, de l'industrie et de l'intérieur d'en tirer les leçons et de ne pas se laisser entrainer par des opérations « coup de poing » improductives car aujourd'hui, il y a déjà fort à faire avec :

1. les grandes villes qui sont autant de marchés d'intérêt national (M.I.N) ; elles peuvent, par exemple, constituer des centres de commerce importants et favoriser périodiquement des échanges spécialisés à travers des foires où seront échangés des spécificités et des produits régionaux, ce qui aura pour impact d'encourager le « tourisme domestique » et de maintenir le chômage à un taux acceptable
2. et les villes à faible potentiel industriel qui doivent également, s'investir dans ces espaces intermédiaires en veillant à promouvoir

leur production locale.

De ce qui précède, on peut s'autoriser à dire que l'informel de survie :

- absorbe la force de travail en réduisant « officiellement » la courbe statistique du chômage
- il fournit biens et services à la portée des bourses de la population pauvre.

Contrairement à l'informel prédateur, qui est, très certainement, nuisible à l'économie nationale !

L'informel prédateur a un visage, c'est celui des propriétaires des conteneurs, des grossistes du Hamiz, par exemple, qui ont leurs informateurs qui leur signalent, instantanément, les descentes « inopinées » des contrôleurs du fisc et du commerce ; ce qui leur permet de baisser, impunément, le rideau !

La lutte contre l'informel prédateur passe, nécessairement, par l'assèchement des sources de son financement, entre autre le marché noir de la devise.

Un ancien ministre qui parlait plus vite que son ombre avait émis un avis disant que « le citoyen y trouve son compte et que l'Etat n'est pas disposé à ouvrir des bureaux de change ».

Pourtant les économistes et les experts de la finance, sont unanimes à dire que l'existence d'un marché parallèle de la devise nuit gravement à l'économie nationale ; la circulation des grandes sommes en devise, en dehors de tout contrôle des autorités monétaires met en danger la sécurité économique et financière du pays.

Il sera difficile de sortir tout ce beau monde de la mangeoire autour de laquelle se sont attablés tous les spécimens de notre société y compris ceux relevant d'institutions en charge du contrôle et de la préservation des deniers publics.

LA FACTURE ALIMENTAIRE EXPLOSE ET LES POCHES DES MAFFIEUX AUSSI !

Le pays importe tout, nourriture, vêtements, médicaments et autres pièces détachées. La ressource première est constituée, pour quelques temps encore, des revenus du pétrole et peut-être plus tard, de ceux qui seront engrangés à partir des gisements de gaz de schiste ; ni l'agriculture, encore moins l'industrie ne répondent aux besoins internes de la population algérienne.

Les gouvernements qui se succèdent font un pas en avant et deux pas en arrière comme par exemple pour cette obligation de l'utilisation du chèque pour les transactions dépassant les 500 000 dinars, mesure rappelons-le, qui devait entrer en vigueur le 31 mars 2011 et reportée sine die.

Notre système bancaire est paralysé même s'il suffoque du trop plein de liquidités et Abdelmadjid Tebboune l'a rappelé lors du dernier conseil des ministres ; quant au paiement électronique, mieux vaut ne pas en parler dès lors qu'il reste marginal voire inexistant.

Il existe en Algérie des milliers de sociétés-écrans représentant un volume de transactions de l'ordre de plus de 20 à 25 % du PIB ; l'économie souterraine brasse, à elle seule, 50% de la masse monétaire en circulation, soit près de 60 milliards de dollars disent les économistes ; plus de 40 milliards de dollars circulaient en cash dans le pays.

Il faut aussi évoquer ce problème de la sous bancarisation de la population (7 algériens sur 10 ne possèdent pas de compte bancaire) ; il y a aussi ce grave déficit de projets bancaires, en dehors des investissements étatiques, ce qui a pour effet de doper, encore plus, l'économie informelle.

Cette situation engendre un trop plein de liquidités et enfonce, davantage, l'économie nationale de « l'import-import », l'investissement non étatique étant insignifiant.

Est-ce à dire qu'il n'existe pas de volonté réelle de lutter contre l'économie souterraine dès lors où l'on continue de privilégier l'importation à la production nationale ?

Au moment même où le président Tebboune a fait du « patriotisme économique » une des mesures phares de son programme économique ? A croire que, nous continuerons longtemps à créer nos malheurs avec une ingéniosité, un raffinement qui n'ont d'égal que notre inconscience, comme le rappelait fort à propos un editorialiste !

■ Commentaires sur le cadrage macroéconomique de la loi de finances 2021 et la dévaluation du dinar

Par Nour Meddahi*

Une Loi de Finance a deux volets, les dépenses et les recettes. Les dépenses sont relativement faciles à évaluer (salaires, aides, dépenses d'équipement, etc...); quoi de plus simple que de signer un chèque! La partie recettes est plus compliquée à évaluer car elle dépend de paramètres que l'on ne contrôle pas complètement. En effet, les recettes dépendent de manière cruciale du taux de croissance de l'économie, de l'inflation, du prix du pétrole dans le cas de notre pays, et de la valeur de la monnaie du pays, et d'autres paramètres. Nous expliquons ci-dessous l'importance de ces paramètres auxquelles une Loi de Finances doit assigner des valeurs hypothétiques pour pouvoir établir les montants des recettes (et des dépenses), et qui sont donc cruciales dans les projections obtenues pour les déficits ou surplus budgétaires. C'est ce que l'on appelle les paramètres du cadrage macroéconomique d'une Loi de Finances. Tous les pays le font, le nôtre aussi.

IMPORTANCE DE CERTAINS PARAMÈTRES MACROÉCONOMIQUES.

Une bonne partie des recettes est liée à l'activité économique. C'est le cas pour l'impôt sur le revenu, les bénéfices, et la TVA. L'évolution de la croissance économique va impacter de manière très importante l'emploi et les salaires, et donc l'impôt sur le revenu. Elle va aussi impacter la consommation et donc la TVA. L'impôt sur les bénéfices d'une année est souvent lié aux bénéfices de l'année précédente.

Il est donc primordial de bien anticiper le taux de croissance de l'économie du pays. Ce n'est pas un exercice facile. En effet, le taux de croissance de l'économie dépend de ce qui se passe ailleurs, c'est-à-dire de l'évolution de l'économie des principaux partenaires économiques et commerciaux du pays. Il dépend aussi des dépenses de l'Etat pour l'équipement et de sa politique fiscale. Il y a donc interaction entre les volets dépenses et recettes d'une Loi de Finances.

Il est aussi important de prévoir l'inflation car les recettes fiscales sont impactées. En effet, la quasi-totalité des taxes sont définies en pourcentage. L'augmentation du prix d'un bien pour cause d'inflation va mécaniquement augmenter la TVA sur la vente de ce bien. Evidemment, l'augmentation du prix d'un bien peut faire baisser la quantité totale consommée de ce bien, ce qui a un effet inverse sur le montant total de la TVA collectée. Il y a donc deux effets opposés dont il faut calculer la résultante, ce qui n'est pas facile, surtout dans un pays où l'économie informelle est importante. Notons que l'évolution de la croissance économique se fait en volumes et à prix constants, et ne tient donc pas de l'inflation.

Une bonne partie des recettes budgétaires provient des exportations des hydrocarbures. Il est donc primordial de faire une hypothèse sur le prix du baril de pétrole (et des quantités exportées). Une évolution très défavorable et non-anticipée de ce prix nécessite souvent l'adoption d'une Loi des Finances complémentaire pour corriger à la baisse la partie recette, et, normalement, la partie dépenses, pour ne pas avoir un déficit budgétaire important.

Il est tout aussi important de prévoir la valeur de la monnaie du pays, et pour plusieurs raisons. Il y a d'abord les taxes sur les importations (droits de douanes et TVA). Les importations sont en devises mais les taxes doivent être payées en monnaie locale. De la même manière, l'Etat subventionne le prix de certains biens importés, comme le blé. La LF doit prévoir le montant en dinars de la subvention du blé, ce qui nécessite de prévoir le prix du blé à l'international, la quantité à importer, et le taux de change.

L'Algérie est un pays exportateur d'hydrocarbures dont les prix sont fixés sur les marchés internationaux en dollars. Les recettes des hydrocarbures qui représentent une partie très importante des recettes de l'Etat sont en dinars et nécessitent donc de définir un taux de change.

La présente contribution a pour but d'expliquer l'importance de définir certains paramètres macroéconomiques dans l'élaboration d'une Loi de Finances (LF) et de revenir sur certaines critiques suscitées par le cadrage macroéconomique de la LF 2021, en particulier la dévaluation du dinar.



Un pays peut financer une partie de son déficit budgétaire en allant emprunter sur les marchés internationaux. Il peut aussi rembourser chaque année une dette extérieure ou payer le service de sa dette extérieure. Une LF doit prévoir ces dépenses en monnaie nationale. Pour toutes ces opérations, une LF doit prévoir un taux de change.

QUELS PARAMÈTRES POUR LE CADRAGE MACROÉCONOMIQUE D'UNE LF ?

Il est très important de conjecturer des valeurs réalistes pour le cadrage macroéconomique. En effet, surestimer le taux de croissance économique, l'inflation, le prix du pétrole ou la valeur du dollar en dinar va surestimer les recettes fiscales. De la même manière, sous-estimer ces paramètres va sous-estimer les recettes fiscales. Une surestimation des recettes fiscales va créer un déficit budgétaire non prévu qu'il faut absolument financer, sinon l'Etat serait en défaut de paiement.

Une sous-estimation de ces paramètres va créer un surplus budgétaire, ce qui n'est pas problématique sur le plan réglementaire. Par contre, il peut être attaqué sur le plan économique ou politique puisque l'Etat aurait pu dépenser plus d'argent pour assurer une plus forte croissance économique et un meilleur bien-être de la population. Il est donc important de bien prévoir ces variables pour bien calibrer les dépenses et recettes d'une Loi de Finances. Parfois, quand on veut prévoir une variable, on peut se baser sur plusieurs scénarii, par exemple un scénario bas, moyen ou haut. Malheureusement, ce n'est pas possible pour une Loi de Finances car elle doit se baser sur une seule valeur. On peut en choisir une à partir des trois scénarii, en tenant compte des probabilités de chacun d'eux.

La prévision de la croissance est la plus difficile des prévisions. Elle est liée à la croissance des différentes composantes du PIB. Ainsi, Sonatrach va communiquer au Ministère des Finances le taux d'accroissement prévu dans le secteur des hydrocarbures. De la même manière,

les ministères de l'Industrie, des Travaux Publics, et autres ministères vont communiquer le taux de croissance attendu dans leur secteur en fonction de l'enveloppe allouée par la LF à leur secteur et d'autres paramètres comme l'entrée en production des usines pour le secteur de l'industrie. Le Ministère de l'Agriculture tiendra aussi compte de la pluviométrie prévue pour l'année qui arrive. De nombreuses sources d'incertitude conditionnent la croissance du PIB.

La prévision de l'inflation suit le même principe de décomposition. On peut dire qu'elle est tirée par l'inflation importée, la valeur du dinar, la hausse des salaires, la hausse des taxes, et par la hausse des coûts de production. Les produits importés ont des prix en dollars qui fluctuent dans le temps. Ces fluctuations se retrouvent dans les prix des biens vendus, surtout quand elles sont à la hausse. Une baisse du dinar se retrouve aussi dans les prix des biens et intrants importés, sauf ceux qui sont subventionnés par l'Etat. Une augmentation des salaires augmente le pouvoir d'achat des travailleurs et donc leur demande en biens.

C'est ce que le pays a observé à la suite des hausses salariales de l'année 2011. La hausse des salaires, la hausse des taxes comme la TVA, et la hausse des coûts de production comme l'énergie (carburant et électricité) augmentent les prix de production des biens et donnent donc de l'inflation.

Nous pouvons dire que depuis le contre choc pétrolier de 2014, l'inflation a été principalement tirée par la baisse du dinar, la hausse du prix du carburant et de l'électricité, et par la hausse de la TVA. La création monétaire de la planche à billets n'a pas eu d'effet sur l'inflation. Pour rappel, cette inflation a été très faible depuis la mise en œuvre de la planche à billets (9% entre Octobre 2017 et Novembre 2020).

Pour ce qui est du prix du pétrole, plusieurs institutions de réputation mondiale donnent des prévisions. Le plus raisonnable est de prendre comme hypothèse le prix moyen observé sur une période récente, par exemple les derniers trois mois. Reste donc la prévision de la valeur du

dinar. Pour beaucoup de pays, la valeur de leur monnaie est déterminée (librement) à l'équilibre des par les marchés financiers. Dans le cas de notre pays et de nos voisins, c'est la Banque Centrale qui le fait. Notons que chaque pays, incluant ceux qui ont une monnaie dont la valeur est déterminée par les marchés financiers, essaie d'évaluer et de prévoir avec des modèles économétriques l'évolution de sa monnaie.

La Banque d'Algérie (BA) n'a jamais publié le modèle qui lui sert à fixer la valeur du dinar. Cependant, elle a communiqué à plusieurs reprises que les paramètres importants qui déterminent le prix d'équilibre de la valeur du dinar sont le prix du baril de pétrole (dont dépendent les exportations du pays et la fiscalité pétrolière), les dépenses publiques (qui impactent fortement la croissance du PIB), et le différentiel d'inflation de l'Algérie avec ses partenaires commerciaux. En pratique, c'est le Conseil de la Monnaie et du Crédit qui fixe la valeur du taux de change. Actuellement, ce conseil est composé du Gouverneur de la BA, des trois Vice-Gouverneurs de la BA et de trois hauts fonctionnaires : le Directeur du Trésor, le Directeur Général de la Prévision et des Politiques au Ministère des Finances, et un haut fonctionnaire du Ministère de l'Energie et expert en économie pétrolière. La présence de ce type de hauts fonctionnaires dans ce comité n'est pas nouvelle. A la création de ce comité, le Directeur du Trésor et le Directeur des Impôts étaient déjà membres.

Ainsi, même si ce n'est pas le Ministère des Finances qui fixe la valeur du dinar, on peut dire que ceux qui ont élaboré la Loi de Finances ont une bonne idée des discussions qu'il y a dans le comité qui fixe la valeur du dinar.

COMMENTAIRES SUR LES CRITIQUES DU CADRAGE MACROÉCONOMIQUE DE LA LF 2021

Le cadrage macroéconomique de la LF 2021, en particulier celui du dinar, a suscité de vives réactions. De quoi s'agit-il ? Une dépêche de l'APS en date du 19 octobre 2020 nous a informé que la LF 2021 se basait sur une valeur moyenne de 142,2 dinars pour un dollar en 2021, 149,31 dinars en 2022 et 156,78 en 2023. Le jour de publication de cette dépêche, la valeur d'un dollar était de 128,8 dinars et la valeur moyenne sur l'année de 126 dinars. Ce cadrage macroéconomique annonçait donc une forte baisse du dinar en termes nominaux : 11,45% en 2021 ; 4,9% en 2022 et 4,8% en 2023. En tenant compte des taux d'inflation postulés dans la LF 2021 (4,5% en 2021 ; 4,05% en 2022 et 4,72% en 2023), et en prenant une inflation de 1,5% pour les partenaires économiques de l'Algérie, nous obtenons une baisse du dinar en termes réels de : 8,25% en 2021 ; 2,3% en 2022 et 1,5% en 2023.

Notons que l'on ne discute que du taux de change du dollar américain avec le dinar algérien, et pas du tout de celui de l'euro. Les revenus de l'Algérie sont principalement en dollars. Il est donc logique que la politique de taux de change de la Banque d'Algérie se concentre sur ce taux. Le taux de change entre euro/dinar est une conséquence de taux dollar/dinar fixé par la Banque d'Algérie et par le taux dollar/euro fixé par les marchés internationaux. Une règle de trois permet d'obtenir le premier taux à partir des deux derniers taux.

Pour résumer, il a été reproché à la LF 2021 i) de prévoir une forte baisse du dinar ; ii) que la baisse est programmée sur plusieurs années ; iii) de l'annoncer dans une LF, iv) ce qui va décourager les investisseurs locaux et étrangers.

Comme indiqué ci-dessus, les Lois de Finances de tous les pays se basent sur une valeur de leur monnaie nationale. La spécificité du cas algérien est d'annoncer depuis 2016 une trajectoire budgétaire sur trois années, proposition que Raouf Boucekkine et l'auteur de la présente contribution avaient faite dans un document en Octobre 2015 afin de lisser l'ajustement budgétaire sur plusieurs années.

*Professeur des Universités
Suite en page 7

■ Commentaires sur le cadrage macroéconomique de la loi de finances 2021 et la dévaluation du dinar

Suite de la page 6

Par ailleurs, comme déjà indiqué, il n'est pas bon de surestimer ou sous-estimer la valeur de sa monnaie dans une LF. La baisse du dinar est très importante en termes nominaux et réels pour 2021, mais elle est faible en termes réels pour 2022 et 2023. Pour ce qui de l'impact du cadrage macroéconomique sur les investisseurs locaux, ils ne sont pas naïfs et anticipent comme beaucoup d'Algériens la baisse de la valeur du dinar. En fait, ils font face à deux possibilités. La première est de renoncer à investir dans des projets qui nécessitent des importations importantes, et investir dans la pierre ou l'agriculture ou d'autres secteurs qui ne nécessitent pas beaucoup d'importations. La seconde option est en fait d'accélérer leurs investissements avant que le dinar ne baisse trop.

Quant aux investisseurs étrangers, ils disposent d'organismes dans leurs propres pays qui leur fournissent beaucoup d'informations économiques sur notre pays, à commencer par les agences de garantie de crédits comme la COFACE pour la France. Ces pays ont une armada d'experts qui travaillent à décortiquer l'évolution de l'économie de leurs partenaires économiques et commerciaux. Ils n'ont pas besoin du cadrage macroéconomique de la LF algérienne pour se faire une bonne idée de l'évolution de l'économie de notre pays.

Face à une baisse du dinar, nous pouvons observer trois types de comportement des investisseurs étrangers. Les investisseurs qui viendraient produire pour exporter leurs produits, incluant les hydrocarbures, sont insensibles aux variations du taux de change car ils vendront leur production en dollars. Les investisseurs qui viendraient avec leurs machines pour produire pour la consommation locale sans acheter de terrains (par exemple fournis gratuitement par l'Etat) ou de sociétés sont aussi insensibles aux variations de taux de change. Cependant, un investisseur étranger qui doit acheter un terrain ou une société attendra la baisse du dinar pour que le prix du bien en devises baisse, à moins de pouvoir emprunter auprès de banques algériennes à des taux fixes.

LA VRAIE QUESTION : DÉVALUATION BRUTALE OU GRADUELLE DU DINAR ?

En fait, le vrai enjeu d'une dévaluation de la monnaie de son pays se trouve dans le timing et la méthode. Certains, dont l'auteur de ce document, sont favorables à une dévaluation graduelle et, de manière plus générale, pour des ajustements économiques graduels, par exemple dans le cas de la baisse des subventions énergétiques. Une autre approche est de dévaluer de manière brutale la monnaie pour justement éviter que les investisseurs étrangers attendent plusieurs années avant que la monnaie n'atteigne sa vraie valeur. C'est la position classique du FMI.

Cette stratégie de dévaluation brutale recommande non seulement de baisser la valeur de la monnaie à sa vraie valeur, mais d'intégrer l'inflation que cette baisse va générer et aussi l'inflation que va générer la hausse des prix des produits subventionnés. C'est le discours qu'a tenu l'ancien Président du FMI dans les années quatre-vingt-dix aux autorités algériennes.

De manière plus concrète, dans le cas présent, cette stratégie peut être décrite de la manière suivante. En Mai dernier, l'auteur de ces lignes a déclaré dans une interview au journal Liberté, qu'en termes réels, il faudrait baisser le dinar pour arriver à 175 dinars pour un dollar; que cette baisse ainsi que la hausse des prix des produits subventionnés allaient créer une inflation de l'ordre de 60% sur trois à cinq ans selon le rythme de la hausse des prix des produits subventionnés; ce qui donnerait un dollar pour 250 dinars sur trois à cinq ans. Ce scénario prévoit donc une baisse de la valeur du dinar de près de 50% (et une hausse de la valeur du dollar de 100%) sur trois à cinq années. Le discours classique du FMI est de dire : Dévaluez dès maintenant

votre monnaie de 50% et menez une politique de stabilisation. C'est ce qui s'est passé dans les années quatre-vingt-dix.

Nous connaissons les conséquences d'une dévaluation brutale du dinar. En avril 1994, la valeur d'un dollar est passée de 25 à 36 dinars, soit une dévaluation du dinar de près de 30% (et une hausse du dollar de 44%). Les taux d'intérêts ont augmenté de manière vertigineuse : le taux de réescompte est passé de 11% à 15%, celui des découverts de 18% à 24%, tandis que le coût des crédits aux particuliers a, pour reprendre un article du journal Le Monde de l'époque, « été laissé à l'appréciation des banques ». L'inflation a été de 29% en 1994 et 29,8% en 1995. Les entreprises du pays ont été dans un état lamentable, surtout celles qui se sont endettées et qui se sont retrouvées avec des taux d'intérêts variables très élevés. Il est important de signaler que l'auteur de ces lignes ne sait pas si les crédits actuels sont à des taux fixes ou variables ; une question d'une importance majeure.

Les entreprises algériennes, publiques et privées, se sont retrouvées dans des situations très difficiles. Par ailleurs, l'opération « mains propres » lancée contre des centaines de cadres algériens, opération fabriquée de toutes pièces, a démuné le secteur public de ses compétences pour faire face à la nouvelle conjoncture. Mis bout à bout, ces deux opérations ont facilité la tâche aux prédateurs internes et externes pour accaparer des richesses du pays.

Il n'est pas inutile de rappeler que l'ancien Gouverneur Laksaci a fait baisser de manière graduelle la valeur du dinar entre juin 2014 et décembre 2015, faisant passer la valeur d'un dollar de 80 DA à 110 DA, soit une baisse du dinar de 27,3% (et une hausse du dollar de 37,5%). Malgré cette baisse, et malgré la hausse du prix de l'énergie en 2016, l'inflation est restée raisonnable : 2,9% en 2014 ; 5% en 2015 et 6,4% en 2016. A méditer.

Notons que lorsqu'une dévaluation brutale est inéluctable, certains sont favorables à une dévaluation le plus rapidement possible au lieu d'attendre que la situation économique n'empire. L'argument est que le pays a plus de ressources pour faire un ajustement moins brutal et aussi pour mieux amortir le choc social de l'ajustement. C'est une position que partage l'auteur de ces lignes. Il faut rappeler qu'en 1991, le Gouvernement Hamrouche était en discussions avancées avec le FMI pour mener un ajustement structurel. Leur départ a retardé cet ajustement de plus près de trois ans. Quitte à faire l'ajustement structurel, il est évident qu'il aurait mieux valu le faire en 1991.

La situation actuelle de notre pays est complexe. D'une part, la pandémie et la récession mondiales incitent à faire l'ajustement brutal dès maintenant. D'un autre côté, la crise politique incite à retarder l'ajustement brutal. De fait, la situation actuelle favorise plus l'ajustement graduel.

CONCLUSION

A une très mauvaise situation économique du pays, se rajoutent une crise politique majeure et une pandémie mondiale. Le travail des hauts fonctionnaires est très difficile, surtout dans une ambiance anxieuse créée par l'opération « mains propres ». Les investisseurs locaux se plaignent d'ailleurs que les comités de crédit des banques publiques soient gelés depuis le début de cette opération. Dans ce contexte, on peut être en désaccord avec la politique suivie, c'est d'ailleurs le cas de l'auteur de la présente contribution, mais on ne peut pas intimider ou menacer les hauts fonctionnaires ou le Ministre en exercice.

Le pays est à la croisée des chemins. Des réformes économiques, impopulaires pour certaines d'entre elles, sont inévitables. La dévaluation du dinar est inévitable. Il y a trois possibilités qui se présentent : une dévaluation graduelle sur douze à dix-huit mois ; une dévaluation brutale très rapidement ; une dévaluation brutale au moment de l'épuisement des réserves de change. L'avenir nous dira quelle solution aura été choisie.

Nour Meddahi*

*Professeur des Universités

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MOSTAGANEM

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

2^{ME} AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES APRES ANNULATION
NIF N° : 415024000027092
N° : 23./AAO/DEP/2020

Le Directeur des équipements publics de la wilaya de Mostaganem lance un 2^{ème} avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour la sélection des entreprises en vue d'exécuter la MISE A NIVEAU DU COMPLEXE DE PROXIMITE DE L'OFFICE DU PARC OMS OPOW DE LA WILAYA DEA MOSTAGANEM
Mostaganem répartie comme suit :

Lot n°23 : éclairage de terrain de réplique + sport collectifs

Cet avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse aux entreprises ou groupement des entreprises Justifiant d'une qualification professionnelle avec minimum des conditions d'éligibilité à savoir :

- Entreprise qualifié en travaux bâtiment (activité principale ou secondaire à la catégorie (II) deux ou plus.
- Ayant déjà réalisé au moins un projet éclairage justifié par une attestation de bonne exécution délivré par un Maître d'ouvrage.
- Avoir réalisé un cumule d'un chiffre d'affaire de 20.000.000,00 DA au cours des trois (03) années (2016-2017-2018)

en vertu des dispositions de l'article 55 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public.

Peuvent soumissionner et retirer le cahier des charges auprès de la direction des équipements publics de la Wilaya de Mostaganem, Bureau des Marchés cité administrative Salamandre-Mostaganem.

Les plis seront établis conformément aux clauses du cahier des charges et composé de pièces suivantes :

1er Pli : Dossier de Candidature :

Le dossier de candidature doit contenir ce qui suit :

- La déclaration de candidature selon modèle joint en annexe remplie, signée, cachetée et Datée.
- La déclaration de probité selon modèle joint en annexe remplie, signée, cachetée et datée.
- Copie du certificat de qualification et de classification professionnelle suivant la condition d'éligibilité de l'article N°04 du présent cahier des charges.
- Copie de l'extrait du registre commerce.
- Copie du statut dans le cas où le soumissionnaire est une société (EURL-SARL-SNC).
- Numéro d'identification fiscale.
- Document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants.
- Copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux délivré par l'antenne du Centre national de registre du commerce dans le cas où le soumissionnaire est une société (EURL- SARL-SNC).
- Copie des attestations de paiement des cotisations des organismes de sécurité sociale (CNAS, CASNOS et CACOBAT).
- L'extrait du casier judiciaire original ou photocopie d'au moins Trois (03) mois du Soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du Directeur Général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société.
- Bilans des trois (03) dernières années (2016-2017-2018) visés par les services des impôts.
- La liste des moyens humains et d'encadrement à mobiliser pour le projet (Quantitativement et qualitativement) appuyée de l'état des effectifs déclarés à la CNAS. Année en cours.
- La liste des moyens matériels à mobiliser pour le projet appuyé de toutes pièces justificatives
 - Pour le matériel roulant : Catre grise avec assurance propre à l'entreprise ou contrat de location.
 - Pour le matériel non roulant : facture d'achat ou PV d'huissier de justice valable.
- Références professionnelles accompagnés des attestations de bonne exécution.
 - Extrait de rôle apuré ou avec échéancier moins de trois (03) mois.

En cas de groupement, le protocole d'accord de constitution du groupement indiquant le chef de file ainsi que la responsabilité solidaire et conjointe des entreprises en faisant partie, avec la part que détient chaque membre du groupement(en pourcentage).

NB : les pièces des dossiers de candidature doit être valide à la date d'ouverture des plis.

2eme Pli : Offre Technique

L'offre technique doit contenir ce qui suit :

- La déclaration à souscrire selon modèle joint en annexe remplie, signée, cachetée et Datée.
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du présent décret.
- un plan prévisionnel d'exécution des travaux.
- Le présent Cahier des charges remplie, signée, cachetée et datée portant à la dernière page, « la mention manuscrite lu et accepté » (Sans indication sur le montant de la Soumission).

3eme Pli : Offre Financière

L'offre financière doit contenir ce qui suit :

- Lettre de Soumission selon modèle joint en annexe remplie, signée, cachetée et daté.
- Le bordereau des prix unitaires(BPU) rempli, signé, daté et cacheté par le soumissionnaire
- Le Devis quantitatif estimatif(DQE) par bloc rempli, signé, daté et cacheté par le soumissionnaire
- Le service contractant peut, en fonction de l'objet du marché et son montant, demander dans l'offre financière, les documents suivants :
 - Le sous-détail des prix unitaires (SDPU) ;
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
 - Le devis descriptif et estimatif détaillé (DDED).

• 2^{EME} AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES APRES ANNULATION
N° : 23./AAO/DEP/2020

Objet : MISE A NIVEAU DU COMPLEXE DE PROXIMITE DE L'OFFICE DU PARC OMS OPOW DE LA WILAYA DEA MOSTAGANEM

Lot n°23 : éclairage de terrain de réplique + sport collectifs

la durée de préparation des offres qui est fixée à 10 jours à compter de la date de la premier parution de l'avis d'appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP et que si jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation est prorogée ou jour ouvrable suivant.

- la date et l'heure limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres à 13h 00.
- la date d'ouverture des plis est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h00.

Les offres doivent être présentées sous plis cacheté portant la mention « Dossier de candidature » « Offre technique » « offre financière », Les enveloppes mises dans une autre enveloppe anonymes, comprenant la mention « à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

LE DIRECTEUR

Se tourner vers l'intérieur et réapprendre à donner

Nous avons désappris à donner pour qu'il puisse nous être rendu plus que nous avons donné. Au moment précisément où il aurait fallu apprendre à donner collectivement.



Par Arezki Derguini

La condition du don est qu'il ne peut pas être rendu là. On donne à ce lui qui ne peut pas rendre là. Et on donne pour que l'on puisse faire partie d'une économie du don, pour que l'on puisse recevoir d'ailleurs, d'une autre personne que celle à qui l'on a donnée. On ne donne pas pour défier de rendre, pour recevoir plus que l'on a donné de celui à qui l'on a donné, on donne pour recevoir plus des autres, de l'économie du don. Le don n'est pas une relation de face à face, mais de biais. Autrement, le don se pervertit, il vise à établir une hiérarchie, relation de domination qui pointe vers l'esclavagisme. La surenchère des défis pouvant aboutir à dénuder l'un des participants de tous ses biens, comme au jeu de poker. Ce qui nous est donné par nos parents, par la nature, ne peut pas leur être rendu. Il peut être rendu plus tard, à d'autres, directement ou indirectement, comme à ses propres enfants ou aux défavorisés. Quand il est rendu indirectement, passe par le détour d'une institution qui collecte d'autres contre-dons, on passe du circuit domestique de la solidarité à un circuit plus large composé d'entités plus larges, comme à un « marché » de la solidarité. Le don des parents aux enfants peut alors donner lieu à un « marché » de l'éducation et les contre-dons des enfants devenus adultes à un « marché » de la santé si une offre spécialisée de savoir et de santé émerge et peut être accueillie. Le circuit de l'économie du don est toujours présent avec ses deux pôles, il s'est élargi et a incorporé des compétences d'éducation et de santé. Les « marchés » de l'éducation et de la santé ne font que « compliquer » le circuit de l'économie du don, ils ne l'abolissent pas, ils en font partie. Le contre-don suppose la transitivity du don, voilà ce que les théories du don ont laissé échapper et pourquoi elles ont fait rater la transition de l'économie de subsistance à l'économie de marché comme un développement de l'économie du don. Cette transitivity s'exprime bien dans notre attachement à rendre à nos enfants ce que nos parents nous ont donné.

L'économie du don est une économie physique, elle raisonne en termes de flux physiques, elle donne

et reçoit, elle n'« échange » pas des quantités abstraites. Elle est de la vie matérielle.

Au cœur de la relation sociale, loge le don et le contre-don différé, que la relation soit symétrique ou non. Il n'y a pas là d'économie symbolique, mais une économie de flux réels. Les agents en ont pleine conscience et y adhèrent. Ils donnent pour obtenir davantage. De cette vérité, ils sont imprégnés et ne se sentent pas coupables. Mais ils savent aussi que pour obtenir davantage, il faut bien donner, il ne faut pas voler. La vie matérielle nous rend davantage que ce que nous lui donnons lorsque nous la traitons bien. Nous donnons à la nature, à nos parents moins qu'ils nous donnent. On prend sans dispute à la nature des éléments, l'air, l'eau, le soleil, ses biens non rivaux sans souci de lui rendre. On se dispute ses biens rivaux, qui vont au plus fort ou au plus offrant, sans nous soucier de ce qu'ils lui ont coûté tant qu'elle ne répercute pas ses coûts. On prend sans rendre à nos parents qui avec leur épargne ou le système de sécurité sociale, ne cessent de nous donner et nous de ne pas leur rendre. On hérite d'eux sans qu'ils héritent de nous. Avec les dons et les contre-dons différés, avec la transitivity du don, une économie physique du don se met en place. Cette économie du don entre les humains et la nature d'une part, entre humains d'autre part, est saillante dans l'économie de subsistance. L'agriculture industrielle ne diffère pas fondamentalement, même quand elle prétend devenir une agriculture hors sol. Car elle ira lui emprunter d'autres éléments (énergie, matières) qui l'en rendront capable. C'est comme compter le coût de l'énergie renouvelable quand domine l'énergie fossile, sans compter son coût lorsque celle-ci cessera de la financer, elle et ses intrants. Dans « la production pour autrui », l'économie du don semble comme immergée dans l'« économie de marché ». La croissance de la vie matérielle résulte du fait que la vie, la matière, le travail humain et non humain nous rendent plus que nous leur donnons. Avec la société de classes, un étage s'ajoute à cette économie du don : ce que les humains prennent de la nature est repris par une classe qui s'attribue le surplus.

En épargnant et investissant de la vie matérielle nous obtenons d'elle plus que nous lui donnons. Du « don » de ce que nous en épargnons et investissons, elle rend un contre-don supérieur. Nous donnons à « mère Nature »

pour en obtenir davantage. Avec nos dons collectifs, une économie du crédit et ses institutions compliquent l'économie du don entre les humains et la nature. Nous les adressons à des institutions de crédit qui les « donnent » à ceux qui peuvent leur rendre davantage en obtenant de la nature plus qu'ils ne lui donnent. Ces institutions nous rendent plus que nous leur avons donné, l'économie du don s'élargit. Le don est un prêt, dont on peut exiger ou pas qu'il nous soit rendu avec ou sans profit. Le don n'est pas abstrait, il est toujours déterminé, toujours don pour quelque chose, quelqu'un, quand on le suit jusqu'à sa destination finale, son destinataire. Le prêt est une prise de risque que l'individu et les institutions de crédit peuvent gérer. La prise de risque peut être acceptée ou refusée. Les institutions de crédit ne créent pas l'économie du don, elles en deviennent les médiatrices. La médiation des institutions capitalistes transforme la relation du don et du contre-don, elles privent le travail humain du surplus obtenu du contre-don de la nature. Elles accumulent pour tirer davantage de la vie matérielle quitte à la détruire.

Le défaut de l'approche marxiste de la théorie de l'exploitation est d'avoir exclue la nature du processus d'exploitation. On n'exploiterait pas la nature. Le rapport à la nature qui comprend le rapport des humains entre eux est passé à la trappe. Le travail humain exploite le travail de la nature, le capitaliste exploite le travail humain et l'exploitation n'est pas une invention du capitalisme, elle est fixée dans une structure sociale par la société de classes, esclavagiste, féodale ou salariale. L'exploitation est une relation structurelle asymétrique, qui permet d'obtenir de ce que l'on tire plus qu'on ne lui donne sans qu'elle y consente. Elle finit par être une relation dominante dans la conception anthropocentrique du vivant qui oppose nature et culture, humains et non humains, sujet et objet.

Plutôt que d'isoler les dons et contre-dons entre des individus, il faut les situer dans une circulation des dons. En donnant, nous alimentons en général une circulation des dons. Bien sûr, une personnalisation de la relation peut tendre à la formation d'une relation de dépendance, d'un capital symbolique, mais c'est précisément ce que le groupe de la société de subsistance fuit, finit par défaire. Car une telle relation amorce un processus de domi-

nation, de hiérarchisation de la communauté. L'individu qui a reçu s'efforce de donner, mais pas de rendre à celui qui lui a donné. Et particulièrement lorsque le donneur est fortuné, il est attendu de lui qu'il donne plus qu'il ne reçoit. Lorsqu'il s'agit des parents, de la terre, on sait que l'on ne peut pas leur rendre ce qu'ils nous ont donné. On ne peut rendre qu'en donnant, mais nécessairement à d'autres qui ne nous ont pas donnés, mais que la circulation des dons nous rendra. Ainsi la circulation des dons peut-elle s'accroître sans produire de relations de domination. Et c'est précisément ce qui va nous faire passer de la production pour soi à la production pour autrui quand il va s'agir d'obtenir des produits étrangers, des produits de la production d'autrui.

Avec le système de sécurité sociale (système de répartition) la perception que les individus ont de ce qu'ils rendent à leurs parents change. Le contre-don n'est pas seulement différé, il est médié et dépersonnalisé par le système de sécurité sociale. Il n'est plus un contre-don à leurs parents, mais à tous les parents, comme a pu l'être une partie du don des parents pour leur éducation. Et lorsque le financement du système de sécurité sociale n'est pas le fruit leur contribution, qu'il n'y a donc pas de contre-don, la solidarité n'est plus ressentie. Les parents tirent du système de sécurité sociale ce qui n'est pas un contre-don de leurs enfants et les enfants tirent du système d'éducation ce qui n'est pas un don de leurs parents. Tous deux, parents et enfants, tirent séparément de la nature ce qu'ils ne peuvent rendre et indépendamment de ce qu'ils se sont donné.

Quand la nature cessera de donner, quand ses gisements qui donnent beaucoup en échange de peu seront épuisés, l'économie du don s'effondrera. Ce sera là un grand choc. De ce que j'observe, je peux dire que nous ne faisons qu'essayer de l'amortir, mais nous ne sommes pas prêts de rebondir et nous ne savons pas comment cela pourrait se terminer. La panique nous guette, elle se manifeste dans notre quête désespérée de nouveaux gisements de richesse, dans notre inquiétude quant à notre consommation d'énergie future. Quel choc allons-nous subir et comment allons-nous réagir ? Nous ferions mieux de le savoir, que de nous en tenir à gérer ses conséquences.

Suite en page 9

Se tourner vers l'intérieur et réapprendre à donner

Suite de la page 8

Une baisse du niveau est inévitable. Comment lui faire face ? Il faut nous tourner résolument vers l'intérieur et réapprendre à donner et recevoir. Il nous faut réapprendre à bien traiter nos milieux sociaux et naturels. Il faut reconstruire notre système de solidarité nationale à partir de nos processus de solidarité locale. Il faut donner à la vie matérielle une économie cohérente.

Un système de sécurité local établirait des relations concrètes entre un milieu, un individu et un collectif. Le contre-don acquerrait la signification d'une solidarité d'un milieu et non plus seulement d'une famille. L'entraide qui était limitée à certaines opérations s'étendrait à d'autres qui étaient réservées à la famille. Une relation collective s'établirait entre les seniors et les juniors, ce que l'on fait pour ses parents on le fait aussi pour d'autres parents. En même temps qu'une relation parents enfants est préservée bien que dépersonnalisée, une nouvelle relation s'établit, celle à tous les parents. Un saut est alors effectué : on peut se rendre compte qu'avec le même contre-don, l'on peut faire davantage pour ses parents en servant tous les parents. Pointe déjà l'idée de l'économie de marché particulière à Adam Smith, selon laquelle *produire pour soi* (son milieu, ses proches et soi-même) est plus avantageux en produisant pour autrui. Sans une telle conviction sociale, l'effort collectif ne pourra pas décoller.

L'échange donnant-donnant ne s'oppose pas au don, il est un de ses régimes, celui avec lequel on coopérait hier avec l'étranger, celui qu'imposent aujourd'hui les frais de la production pour autrui. L'entreprise a besoin de « liquidités ». Le donnant-donnant existe à côté du contre-don différé dans la société de subsistance. C'est le troc, il peut être important quoique discret. Le troc avec la production marchande prend plus de place en apparence, mais il reste à l'intérieur d'une économie du don. Entre ce que l'on produit et ce que l'on veut obtenir avec ce que l'on produit, des institutions financières interviennent. L'économie de marché ne s'oppose pas toujours à l'économie du don, elle peut être une économie du don qui s'enrichit de la production pour autrui. Si avec l'étranger ce n'est pas le don qui se généralise, mais le troc, il reste que ce troc est destiné à alimenter l'économie interne du don. L'économie du don s'étoffe donc grâce à la production pour autrui, elle s'étoffe de nouvelles institutions et de nouveaux produits. L'économie du don n'est pas une spécificité de l'économie de subsistance, tout comme le crédit n'est pas une spécificité de l'économie de marché. Dans l'économie de subsistance, le don ne dispose pas d'institutions de crédit et d'assurances, elle n'en a pas besoin. Dans l'« économie de marché », l'économie du don ne se réalise qu'au travers d'institutions de crédit et d'assurance.

Il faut cependant garder à l'esprit, que nous raisonnons dans le cadre du passage d'une économie de subsistance sans classes à une économie de marché sans classes. Dans la société de classes, l'échange de dons et de contre-dons entre les humains qui s'effectue entre deux classes est asymétrique. L'économie capitaliste arrache au travail des vivants ce qu'il peut donner, elle s'approprie sans reconnaître le travail gratuit qui lui est donné. Pour s'accumuler le capital restitue moins que ce qu'il prélève. On ne peut pas dire

que l'économie du don n'existe pas sous le capitalisme, mais que celui-ci tend à l'épuiser. Le capitalisme épuise ses gisements de valeur. Il lui faut plus de machines et plus d'énergie : il surexploite les gisements de la nature ; il a moins besoin du travail humain : il laisse le gisement du travail humain en friches. Les compétitions des sociétés de classes, de nature extractive, comme le roi Midas de la mythologie grecque, tendent à transformer tout ce qu'elles touchent, toutes les formes de capital (naturel, social et humain) en capital financier. Le capitalisme ne reconnaît pas de territoire terrestre à son pouvoir d'abstraction. Nous sommes de ce point de vue comme soumis à un *capitalisme sauvage*, parce que ses capitalistes n'appartiennent pas à nos milieux.

Ce que le collectif des juniors peut faire pour le collectif des seniors en produisant pour soi et pour autrui est plus important que ce que peut faire un adulte produisant pour ses parents. Lorsque les individus ont acquis cette expérience, ils peuvent songer à élargir davantage les collectifs pour mieux servir leurs parents : des services et des produits de santé peuvent être obtenus. On peut faire le même raisonnement quant à la relation des parents aux enfants : en produisant pour autrui, les soins qu'ils peuvent donner à leurs enfants deviennent plus importants dès lors qu'ils les envisagent à travers ceux du collectif : les services d'éducation collectifs seront supérieurs aux services personnels. Il y a une réelle supériorité du collectif sur l'individuel de ce point de vue. Avec l'augmentation de la taille des collectifs de nouveaux métiers peuvent apparaître, une division plus poussée du travail peut se mettre en place. La relation de solidarité entre parents et enfants, en se dépersonnalisant et en élargissant le circuit du don, peut être préservée et mieux entretenue. Elle devient une relation entre des actifs et des inactifs dans un système de solidarité, une relation médiatisée par de nouveaux acteurs : l'actif donne à la collectivité, qui donne à des métiers, qui donnent aux inactifs. La relation se trouve prise dans un circuit plus large qui s'incorpore de nouveaux services et de nouveaux produits.

Ce que nous voulons dire, c'est qu'il doit exister une relation de continuité entre le système de dons et contre-dons au sein de la famille, d'un milieu social et naturel, et le système national de sécurité sociale. La mutation de la relation préserve le sentiment de solidarité et l'élargit des rapports familiaux aux rapports entre générations, le système de sécurité sociale ne résultant que du développement d'une économie du don, de l'élargissement de la circulation du don qui passe d'une échelle à une autre plus grande. Vouloir établir une relation de solidarité entre les générations indépendamment de relations de solidarité au sein d'un milieu est une fiction capitaliste qui permet de soumettre les sociétés postcoloniales aux institutions extractives capitalistes.

Lorsque l'institution moderne du système de sécurité est adoptée par l'État postcolonial et qu'elle n'est pas la production d'une transformation de l'économie du don entre actifs et inactifs, passant du niveau familial, au niveau local puis national, elle se retrouve en porte-à-faux. La solidarité ne s'élève pas au niveau national, la fonction de collecte et de redistribution des ressources ayant mal accompagné le mouvement de dépersonnalisation et d'objectification du don et du contre-don. La dépersonnalisation du don et contre-don familial aboutit à une désolidarisation des générations.

Arezki Derguini

LA CHRONIQUE
DU BLEDAIR
Paris : Akram Belkaïd



Cette Algérie qui se ferme aux Algériens



Parmi les nombreuses difficultés auxquelles l'Algérien est confronté, la restriction de mouvement n'est pas la moindre ni la plus récente. On pourrait même dire qu'elle est structurelle et qu'elle façonne depuis longtemps son rapport au monde. A la fin des années 1960 et durant toute la décennie 1970, il n'était pas possible de quitter le pays sans une autorisation de sortie délivrée par l'administration. Les plus jeunes n'ont pas connu cette période d'aliénation où l'envie de voyager était contrecarrée par une bureaucratie tatillonne, exigeant mille et une pièces et finissant, de toutes les façons, par opposer un refus aux motivations obscures. Il ne fallait pas être fiché par les services de sécurité et il fallait compter sur le bon vouloir de responsables trop heureux d'exercer un pouvoir discrétionnaire sur leurs concitoyens. Passe-droits, piston, trafic d'influence : tout cela existait déjà à l'époque.

Ce n'est qu'à l'arrivée au pouvoir de feu le colonel Chadli Bendjedid en 1970 que ladite autorisation fut supprimée. Un bol d'oxygène qui contribua, pour un temps, à la popularité du successeur de Houari Boumediène. Mais, très vite, les visas imposés au début des années 1980 par les pays occidentaux ont pris le relais. Les rebuffades, les refus, les longues files d'attente, les pièces manquantes à fournir, tout cela persistait mais les scènes de l'humiliation avaient changé de lieu : les consulats remplaçaient la wilaya et les rares pays accueillant les Algériens sans obligation de visa continuent encore de constituer un motif d'étonnement.

L'affaire s'est compliquée depuis le début de la pandémie de Covid-19. Le 17 janvier prochain, cela fera dix mois que les frontières de l'Algérie sont fermées. La nouveauté, c'est qu'il est impossible - ou presque - d'entrer en Algérie. Cela concerne les étrangers mais aussi, et surtout, les Algériens qu'ils soient résidents ailleurs ou qu'ils aient été bloqués à l'extérieur du pays au moment du verrouillage des frontières, le 17 mars 2020. Les médias nationaux et, plus encore, les réseaux sociaux, abondent en témoignages sur ce que cette mesure a provoqué comme drames humains et frustrations.

Des personnes ont été bloquées durant des semaines voire des mois à l'étranger sans pouvoir rentrer chez elles. En France, en Turquie, en Tunisie ou ailleurs, des nationaux n'ont pu s'en sortir que grâce à la solidarité, pour ne pas dire la charité, des gens. Certains qui ne disposent pas de l'entregent nécessaire pour se faire inscrire sur les listes de (trop rares) vols de rapatriement, demeurent bloqués. Ainsi, cet Algéro-ténésien qui ronge son frein à Tunis en at-

tendant de pouvoir rentrer chez lui et à qui de bonnes âmes ont proposé de franchir clandestinement la frontière du côté du Kef... Faire le haraga pour revenir chez soi, voilà où nous en sommes ! Dans d'autres cas, bien plus dramatiques, il a été impossible à des Algériens de rentrer faire leurs adieux à un parent malade ou tout simplement d'assister à ses obsèques.

On dira que nombre de pays ont pris des mesures drastiques pour contenir l'épidémie. On dira aussi que la situation sanitaire impose des décisions difficiles. Tout cela peut être entendu. Aux grands maux, les grands moyens. La grande différence, c'est que l'Algérie est l'un des rares pays au monde à empêcher ses propres citoyens à rentrer chez eux. C'est du jamais-vu dans notre histoire et ce qui rend la chose encore plus inacceptable, c'est la désinvolture avec laquelle cette affaire est traitée. Qui est en charge de cette question ? Qui rend des comptes ? Qui peut dire avec exactitude comment sont gérés et organisés les vols de rapatriements ? Personne. Il faut se démermer, faire le tri entre les vraies informations, les inévitables rumeurs sur les montants de la tchippa à verser pour monter dans un avion, le catastrophisme des uns et le je-m'en-foutisme des autres. Il faut aussi garder son calme quand on apprend, de la bouche même des concernés, que certains ont pu rentrer tranquillement au pays pour y passer le réveillon de fin d'année dans le sud avant de s'en retourner tranquillement à Paris... Algérie nouvelle ou bien bled el-piston ?

En 2009, l'Algérie avait impressionné le monde en organisant un gigantesque pont aérien pour acheminer puis rapatrier des dizaines de milliers de supporters désireux d'assister au match de barrage entre les Verts et l'Égypte à Khartoum. N'est-il donc pas possible de rapatrier aujourd'hui toutes celles et tous ceux qui le désirent ? N'est-il pas possible de faire connaître de manière claire et transparente les modalités d'un tel rapatriement ? Et, de toutes les façons, de quel droit prive-t-on les Algériens résidant à l'étranger d'aller dans leur pays ?

La réponse à cette dernière question est liée à l'état du système de santé. Organiser un système de tests à l'arrivée, de traçage et de suivi des mises en quarantaine semble hors de portée pour nos autorités même si elles se refuseront toujours à le reconnaître. Une faillite sanitaire et prophylactique. C'est cela que révèle la fermeture des frontières aux Algériens. Une fermeture, disons-le, qui ne semble déranger que celles et ceux que cela concerne. Pour leurs concitoyens, il semble normal que les résidents à l'étranger « paient » le prix de leur éloignement. Qu'ils subissent eux aussi les affres d'un système détraqué.

Ces textes d'application de la loi 19-13 ne seraient-ils pas un prétexte pour son échec ? (Première partie)



Par Reghis Rabah*

Il faut souligner d'emblée que le prix moyen du baril est proche de 42\$ en 2020, il était de l'ordre de 44 en 2016 avec des recettes de Sonatrach de l'ordre de 28 Milliards\$. Seulement, en 2016 on a produit 166 millions de tonnes équivalente pétrole (Tep) dans les mêmes conditions de 2020 avec 143Tep. Aucun amendement de loi n'était à l'ordre du jour, Sonatrach a montré qu'elle pouvait réaliser une très forte croissance sans investissements importants, et augmenter ses capacités de production très sensiblement en gaz et en pétrole bien au-dessus des limitations OPEP, tout en veillant aux respects de la conservation des gisements et des réserves algériennes, ainsi que sur la sécurité des installations. Les résultats ont permis à l'état de compenser en partie la chute des prix, et de capturer des marchés grâce à la stratégie commerciale entreprise. Qu'en est-il en 2020 ? Année où la stratégie de Sonatrach, repose essentiellement sur un éventuel apport de partenariat et d'investissements étrangers, autour de la nouvelle loi sur les hydrocarbures.

GENÈSE DE LA LOI SUR LES HYDROCARBURES 19-13

Rappelons d'abord pour mémoire que l'accélération dans l'élaboration de cette loi a pris cette tournure après les déclarations de l'ancien premier ministre Ahmed Ouyahia en septembre 2018 à Arzew de « relancer le dossier de gaz de schiste. » Abdelmoumen Ould Kaddour, alors PDG de Sonatrach qui l'accompagnait, n'a pas manqué de donner une importance démesurée à cette affaire lors du Forum Algéro-Américain sur l'énergie qui s'est tenu à Houston en invitant les investisseurs de venir en Algérie pour exploiter le gaz de schiste et l'offshore en détournant l'attention de l'opinion sur le bilan en déclin que la société continue de subir. De retour en Algérie, avant même la réflexion nécessaire sur l'élaboration de cette loi, il annonçait aux Algériens que « l'exploitation du gaz de schiste attisent la gourmandise des plus grandes compagnies mondiales et les Majors ne lésinent pas sur les moyens pour s'attribuer le marché Algérien » (01) En termes simples, les compagnies se bousculent pour venir en Algérie, il suffit uniquement de leur assurer

un cadre réglementaire transparent et gagnant-gagnant. Lorsque le débat public et certains experts se sont exprimés parfois avec réserves sur l'opportunité immédiate de cette loi, l'équipe d'Ould Kaddour avait laissé fuiter des rumeurs que l'Américaine Anadarko, la Norvégienne Statoil, la Française Total, l'Italienne ENI, la Britannique BP et les multinationales Chevron et ExxonMobil auraient proposé à l'Algérie une offre alléchante pour obtenir l'exclusivité de l'exploitation du gaz de schiste en Algérie. Ces compagnies, lit-on dans certains sites, n'arrêtaient pas de faire « la danse du ventre » dans les couloirs de Sonatrach en montrant leurs parties intimes qui valent quelques choses comme 190 milliards de dollars. Ceci devait justifier un appel urgent de plusieurs cabinets américains de conseil : Curtis, Mallet-Prevost, Colt & Mosle LLP et Hartree Partners, avaient justifié cette urgence par la nécessité de simplifier le régime fiscal afin de rendre l'amont pétrogazier algérien plus attractif pour les investisseurs étrangers. (02)

DE 2019 À FIN 2020, LE DISCOURS A VIRÉ DE 180°

Lorsque Ould Kaddour a été nommé à Sonatrach, au demeurant avec surprise étant donné son passé, il avait constaté selon ses propres termes une certaine bureaucratie dans le groupe qu'on vient de lui confier, pas de travail rentable, aucune organisation et surtout l'absence totale de la maîtrise des coûts. Il a donc lancé un diagnostic avec des cabinets étrangers et s'est donné un peu plus d'une décennie pour arranger tout cela. A partir de ce moment sur la base d'un premier rapport de diagnostic, l'échéance 2030 est devenue une référence pour toute analyse perspective qui devra impérativement rentrer dans le cadre du fameux Mégaprojet 2030 qui devrait toucher toutes les activités de Sonatrach y compris en

premier lieu l'attrait du domaine minier algérien des investisseurs étrangers en leur offrant un cadre réglementaire approprié.

Il a donc chargé son vice-président Business /Développement et Marketing pour piloter cet avant projet de loi qui va inclure tous les changements souhaités par les majors consultées sans pour autant espérer qu'on néglige les intérêts de l'Etat Algérien.

QUE DISAIT-ON HIER ?

Le pilote de ce projet, dans un entretien accordé à l'Agence Presse Service (03) a précisé qu'il n'était pas seul mais assisté par tout un groupe qui a été contraint de faire un examen approfondi de l'état du secteur pétro-gazier notamment sur les aspects : fiscal, contractuel et institutionnel. Pour se faire, le groupe a réservé la mission des cabinets de consulting étrangers « pour mener ce diagnostic, et établir les références (Benchmark) qui va aider à l'élaboration de la loi. » Tandis que la conception, l'élaboration et la rédaction du texte ont été prises en charge par un groupe entièrement composé d'Algériens d'une quinzaine d'experts spécialisés dans les questions fiscales, économiques et juridiques en consultant d'anciens responsables du secteur de l'énergie dont le ministre de l'énergie actuellement en poste qui se soucie des textes d'application alors qu'il faisait partie de ce groupe de travail et qui savent que cette loi demandée en urgence ne pouvait s'appliquer sans ses textes d'application qui auraient pu accompagner le projet puisqu'ils étaient tous entre Algériens imprégnés du rouage procédural en vigueur que le cabinet étranger pourrait ignorer. Après le discours est passé carrément au stade incendiaire pour faire passer cette loi et surtout cacher les piètres performances liées au déclin de la production souvent causé par une mauvaise maintenance de certains gisements comme par exemple Sonatrach ne peut satisfaire la demande nationale. (4) Ou une crise énergétique se profile à l'horizon 2030 en raison d'une réduction de l'offre énergétique de l'Algérie contre une forte hausse interne. Cette nouvelle loi soutient-on « est susceptible d'épargner au pays cette crise » (05) Plus précis, le chef du groupe de travail « les études démontrent que l'Algérie connaîtra, à l'horizon 2030, un déficit structurel entre l'offre et la demande énergétique, pouvant l'empêcher de répondre à la demande locale sur l'énergie. » L'Algérie est donc obligée d'agir dans l'immédiat afin d'éviter cette situation sachant qu'une dizaine d'année est nécessaire pour découvrir et développer un gisement. Ce projet validé sera le ballon d'oxygène de l'Algérie en matière de reconstitution des réserves. (06) (07)

QUE DIT-ON AUJOURD'HUI ?

Maintenant que l'opinion publique ne voit pas ces investisseurs venir ou se bousculer dans les couloirs de Sonatrach mais le débat est surtout focalisé sur les textes d'application qui s'annoncent de mois en mois, le discours est revenu plus rassurant. Maintenant la production pourra satisfaire la demande nationale jusqu'à en 2040. En ce qui concerne les réserves prouvées si l'Algérie en a puisé 62% il reste tout de même 38% soit 4,1 milliards de tonnes équivalent pétrole (Tep) toute forme confondue qui garantissent amplement l'échéance avancée. (08) Le premier responsable de Sonatrach, reconnaît publiquement avoir signé uniquement des accords d'entente dépourvus de tout engagement. Maintenant, il n'est pas sûr que la loi attire des investisseurs imputant cela à la baisse des prix du baril. (09)(10)(11)

POURTANT LE 18 JUIN 2020, MOHAMED ARKAB DÉCLARAIT QUE CES TEXTES SONT PRÊTS

A peine une semaine avant le léger remaniement ministériel, Mohamed Arkab, alors ministre de l'énergie avait déclaré devant les membres de la commission des finances et du budget de l'APN à l'occasion de l'examen du projet de loi portant règlement budgétaire de

l'année 2017 que les nouveaux textes qui complètent la loi sur les hydrocarbures approuvée à la fin de l'année dernière sont prêts « Ils seront prochainement soumis au gouvernement, au Conseil des ministres et aux deux chambres du Parlement pour approbation » (12)

ATTAR ABDELMADJID A PRIS LE RELAIS MAIS DE NOMBREUSES CONTRADICTIONS PERSISTENT

Mohamed Arkab, contredit un mois après par son successeur à l'énergie Abdelmadjid Attar qui trouve anormal que ces textes prennent tant de retard alors qu'ils permettent de corriger certaines lacunes contenues dans la loi qui « redynamisera le partenariat dès 2021 » (13). Pour le ministre « la promulgation des textes d'application redonnera confiance aux partenaires étrangers qui sont en attente. » Il précisa lors de son passage comme invité de la rédaction de la chaîne 3 « J'ai donné des instructions pour que les textes soient prêts avant la fin du mois d'août. » Un mois après soit le 30 août 2020 il a même qualifié de « tare » ce retard pris dans l'élaboration des textes qui l'a obligé selon ces propres dires de mobiliser toute une équipe qui travaille en conclave pour terminer ces textes. « Depuis que je suis à la tête du ministère c'est ma première priorité », a-t-il assuré, en évoquant la mise en place d'un comité de pilotage, composé de plus de 40 cadres qui travaillent en continu sur ces textes. » (14) Il a précisé dans le même entretien que les textes sont ramenés au nombre de 43. Mais il était prudent quant à son opportunité en déclarant et il n'a pas tort « Vous savez, une loi c'est moins de 50% en matière de renouvellement des réserves et de partenariat, l'essentiel est sur le terrain: Il faut lutter contre la bureaucratie et être transparent vis-à-vis des partenaires. » Le 3 novembre 2020, auditionné par la commission des finances et du budget à l'occasion de la présentation du budget sectoriel, le ministre de l'énergie dira que « l'élaboration de ces décrets a débuté dès le 26 juillet dernier, et a été confiée à des commissions spécialisées comptant 65 cadres. 30 textes avaient été finalisés, dont 27 textes d'application soumis au Secrétaire général du Gouvernement (SGG), avant de réitérer son engagement à parachever l'ensemble des 43 décrets d'ici fin 2020. » Enfin, dans son entretien qu'il accorda à El Watan dans sa livraison du 27 décembre 2020, le ministre ramena le nombre de textes à 38 seulement soit amputé de 5 textes, dont selon lui 28 « ont pu être finalisés. » En tout, cas transmis au secrétaire général pour consultation et avis aux autres secteurs dont il n'avance aucune date pour leur publication. Le lecteur déduira par lui-même que cette fin d'année annoncée pour la finalisation de ces textes est très loin d'être respectée mais les effets d'annonce ne manquent pas car le ministre vise « le développement du partenariat en amont dès 2021. » Nous y sommes sans publication de ces textes. (15) L'opinion publique a le droit de s'interroger et exiger des comptes sur ce que fait Sonatrach en attendant l'éventuel apport non encore prouvé, de ces textes d'applications, au lieu de continuer à subir les aléas du marché.

* *Consultant, économiste pétrolier*
A suivre ce que sont devenues ces multinationales qui ont promis à sonatrach de venir une fois la loi signée

Renvois

- (01)-<https://www.algerie-eco.com/2018/02/04/gaz-de-schiste-algerien-convoye-grands-majors/> (02)-<https://www.middleeasteye.net/fr/opinion/algerie-un-projet-de-loi-pour-cannuler-le-ministre-gestion-de-sonatrach> (03)-<http://www.aps.dz/economie/86807-nouvelle-loi-sur-les-hydrocarbures-trois-types-de-contrats-petroliers-retenus> (04)-<https://www.youtube.com/watch?v=GT3lVgrTqL8> (05)-<https://sonatrach.com/actualites/hydrocarbures-le-projet-de-loi-epargnera-algerie-une-crise-energetique-aps/> (06)-<http://transactionalalgerie.com/index.php/actualites/10967-Aoufik-hakkar-vice-president-de-sonatrach-a-propos-du-projet-de-loi-hydrocarbures-plus-tot-le-projet-verra-le-jour-pas-tot-la-loi-produira-ses-effets> (07)-<https://www.elwatannews.com/news/details/4387487> (08)-<https://www.algerie-eco.com/2020/12/16/les-recettes-de-sonatrach-en-baisse-de-pres-de-40/> (09)-<https://www.youtube.com/watch?v=IXrjuUyIV0E&t=270s> (10)-<https://www.akhbar-sa-dz.com/2020/12/15/%D8%A7%D8%AD%D8%AA%D9%8A%D8%A7%D8%B7%D8%A7%D8%AA%D8%A7%D9%84%D8%AC%D8%B2%D8%A7%D8%A6%D8%B1%D9%85%D9%86%D8%A7%D9%84%D9%86%D9%81%D8%B7%D8%AA%D9%83%D9%81%D9%8A%D8%AD%D8%AA%D9%89-2040/> (11)-<https://www.algerie-eco.com/2020/12/16/les-recettes-de-sonatrach-en-baisse-de-pres-de-40/> (12)-<https://maghrebremergent.net/loi-sur-les-hydrocarbures-arkab-annonce-que-les-textes-d-application-sont-prets/> (13)-<https://www.elwatan.com/edition/economie/loi-sur-les-hydrocarbures-les-textes-d-application-prets-avant-septembre-selon-attar-22-07-2020> (14)-<https://www.algerie-eco.com/economie/nouvelle-loi-sur-les-hydrocarbures-annonce-apres-son-adoption-les-textes-d-application-ne-sont-pas-prets> (15)https://www.facebook.com/f.php?u=https%3A%2F%2Fwww.elwatan.com%2Fedition%2Fconomie%2Fapres-petrole-se-decide-aujourd'hui-27-12-2020%3Ffbclid%3D%26ARA0dXN5L1L1yYog2aCQDMF0hDuB_9_-fN4jVIM6m88qUwVIEAVVSRMRM6wAT2_u3Cw8xDt0z3aFtSuezxiuL5462_v_2n2u3a9uLgqj0B6uNTS0RFRSeA9jFV5w-w_1a1B_R27K34GmStjRlclcf_jaF9xYTVHwVtS3zL4te_SmF5K5RZi0MD0g-BDVCpU5s4LL

Des additifs de déchets plastiques pour la résilience des chaussées ?

Temps difficiles pour notre pays

Par Rabah Toubal*

Rendue extrêmement vulnérable par 20 ans de bricolage, de gabegie, d'incurie et de mauvaise gouvernance politique et économique délibérée, par les prédateurs cupides et obstinés du clan d'Abdelaziz Bouteflika, imposé, depuis avril 1999, au peuple algérien par la force et la fraude massive, l'Algérie fait aujourd'hui difficilement et péniblement face aux défis divers qu'elle rencontre dans tous les domaines.

D'abord, elle dispose de moyens financiers de plus en plus limités, par rapport aux énormes besoins de son économie archaïque, essentiellement fondée sur l'économie informelle, la mono-exportation d'hydrocarbures et l'importation massive de biens de consommation et d'équipements.

Environ 1.500 milliards de dollars US ont été dépensés, dont une proportion importante détournée, par ce clan, qui a pillé et bradé les ressources non renouvelables de notre pays, dilapidé ses ressources financières et détruit massivement ses ressources humaines et ses compétences et les a poussées à l'exil forcé et à l'émigration illégale, sans parvenir à renforcer et à diversifier les capacités productives du pays, qui restent insignifiantes.

Ensuite, elle est aujourd'hui cernée dans ses sept frontières terrestres* par des foyers de tension dangereux, voire des conflits armés, exacerbés par des puissances étrangères qui lui sont ouvertement hostiles, qui convoitent ses fabuleuses ressources naturelles et son immense territoire et qui s'ingèrent dans ses affaires intérieures.

Enfin, le géant malade du Maghreb est miné, sur le plan social par des maux et fléaux sociaux qui fragilisent considérablement sa cohésion sociale, sa stabilité, sa sécurité et son unité menacées par des mouvements irrédentistes et rendent poreux son tissu social et manipulable sa population, sujette aux influences les plus néfastes.

D'autant plus que sa classe politique, foncièrement divisée et discréditée est dans l'incapacité manifeste d'encadrer et de mobiliser cette population, visiblement livrée à elle-même et qui a massivement adhéré aux revendications radicales du Hirak, dont certains «ténors autoproclamés», d'après le Pr Ahmed Bensaâda, heureusement atténuées par la sage et responsable démarche de la direction de l'ANP, qui a eu l'intelligence d'éviter une radicalisation du Hirak et sa récupération par des opportunistes, revanchards et rancuniers, soutenus par des puissances étrangères.

En raison des inévitables séquelles de sa grave maladie, l'option Tebboune, dont on vient de célébrer le premier anniversaire, semble se diriger vers une impasse similaire à la tragique expérience de Bouteflika. Les autorités marocaines et leurs alliés cherchent à mettre à profit la situation interne algérienne difficile pour isoler ou aggraver notre pays, comme ils l'ont déjà fait en 1963.

Les Algériens et les Algériennes doivent être, aujourd'hui plus que jamais, unis autour de leur glorieuse armée, afin de déjouer toutes les tentatives de complots ourdis contre leur pays et triompher de ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, comme ils l'ont fait pour surmonter d'autres épreuves, par le passé, ou pour affronter courageusement la pandémie de la Covid-19, qui menace sérieusement leur santé et leur vie.

Rabi yestor !

*Diplomate à la retraite - écrivain
*L'Algérie partage des frontières terrestres avec ses 7 pays voisins : la Libye, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Niger, la Tunisie et le Sahara Occidental, pour un total de 6.511 kilomètres.



Par N. Ben Battouche*

Si hier Montaigne écrivait : « Qui veut aller loin ménage sa monture » aujourd'hui, dans un temps si éloigné de son siècle, et pour le paraphraser, il s'écrit certainement : « Qui veut aller loin aménage son autoroute ». Cette réflexion est née de l'état des chaussées du réseau routier et en particulier de celui des infrastructures autoroutières de construction récente, qui sont affreusement «rongées» en surface par des dégradations précoces !

Pourquoi en est-il ainsi ? Au plan du savoir technique, les réponses sont nombreuses et simples, et il est sans intérêt qu'elles soient toutes évoquées ici. Et pour mieux appréhender l'essentiel, un recul temporel suffisant est nécessaire sans toutefois qu'il soit transformé en témoignage historicisé. Initialement le dossier « Chaussées » de l'appel d'offres ne pouvait être mieux présenté que par une variante de base de type chaussée souple pour une structure autoroutière. Nourri du bien-fondé de l'inadaptabilité de cette famille de structures pour cette fonction structurelle, le bureau d'étude FHIC du groupement chinois CITIC-CRCC, bénéficiaire des marchés des lots Centre et Ouest, avait soumis une autre variété de chaussée, dite bitumineuse épaisse, dont l'assise était intégralement en enrobés à module élevé (EME).

Les matériaux des couches de fondation et de base de cette nouvelle structure devaient donc être en EME. Ces derniers, inconnus en Algérie, allaient détrôner, dans l'ébahissement et la pétrification des bureaux et laboratoires locaux, la grave bitume de la « chaussée reine » du réseau routier et connaître leur validation par un maître d'ouvrage qui ignorait certainement que ce sont les bitumes durs qui sont les liants déterminants pour la production des hautes performances attendues des enrobés à module élevé (EME).

La non commercialisation sur le marché intérieur des classes de liant dur, et en particulier le 10/20, allait pousser pour leur fabrication à l'emploi d'additifs élaborés à partir de

déchets plastiques recyclés (emballages et sachets en polyéthylène, déchets ménagers et industriels récipients, films, polyoléfinés de récupération et autres résidus de polymères...) additionnés au mélange granulaire dans le malaxeur de la centrale d'enrobage avant l'ajout de bitume (dry process ou voie sèche). Cette façon de faire, qui n'apporte que très peu à la durabilité des matériaux de structure, ne peut modifier le bitume de grade 40/50 de Naftal utilisé à cette fin en un liant dur de classe 10/20 comme le prescrit la norme NF-P 98-140 relative aux EME, et remplacée par la norme produit - NF EN 13108-1 Enrobés Bitumineux - Selon ce processus, le dry process, les propriétés rhéologiques du liant 40/50 ne sont pas modifiées et encore moins sa pénétrabilité à 25°C pour espérer le voir se transformer en un bitume dur de classe 10/20 ou 20/30 qui serviront à la production des EME.

Dans ce cas, le liant et l'ajout de l'additif en matières recyclées « ne doit pas être confondu avec la notion de bitume modifié (au sens décrit pour la voie humide ou wet process relativement aux mélanges physiques) même si le processus de fabrication entraîne la fusion du polymère.

En effet dans ces cas d'addition en centrale, ces polymères recristallisent pendant la phase de refroidissement pour former une dispersion, éventuellement un réseau fibreux plus ou moins continu et homogène, mais ces polymères ne se combinent pas, ou très peu, avec certaines fractions du bitume...

En effet, le temps de mise au contact direct entre le polymère et le bitume est ici totalement insuffisant pour assurer le gonflement du polymère par les maltènes du bitume. De plus, l'absence de phase de mélange sous fort cisaillement ne permet pas d'obtenir une répartition fine et divisée de la phase polymère dans le bitume.

On conçoit dès lors qu'à teneur égale en polymère, les effets de modification des propriétés ne soient pas comparables et moindres dans ces cas d'addition directe en centrale». (ROUTES- N° 303 - Juillet 1999 - AIPCR- Page 93-) En conséquence, "Le matériau ne peut emprunter au bitume ses propriétés et le comportement rhéologique de l'enrobé n'est pas

affecté par la rhéologie du liant". Ajoutons que cette solution, même considérée comme un expédient, demeure insuffisante pour garantir la résilience de ces chaussées autoroutières, et ne peut donc donner de la durée autant que celle qui était prévue dans le dimensionnement de ces ouvrages.

Il est d'un intérêt très particulier de faire connaître, pour ce propos, l'avis de M. Yves Brosseau, directeur de recherche au LCPC de Nantes et fervent soutien à l'exportation des EME, qui écrivait : « un bitume de grade traditionnel (35/50) peut être utilisé avec des additifs de nature organique (gilsonite, sélénite, asphalte dur,...) sous forme de ûnes ou de granulés, pour durcir le liant et augmenter la rigidité de l'enrobé.

Ce moyen est employé dans les zones géographiques où les classes de bitume dur ne sont pas disponibles » Nous comprenons donc que ces durcisseurs de bitume doivent être de nature organique et non ouvrés à partir de déchets plastiques recyclés tels qu'ils sont commercialisés chez nous et utilisés sans limitation dans l'ensemble des projets routiers et autoroutiers. Précisons aussi que ceux qui sont de nature organique doivent être forcément exploités selon le mode wet process ou voie humide pour la production des bitumes durs. La différence notable, entre ces additifs, de nature différente, réside dans le fait que ceux qui sont à base de déchets plastiques, et dont la matière a été recyclée sans qu'il ne soit observé, en plus et surtout, cette impérieuse nécessité de bien séparer les déchets plastiques afin d'obtenir un degré élevé de pureté, provoquent dans les mélanges bitumineux une fissuration qui aurait pour origine une grande rigidité des enrobés.

A leur apparition, ces fissures sont transversales ensuite se ramifient et deviennent de type anarchique. Les dépôts de matériau donnent forme aux nids-de-poule et la chaussée tombe en ruine. Ces cas s'observent aisément sur les couches de roulement de l'autoroute Est-Ouest et la deuxième rocade d'Alger, et il va en être de même pour les chaussées aéronautiques de bon nombre de nos aéroports dont les revêtements ont été formulés avec ce genre d'additifs.

*Ingénieur TPE/Chaussées

«La convergence systémique dans la conduite des réformes économiques»

Par Mohamed Haichour*

1ère Partie

L'ère de la nouvelle politique économique et sociale engagée par le gouvernement du Président Tebboune est lancée. Le cap vers l'horizon proche d'une Algérie qui se redresse et se construit est annonciateur d'une prise en charge d'une économie ouverte et assumée à l'international. Tout en préservant le caractère social de l'Etat par la création d'un fonds national spécial pour la collecte des cotisations de sécurité sociale, le plan de relance est de nature à arrimer vers le rivage d'une Nation dans le concert des pays développés. Il faut lever les obstacles qui bloquent le chemin de la croissance.

Le Président Tebboune souhaiterait instaurer une Gouvernance loin de toute ambiguïté. Les quatre grands domaines concernés par ce programme sont la fiscalité, la politique monétaire, le marché des changes et le système bancaire et financier.

Un an après son élection à la tête de l'Etat, le Président Abdelmadjid Tebboune dès son premier jour, a annoncé son engagement ferme et irrévocable d'introduire une Algérie nouvelle par la mise en place d'une batterie de réformes politiques et économiques en commençant par l'instauration d'une nouvelle constitution qui encadrera, désormais, la vie des Algériens. En effet, les réformes bancaires, financières et économiques ont bien été commencées sans dire pour autant son nom. Cette nouvelle politique de changement n'a jamais été rendu publique de façon détaillée par le gouvernement. Les autorités ont exposé certaines des mesures auxquelles elles se sont engagées vis-à-vis des opérateurs économiques nationaux et internationaux, généralement lorsqu'elles nécessitaient un passage devant le Parlement et pas toujours de manière claire, appliquant les autres sans annonce préalable.

Le gouvernement a annoncé les grandes lignes de ce nouveau plan de relance économique en précisant que l'application de ce plan permettra de lever les «blocages» de longue durée et qu'il préservera le caractère social de l'Etat, en référence à sa durée approximative attendue, et d'ajouter que ces décisions seront mises en œuvre « rapidement et sans délai, avant la fin de cette année ». Elles « supprimeront les blocages qui durent depuis longtemps ». Le gouvernement a expliqué, aussi, que ce plan de relance sera mis en œuvre selon un calendrier fixé par le président de la République, qui s'étend à très court terme d'ici fin 2020 et 2021 à moyen terme d'ici fin 2024.

Le Président a, en effet, renouvelé sa confiance à ses ministres en nommant ainsi un nouveau ministre des Finances ancien gouverneur de la banque d'Algérie lors du dernier remaniement de juin 2020. Dès lors, il prend, sans délais, sous son aile les dossiers des réformes en annonçant des réformes fiscales, bancaires et financières.

Cette contribution interviendra afin de lever les ambivalences et donner une image claire, en regroupant les différents éléments du puzzle, pour que le lecteur lambda sera en mesure de comprendre la politique des réformes tous azimuts, engagée par le gouvernement dans son plan de relance économique.

Le gouvernement a préparé, dès le début de l'année, « un plan de relance et de réforme économique » qui devait être mis en œuvre pendant une période de quatre ans, allant de l'année fiscale 2021 à 2024. Il a introduit dès Juin 2020 des réformes allant dans le sens des mesures préconisées dans ce plan, en espérant avoir un soutien international indispensable à leur réussite.

Le plan de relance économique préparé, devait être suivi avec le FMI et la Banque mondiale lors de récentes discussions avec



leurs représentants régionaux qui vise à restaurer l'équilibre macro-économique du pays. Les quatre grands domaines concernés par ce programme sont la fiscalité, la politique monétaire, le marché des changes et le système bancaire.

UNE RÉFORME FISCALE A POUR DÉFI L'AMÉLIORATION DU SERVICE PUBLIC ET LA MOBILISATION DES RESSOURCES

Tout d'abord, le premier chantier ouvert par les autorités est celui de la Fiscalité. La réforme fiscale a pour objet d'assainir les finances publiques et de permettre de réduire le rôle économique de l'Etat. L'amélioration du service public passe par la simplification et la dématérialisation des procédures fiscales. L'élargissement de l'assiette implique la révision du champ d'application et des avantages fiscaux permettant également l'inclusion du secteur informel dans un souci d'équité fiscale.

La digitalisation et le E-paiement est au cœur du changement. L'instauration du télépaiement et de la télé-déclaration ainsi que d'autres projets concrétisés, liés au chantier de la réforme fiscale qui prévoit la connexion des installations des centres d'impôts avec le système d'information fiscal, la liaison des canaux d'information avec le centre national du registre de commerce (CNRC), les domaines et d'autres administrations de l'Etat.

Elle consiste essentiellement à ramener le déficit budgétaire qui augmenterait à -15,5% du PIB en 2020. Il parviendrait à -17,6% en 2021. Et en 2022, il serait de -16,7%. Celui-ci atteindrait des niveaux inférieurs soit -13,75% en 2023 grâce à une modification du financement et à une réduction du déficit budgétaire. Ce dernier devrait chuter, grâce à la hausse des recettes budgétaires et à la baisse des dépenses, relativement au PIB. Ainsi, une hausse est prévue pour les recettes budgétaires totales pour la période 2021-2023, lesquelles passeront de 5.328,2 mds Da, en 2021, à 5.673,3 mds de Da en 2022 (+ 6,5%) et à 5.874,9 mds Da en 2023 (+3,5%)

Un financement via la politique monétaire du déficit budgétaire :

Sur le plan purement politique, la décision est tranchée par le Président, il n'y aura plus le retour à la planche à billets comme mode non conventionnel de financer le déficit budgétaire. Dans la panoplie de mesures disponibles, au niveau du gouvernement, afin d'atténuer ce déficit, est

celle du retour au financement monétaire qui s'avère l'option la plus adaptée. Ce mécanisme pourra être effectué selon plusieurs formules à savoir : Achat de bons du Trésor au marché primaire en bilatérale, versement des dividendes de la Banque centrale au Trésor ... En parallèle, les pouvoirs publics comptent également intensifier le recours au marché obligataire souverain (Valeurs du Trésor) pour financer le déficit. L'année 2020 a été marquée par une série de mesures de politique monétaire visant à augmenter la liquidité du système bancaire pour abaisser la tension sur les taux et encourager la distribution des crédits. Dans ce contexte, la Banque d'Algérie a revu à la baisse les indicateurs monétaires suivants :

-Taux des Réserves Obligatoire passant de 12% à 10% (jan-20), à 8% (mars-20) et à 6% (mai-20) et à 3% (sept-20), ce qui a permis de libérer environ 293 mds DZD de liquidité disponibles pour le financement de l'Economie.

-Taux directeur passant de 3,50% à 3,25% (jan 2020) puis à 3% en (avril 2020).

-Ratio minimum de coefficient de liquidité à 01 Mois passant de 100% à 60% (mars 2020).

En parallèle, les opérations de refinancement de la Banque d'Algérie via des Appels d'offres (Open Market à 07 jours) se sont maintenues afin de soutenir le secteur bancaire (En moyenne sur les 05 premiers mois 150 Mds DZD injectés). Depuis le mois de sept.-20, le Comité de Politique Monétaire a lancé un nouvel instrument à 4 semaines (OLT). Ce dernier est devenu le principal instrument de refinancement avec des apports qui oscillent entre 86% et 100% des besoins des banques, soit 306 mds DZD (2,0 Mds •) sur un total refinancement de 355 mds (2,4 mds •) à fin nov.20

Depuis le début du S2-2020, la situation de liquidité de l'ensemble des banques (hors encours au niveau d'Algérie Poste) s'est dégradée conduisant les banques à se refinancer à la fois via l'Open Market (avec un pic à 408 Mds DZD) et via le marché interbancaire (avec un pic de 285 Mds DZD).

LES RÉFORMES DU MARCHÉ DES CHANGES ET L'ÉRADICATION DU MARCHÉ PARALLÈLE

La réforme du marché des changes la plus probable afin d'accompagner le plan de relance économique tracé par le gouvernement est celle d'un double marché des changes mise en place selon une feuille de

route opérée en deux étapes : Un double marché des changes a tout d'abord instauré à partir du premier trimestre 2021 :

1. Le marché primaire : sur lequel les taux de change sera fixé quotidiennement par un comité ou la banque d'Algérie, éventuellement par un système d'adjudication, il sera alimenté par une partie en devises par les recettes d'exportations en hydrocarbures et toutes les autres catégories des rapatriements en devises reçus en Algérie y compris les exportations. Les ressources du marché primaire vont être utilisées par les banques commerciales pour les dépenses extérieures de leurs clientèles.

2. Le marché secondaire : sur lequel le taux de change sera déterminé par le libre jeu de l'offre et de la demande, le dinar étant donc une monnaie flottante mais administrée. Suite à l'instauration de ce taux, la monnaie locale pourra perdre environ 10% de sa valeur rapport au dollar avant de commencer de se stabiliser. Il est à noter que la Banque d'Algérie a déjà commencé de déprécier le niveau du dinar pour éviter une forte dévaluation subite de sa valeur soit une perte de 12.36% depuis le début d'année 2020.

3. Aménagement du système précédent, ce système qui sera instauré pour une période de transition ne devant pas dépasser un an, pendant laquelle la Banque Centrale intervenait pour que la différence entre les deux taux ne dépasse pas 5%.

4. Rendre le marché des changes un marché offshore où les banques intermédiaires pourront prêter, emprunter, vendre, exécuter des opérations de Cross-Currency librement avec des banques internationales et sur des marchés internationaux. Cela permettra aux banquiers locaux d'acquiescer une certaine expérience et expertise quant aux nouvelles pratiques des marchés à l'international.

L'unification du marché des changes sera intervenue après une année. Sur le marché libre, le cours du dinar, par rapport au dollar, la monnaie de référence est d'ancrage, il sera stabilisé due essentiellement à l'abondance de devises, cette stabilité se poursuivra après cette unification, dont la réussite également va être attestée par la disparition complète du marché parallèle étant donné une grande partie des demandeurs de devises sera satisfaite.

A suivre

(*) MSc, EMBA Membre du conseil scientifique de la COSOB.

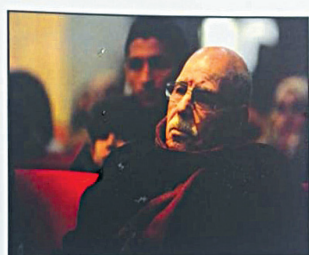


Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Lakhdar Bouregaa



**Témoin sur l'assassinat
de la Révolution**



**TÉMOIN SUR L'ASSASSINAT
DE LA RÉVOLUTION.**

Récit historique de Lakhdar
Bouregaa. Editions El Qobia,
Alger / Birkhadem 2020
(Edition revue et corrigée).
Ouvrage traduit par Abed Charef.
800 dinars. 441 pages.

Nous étions loin du monde des complots, des combines, des coups d'Etat et des coups bas. Peut-être avions-nous une vision idéaliste de la Révolution. Une courte phrase qui résume tout le parcours d'un éternel combattant. Un homme qui n'a jamais «désarmé»... aujourd'hui encore.

D'abord la guerre et le maquis, récoltant les blessures, gravissant les échelons, surmontant ses peurs, déjouant les embuscades, détectant les lâchetés ou les trahisures. Tout cela, sans jamais se faire prendre par l'ennemi, dans une région, la wilaya IV, pourtant parmi les plus ciblées par l'occupant car la plus enclavée d'entre toutes... et région pullulant, au départ... et «jusqu'à la veille de l'indépendance» de messalistes, «agissant en supplétifs de l'armée française». Sans jamais quitter le terrain national. On comprend d'ailleurs un peu (ou beaucoup) son peu de considération pour l'«ex-

térieur». Un homme qui en vu de toutes les couleurs, et qui a rencontré et/ou côtoyé les plus grands de la guerre. Auxquels il a obéi, aux côtés desquels il a combattu, avec lesquels il discuté ou «négocié», ceux admirés et respectés, d'autres méprisés, certains ignorés... mais jamais écrasés.

Tout d'abord le maquis et de grandes batailles (comme celle de Mokorno en décembre 1958... une «légende»), auprès de M'hamed Bougara (le «maître»), Mohamed Bounâama, Khatib... et croisant Larbi Ben M'hidi, Abane Ramdane, Amar Ouamrane, Sadek Dehilès, Tayeb Djoughlali, Salah Zamoum, Bencherif Azzedine, Omar Ramdane, Omar Oussedik, Boualem Oussedik, Mohamed Tegui... Les ratissages militaires multipliés. L'enfer. Des pertes humaines nombreuses (surtout de 1959 à mi-1961). La lutte pour la vie et le tribut de la liberté !

Ensuite le cessez-le-feu... la crise de l'été 62... la prise de pouvoir par le «groupe d'Oujda» et «l'invasion de la capitale par les forces de Boumediène»... la désillusion démocratique («La crise de l'été 1962 fut un de ces moments tristes, douloureux, où on voit un rêve s'écrouler sans pouvoir redresser la situation»)... L'«adieu à l'armée»... député... l'opposition (armée) avec le Ffs... le «soutien» à Tahar Zbiri (beaucoup plus par amitié que par engagement politique, s'étant trouvé, par hasard, mêlé à la situation) contre le régime de Boumediène, ses rencontres avec Krim Belkacem... Encore des lâchetés, des trahisures et des déceptions liées cette fois-ci à l'exercice du pouvoir... puis la torture... et sept années de prison.

Un livre-thérapie car on y trouve tout ou presque tout de la vie de l'auteur. Et, ce qui est encore plus vrai, c'est qu'il va jusqu'au bout de ses «confessions» en dressant des portraits, souvent longs, parfois assez courts, parfois élogieux, souvent tranchants, des personnages rencontrés, croisés ou simplement acteurs ou figurants de l'échiquier politique du moment évoqué. Ses héros ! Bougara, Cheikh Tayeb Djoughlali, Abane, Ben M'hidi... et d'autres, et d'autres.

Un livre-thérapie qui lui a, peut-être, permis de surmonter, le «traumatisme» des désillusions post-indépendance dont les plus importantes sont, sans nul doute, pour lui :

d'abord en découvrant, qu'après 62, «une sorte d'égalité dans la honte s'est établie entre celui qui a mené son Djihad pour Dieu et la patrie, et le collaborateur qui travaillait naguère pour l'armée coloniale, pour se retrouver dirigeant d'une révolution et se prétendre symbole du progrès». Ensuite, la période ayant vu son arrestation (le 3 juillet 1967, en plein cœur d'Alger, rue Larbi Ben M'hidi) par les services de sécurité de Boumediène (la Sm), les séances interminables et plus que cruelles de torture... avec plus d'une année dans une cellule obscure et sans visite, la condamnation (en juillet 1969) à trente années de prison ferme (il en fera sept car il avait refusé de demander à H. Boumediène sa grâce qui lui avait été transmise par le colonel Abdelghani... juste avant président du tribunal le condamnant... Ahmed Draia étant le procureur... tout cela en présence des responsables de la Sm, Kasdi Merbah et Yazid Zerhouni... accusé d'être «un agent de l'impérialisme et de la réaction», de «contre-révolutionnaire»... une peine plus lourde que celle requise par le procureur et l'emprisonnement durant une longue période.

L'auteur : Né en mars 1933 à Ouled Tourki, près d'El Omara (ex-Champelain), à l'ouest de Médéa, sur le flanc sud des monts de Chréa. Père fellah (qui a vécu jusqu'à l'âge de 92 ans), fervent partisan de la guerre culturelle («la guerre des écoles») consistant à rejeter l'école française. Témoin des exactions militaires colonialistes en 1948 (après les «élections» de Naegelen)... et rencontre (en fait, il le «voit» seulement) Didouche Mourad, venu alors superviser, au nom du Ppa - Mtd, les élections à El Omara. Service militaire chez les chasseurs alpins... 1955 : première tentative de rejoindre l'Aln. Echec. 21 ans. Démobilisation en 1956. Retour au «douar». Contacts réussis... Décédé à Alger, 87 ans, le mercredi 4 novembre 2020... après une année bien éprouvante (dont un emprisonnement), marquée, de plus, par la pandémie de la Covid 19.

Extraits : «Le Gouvernement provisoire de la République algérienne, Gpra, a été formé en septembre 1958. C'était une grande victoire pour la révolution algérienne» (p. 26). «Cet appareil (le Malg) n'a pas rempli la mission que

la Révolution était en droit d'en attendre. Il s'est même transformé en un outil de règlements de comptes entre dirigeants, un instrument pour combattre les wilayas et limiter leur influence, avant de servir de levier pour l'accès au pouvoir à l'indépendance» (p. 33). «Si Salah (Zamoum) et ses compagnons... avaient commis une faute, mais il ne s'agissait pas d'une trahison» (A propos de la rencontre du 10 juin 1960 à Paris avec De Gaulle, p. 195). «La crise de l'été 1962 fut un de ces moments tristes, douloureux, où on voit un rêve s'écrouler, sans pouvoir redresser la situation» (p. 283). «La dérive a commencé lorsque Ben Bella et Boumediène ont pris la pouvoir en 1962... Les choses ont évolué : ce ne sont plus les blessures qu'on exhibe, mais les bars, les camions et les comptes en banque... C'est le sort de beaucoup de révolutions» (p. 315).

Avis Une grande aventure militaire et humaine, racontée avec force détails.

Citations : «La torture (durant la guerre d'Algérie) était si répandue, si généralisée, qu'il est impossible à un soldat ou officier français de dire qu'il n'était pas au courant» (p. 48). «Une Révolution, c'est d'abord un rapport permanent avec une société» (p. 85). «Tuer pour vivre, ou vivre pour tuer (durant la Guerre de libération nationale), tout ceci n'a pas de sens, car on agit instinctivement» (p. 127). «Mourir, tomber en chahid, cela paraît si simple. C'est de vivre qui est alors le plus difficile. C'est pénible, c'est douloureux, exténuant, c'est psychologiquement intenable» (p. 146). «Un chef (en l'occurrence Bougara), ce n'est pas seulement un concept théorique, mais une réalité concrète. On le sent à son contact, quand on discute avec lui, quand on l'accompagne, quand on écoute son discours, quand on observe son comportement avec les hommes, son sens de la décision, sa capacité d'agir et de réagir» (A propos de Si M'hamed Bougara, p. 151). «Autant Ben Bella se laissait entraîner par de simples pulsions, décidait parfois à l'emporte-pièce, autant Boumediène était froid, calculateur, essayant de toujours tirer profit du moindre événement» (p. 345).

que parmi le groupe des visiteurs de cette journée, deux des tueurs sont originaires de la région et nourrissaient une grande haine vis-à-vis de la famille décimée des suites d'un conflit lointain entre les deux tribus à cause d'une parcelle de terre que les différentes juridictions d'une justice absente n'ont pu régler» (p. 71).

Avis Comme un film d'horreur ! Hélas, le roman décrit bien une tragique réalité vécue par le pays.

Citations : «Lorsque le danger est bien réel, la peur devient un choix» (p. 82). «Les extrémismes mènent fatalement au blocage... la réconciliation ne peut se réaliser sans justice et dans l'absence de la vérité» (p. 96).



Te souviens-tu de moi ?

Roman de Salah

Chekirou. Editions El Qobia,
Tiksraïne/Alger 2020. 96 pages.

Ce n'est pas un ouvrage construit en la forme d'un roman tel que nous le trouvons en librairie. En fait, c'est plutôt une histoire destinée par avance à être mise en scène par un réalisateur de cinéma.

D'où le style dépouillé et le rythme très rapide et des scènes alternant le présent et le passé.

Tout cela avec un personnage central, Aïcha... une jeune fille alors enlevée par des terroristes - durant la «décennie rouge» - alors qu'elle devait se marier. Son fiancé est égorgé et toute sa famille décimée... Pour sa part, elle sera une otage taillable, corvéable et b... à merci.

Elle arrivera quand même à s'enfuir et réfugiée (comme beaucoup de ses soeurs en calvaire) en ville, elle accouchera d'un en-

fant qui ne tardera pas à mourir. Elle concocte sa revanche et arrive à enlever son violeur et tortionnaire... devenu haut fonctionnaire et protégé de «Fakhamatouhou» (Excellence). Pour Aïcha, la vengeance est un plat qui se mange tout chaud. Elle atteindra son but. Mais à quel prix ?

L'auteur : Natif de Redjas (Mila). Journaliste, écrivain ayant édité plusieurs ouvrages en arabe et en français (dont «le grain de sable» en 1999 et «le tycoon et l'empire des sables» en 2006 et «l'otage» en 2017, ancien directeur de l'édition à l'Aneq, vivant actuellement au Canada.

Extrait : «Tous les massacres perpétrés (ndlr : «décennie rouge») prenaient l'allure de règlements de comptes... D'autant

Pourquoi les Chinois ne haïssent-ils pas leur gouvernement ?

Face à un Etat de plus en plus répressif, on pourrait s'attendre à ce que les Chinois se rebellent. C'est tout le contraire. Voici pourquoi

LE TEMPS
SUISSE

Il y a un an apparaissait en Chine – dans des circonstances qui restent à élucider – un virus qui allait mettre la planète à l'arrêt durant des mois. Aujourd'hui, alors que l'Europe et les Etats-Unis sont toujours en partie paralysés par le covid, la Chine affiche sa maîtrise de la pandémie et, à Wuhan, «ground zero» du SARS-CoV-2, on festoie dans les parcs, les discothèques et les restaurants dans une relative insouciance. Au-delà des mises en scène à des fins de propagande, il est indéniable que Pékin marque des points sinon aux yeux du reste du monde, du moins à ceux de sa population. La légitimité du Parti semble plus forte que jamais.

Si l'image de la Chine se dégrade sur le plan international pour de multiples raisons – camps du Xinjiang, répression à Hongkong, dictature digitale, censure, mensonges sur le covid, protectionnisme, arrogance diplomatique, menace militaire envers ses voisins, etc. – le patriotisme des Chinois va en se renforçant. De notre point de vue, les Chinois auraient toutes les raisons de haïr leurs autorités liberticides. On constate au contraire une adhésion nouvelle, en particulier chez les jeunes, au cap fixé par le pouvoir. Comment comprendre, selon des sondages (certes discutables) menés par des instituts

étrangers, que les Chinois sont parmi les plus optimistes ?

■ MIEUX QUE SES PARENTS
L'an dernier, SupChina, excellent site américain d'information sur la Chine, se posait déjà la question. Pourquoi les Chinois s'accommodent-ils d'un Parti communiste que Washington désigne comme le principal défi au mode de vie démocratique? Vouloir expliquer cet apparent hiatus ne revient pas à se faire l'avocat de Pékin, mais permet de saisir la psyché d'une nation qui revient de loin. Un exercice nécessaire. Pour cerner cette adhésion, les rédacteurs de SupChina identifient quatre facteurs.

A commencer par l'économie avec un argument, au-delà des chiffres de croissance du PIB, qui fait mouche. L'âge médian des Américains et des Chinois est désormais identique: 37 ans. Alors que la moitié la plus jeune des Américains n'aura connu que les guerres, les crises économiques et une stagnation des revenus, la moitié la plus jeune des Chinois a vécu une ère continue d'augmentation des richesses et de stabilité, la crise de 2009 ayant été surmontée sans grand dommage grâce à un vaste plan de relance. La pauvreté est en partie éradiquée et les Chinois vivent mieux que leurs parents.

■ L'ETAT MANAGER

Cette réussite – c'est le deuxième point – est associée aux compétences du gouvernement dans son pilotage macroéconomique. Le succès de la Chine est celui



de son Etat manager, un Etat qui a permis au pays le plus peuplé, en un quart de siècle, de mettre en place un vaste réseau ferroviaire et d'autoroutes, ainsi que des infrastructures digitales plus performantes qu'aux Etats-Unis. Si le Parti communiste a provoqué des catastrophes à la chaîne durant ses trente premières années au pouvoir, depuis quarante ans Pékin dirige la modernisation du pays avec des résultats indéniables.

La troisième raison tient à l'histoire et à son interprétation: les Chinois sont éduqués dans le souvenir d'une grandeur impériale passée, d'un «siècle d'humiliation» provoqué par l'irruption des puissances étrangères et dans l'idée que la démocratie c'est le chaos, les débuts de la République chinoise, à partir de 1912,

en étant la meilleure démonstration. Cette lecture est discutable, mais elle est largement partagée dans le monde chinois.

■ LA SOUMISSION NE SUFFIT PAS

Le quatrième facteur, celui que l'on voit prioritairement ici, tient à l'éducation, au contrôle des médias et à la propagande. Le Parti communiste excelle dans ce registre, sa carte maîtresse n'étant pas Marx ou Mao, mais le confucianisme remis au goût du jour. Cette idéologie vieille de 2000 ans prône la soumission de l'individu à l'autorité au nom du bien commun. Les Chinois sont prêts à abandonner une partie de leurs libertés en échange d'une prospérité collective.

On est tenté d'ajouter un cinquième facteur: celui de la con-

trainte dans un Etat de surveillance permanente qui casse toute velléité d'opposition. Mais crée-t-on de l'adhésion avec la contrainte? La soumission ne suffit pas à expliquer l'acceptation de directives impensables en Europe. Cela signifie-t-il que les Chinois sont culturellement programmés pour subir ce mode de pouvoir, la dictature? On peut en douter. Comme dit SupChina, «les régimes autoritaires sont stables, jusqu'à ce qu'ils ne le soient soudainement plus»... Le jour où une nouvelle révolution viendrait à éclater, on identifierait aussitôt quantité de signes annonciateurs: explosion des inégalités, corruption massive, injustices, les insatisfactions ne manquent pas. Mais aujourd'hui, tout indique que les Chinois sont plus enclins à soutenir leur pouvoir qu'à le renverser.

Ces quelques régions du monde qui ne recensent aucun cas de Covid-19

Marianne

Leur statut sur les cartes de l'Organisation mondiale de la Santé est rare: "pays sans Covid-19". Sans doute très enviable aussi, en théorie du moins. Alors que près de 63 millions de cas ont été recensés à travers le monde, et un million quatre cent mille décès, quelques états peuvent encore aujourd'hui revendiquer de n'avoir connu aucun malade du Covid-19 sur leur sol, d'après le dernier bilan de l'OMS. La raison principale? Il s'agit d'Etats si éloignés des côtes contaminées que fermer la frontière semble avoir suffi à éviter la propagation de l'épidémie.

■ DES ETATS INSULAIRES DU PACIFIQUE

De dix, ils sont récemment passés à huit à pouvoir se vanter d'être totalement hermétique au Covid-19. Tous sont des Etats insulaires localisés dans l'Océan Pacifique, au nord de l'Australie et juste à l'est des Philippines. Baignés dans les eaux turquoise, il s'agit de Nauru, Palau, Micronésie, Kiribati, Tuvalu, Samoa, Vanuatu et Tonga. Plusieurs milliers de kilomètres les séparent des sources de contaminations les plus proches.

Leur isolement géographique associé à des restrictions strictes de voyage, notamment la fermeture de leurs frontières aériennes et marines, auraient jusqu'à présent permis à ces îles de n'enregistrer aucun cas de Covid-19. Mais la pandémie progresse inexorablement. Début octobre, les îles Salomon faisaient aussi partie de la petite bande, lorsqu'un premier cas a été recensé. Il s'agissait d'un étudiant récemment arrivé des Philippines par un vol de rapatriement.

Depuis son apparition à Wuhan, en Chine, l'épidémie de Covid-19 s'est propagée tout autour du globe. Seuls quelques états insulaires dans l'Océan pacifique et l'Arctique semblent y avoir échappé. Des régimes autoritaires l'affirment également, mais sans chiffres à l'appui.



Reste que ces petites îles paradisiaques, qui vivent habituellement principalement du tourisme, ont largement été ébranlées par l'arrêt des voyages. Leur économie est à terre. "Sans infecter une seule personne, le virus a ravagé le pays", rapportent ainsi nos confrères de la BBC dans un reportage consacré à l'île de Palau.

■ L'ANTARCTIQUE

Les étendues polaires de l'arctique n'ont elles n'ont plus pas vu de trace du Covid-19. A ce jour, il s'agit d'ailleurs du seul continent entièrement épargné par l'épi-

démie. C'est ainsi que, comme le raconte le journal Le Monde, les scientifiques français comme ceux de tous les autres pays qui mènent des recherches en Antarctique, doivent se plier à un protocole sanitaire exceptionnel afin d'éviter de contaminer les seules contrées du globe préservées.

Les trente pays qui composent le Conseil des directeurs des programmes antarctiques nationaux (Comnap), dont les Etats-Unis ou encore la Chine, le Japon, la Russie ainsi que la France, ont travaillé dès le printemps main dans la main pour empêcher le virus de se propager sur le conti-

nent austral. D'ordinaire, 5.000 personnels rejoignent chaque année l'Antarctique. Dans le but de le préserver, leur nombre a été divisé par trois pour la saison 2020-2021.

■ LA CORÉE DU NORD ET LE TURKMÉNISTAN

En Asie centrale, le Turkménistan, pays voisin de l'Ouzbékistan et de l'Afghanistan, n'a pour l'heure toujours déclaré aucun cas d'infection. Néanmoins, l'Organisation mondiale de la santé reste prudente quant aux informations communiquées par le régime autoritaire qui contrôle tous les flux d'informations du pays. En juillet, l'OMS s'est d'ailleurs dit "préoccupée" par des informations rapportant un nombre croissant de "pneumonies" au Turkménistan, recommandant au gouvernement d'adopter des mesures "comme si le Covid-19 circulait". Les autorités encouragent ainsi depuis plusieurs mois la population à porter des masques de protection... Officiellement en raison de fortes concentrations de "poussières" dans l'air. Début novembre, le pays a inauguré un nouvel hôpital destiné aux patients atteints par des maladies infectieuses des voies respiratoires.

Il en va de même pour la Corée du Nord. Sur les cartes de l'OMS, le pays apparaît, comme le Turkménistan, grisé pour signifier qu'aucun chiffre n'a été communiqué. Si d'après Pyongyang, la Corée du Nord n'aurait pas vu le moindre cas de Covid sur son sol, l'OMS a récemment émis des doutes sur plusieurs milliers de cas suspects (près de 6000 d'après l'institution). Dans un discours retransmis par la télévision d'Etat début octobre, Kim Jong-un a souhaité "une bonne santé à toutes les personnes à travers le monde qui combattent les maux" du Covid-19, rappelant formellement qu'il n'y avait "pas une seule personne" atteinte de coronavirus dans son pays.

Être agent de renseignement en 2020 : «Une femme ressemble moins à l'idée qu'on se fait d'un espion»

Interview.- L'une écrit sur les coulisses des services de renseignement ; l'autre a enquêté pendant cinq ans sur les espionnes impliquées durant la guerre froide. Entretien croisé avec Camille de Castelnau, scénariste du Bureau des légendes, et la journaliste Chloé Aeberhardt.

LE FIGARO
madame

Dans les coulisses des services secrets. Guillaume Debailly (alias Malotru) et Marina Loiseau (alias Phénomène) reprennent du service, avec la diffusion de la saison 5 du Bureau des légendes ce lundi 6 avril. Pour coller à la réalité du terrain, le réalisateur Éric Rochant et son équipe n'ont pas hésité à rencontrer des agents de la DGSE.

«On les voit environ trois fois par an, pas plus. Malheureusement ou heureusement pour la sécurité du pays, ils ne nous ont pas raconté d'anecdotes secrètes», glisse la scénariste de la série Camille de Castelnau. Tirailée entre quête de réalisme et joies de la fiction, elle partage à Madame Figaro sa vision du quotidien des agentes secrètes. Chloé Aeberhardt, auteure de Les Espionnes racontent (1), a mené, elle, une enquête au long cours entre Paris, Washington, Moscou et Tel-Aviv. La journaliste a ainsi retrouvé la trace des espionnes des principaux services de renseignement engagés dans la guerre froide. Leurs témoignages viennent d'ailleurs d'être adaptés en une websérie documentaire. Illustrée et réalisée par Aurélie Pollet, elle met à l'honneur ces retraitées de la CIA, du KGB, du MI5, de la DST ou du Mossad, trop souvent restées dans l'ombre. Entretien croisé avec ces deux spécialistes.

Madame Figaro. - Le quotidien d'une espionne française, cela ressemble à quoi aujourd'hui ?

Camille de Castelnau. - Ce serait plutôt à une espionne de vous le dire... Mais elle ne vous répondrait pas ! Dans Le Bureau des légendes, on a fait appel à notre imagination tout en essayant de coller au plus près de la réalité. Dans le cas d'une agente comme Marina Loiseau, le quotidien c'est d'être sur le terrain en couverture, en immersion complète, à l'occasion d'une mission clandestine. Mais encore en 2020, être une femme et être espionne peut s'avérer difficile. Dans moult endroits dans le monde, il est difficile d'avoir accès à certaines informations en tant que femme. Typiquement en Arabie saoudite, vous n'allez pas pouvoir participer à des conseils d'administration.

Chloé Aeberhardt. - Derrière le mot «espionne», il y a en réalité tout un tas de métiers. Pour schématiser, on pourrait classer les officiers de renseignement selon deux catégories : ceux sur le terrain et ceux dans les bureaux. La mission des premiers, c'est d'aller chercher l'information par des moyens divers et variés, comme traiter des sources ou mener des filatures. Dans les bureaux, les analystes sont chargés de relire les notes transmises par leurs collègues de terrain, de croiser les informations brutes et de les transformer en renseignements exploitables. Depuis la fin de la guerre froide, le métier a évolué, car le contexte a changé. À l'époque, le monde était bipolaire, avec le bloc de l'ouest d'un côté, et l'est de l'autre. Avec le développement du terrorisme international, qui est souvent le fait d'organisations non étatiques, de groupuscules, voire d'individus isolés, la grille de lecture est beaucoup plus complexe. Et puis, il y a eu le développement des technologies. Pendant longtemps, le renseignement reposait avant tout sur le traitement des sources, ce que les Anglo-Saxons appellent HumInt pour «human intelligence» (renseignement humain). Certains regrettent d'ailleurs qu'il soit négligé aujourd'hui au profit du SigInt (Signals Intelligence) ; ce ne sont pas des écoutes téléphoniques, ni



des vidéos par satellite, mais bien du renseignement humain, qui a permis d'identifier le messager de Ben Laden.

Comment recrute-t-on les agentes ?

C.C. - Cela peut se faire dans les écoles. Mais il faut garder à l'esprit qu'il y a différents types d'espionnes. On peut recruter une geek pour la former au cyber-espionnage. Il peut s'agir de femmes qui ont fait de grandes écoles (Polytechnique, Centrale...) mais pas que. Tant qu'elles sont douées, qu'elles savent bien coder, ça peut le faire. De toute manière, pour être espionne, il faut un certain nombre de compétences. Dans Le Bureau des légendes, Marina Loiseau apprend le farsi lors de la saison 1. Maîtriser une langue ou une culture est un réel atout si cela permet de se fondre naturellement dans une société. On peut très bien imaginer que certaines recrues soient repérées après avoir fréquenté l'Inalco (Institut national des langues et civilisations orientales, NDLR).

Et avant, comment procédait-on ?

C.A. - Pendant longtemps, le recrutement s'est surtout fait par cooptation : les services embauchaient les épouses de leurs officiers. À la DST (l'ancienne DGSI) comme au MI5 (le service de renseignement responsable de la sécurité intérieure du Royaume-Uni, NDLR), on considérait qu'on évitait ainsi les tensions au sein du couple, et que les épouses allaient mieux comprendre le rythme de travail de leur mari. Parmi les pionnières, un certain nombre étaient filles de policiers ou de militaires. Elles avaient envie de servir les intérêts de la nation et possédaient déjà un background qui favorisait leur entrée dans les services de renseignement.

**TANT QUE LES FEMMES
SERONT MINORITAIRES,
ON SE MÉFIERA MOINS D'ELLES**

Les femmes ont-elles toujours été impliquées dans les agences du renseignement ?

C.A. - Dans l'absolu, il y avait très peu de femmes mais cela dépend de quelles années on parle. En France, dans les années 1970, les femmes des services de renseignement étaient surtout secrétaires. La DST comme le SDECE (devenu la DGSE en 1982) étaient des mondes très masculins. Parmi les ex-officiers de renseignement que j'ai pu rencontrer, aucune n'est entrée par envie d'être espionne, certain-

nes ignoraient jusqu'à l'existence des services secrets ! Il n'y avait pas les romans et les films d'espionnage que l'on connaît aujourd'hui, et de toute façon "ces messieurs" considéraient que le renseignement était une affaire sérieuse, qui ne concernait pas les femmes. On les a sous-estimées. De fil en aiguille, les femmes ont trouvé une place à prendre. À la DST par exemple, on a d'abord fait appel à elles pour les filatures car on s'est rendu compte qu'elles passaient plus inaperçues. Une femme ressemble moins à l'idée qu'on se fait d'un espion. En revanche, je ne suis pas convaincue que les femmes aient des prédispositions pour ce métier ou plus d'intuition que les hommes. Mais tant qu'elles seront minoritaires, on se méfiera moins d'elles.

La qualité indispensable pour être une bonne espionne ?

C.C. - L'intelligence et le fait de savoir avancer masqué.

C.A. - De ne pas en avoir l'air. L'autre atout, qui tient à leur genre plus qu'à de prétendues qualités féminines, c'est qu'elles offrent des profils différents. Je me souviens d'une campagne de recrutement du MI6 (le service de renseignement extérieur britannique, NDLR) en 2018, on voyait une femme métisse, fleuriste, qui menait une vie totalement normale. La conclusion ? «La personne que vous voyez ne travaille pas pour le MI6 mais elle pourrait.» Le message sous-jacent, c'est que les services ont besoin de plus de mixité et de diversité sexuelle, et ethnique. Cette prise de conscience est récente mais indispensable.

Dans Le Bureau des légendes, depuis la saison 1, on suit le parcours de Marina Loiseau, de ses premiers pas d'espionne à ses missions en Iran, en Azerbaïdjan ou en Russie. Être une femme est-il un avantage dans l'espionnage ?

C.C. - Très certainement. Encore aujourd'hui, de nombreux clichés sexistes demeurent. On leur prête moins le goût de l'aventure, du risque, du voyage. Par défaut, les femmes sont des anti-James Bond. En revanche, on leur attribue volontiers l'art du mensonge. Encore un cliché ! Dans la série, la fragilité apparente et la féminité de Marina Loiseau font qu'on ne se méfie pas d'elle. Sa candeur lui permet d'avancer masquée. Elle me fait penser à Jeanne d'Arc, figure mythique de la femme soldate. Ce qui est intéressant avec ce personnage, c'est ce balancement entre sa fragilité et sa force de caractère.

Dans la fiction, l'arme secrète des espionnes c'est souvent de coucher avec l'ennemi pour obtenir des informations sur l'oreiller, à l'instar des James Bond Girls...

C.A. - Quand on est professionnel du renseignement, on ne couche pas. On peut chercher à plaire pour gagner la confiance d'une source. C'est tout simplement de la manipulation et cela suppose une grande intelligence des relations humaines.

C.C. - La représentation des espionnes change. Elles sont dorénavant davantage représentées comme seules contre tous, en minorité dans un monde d'hommes. C'est le cas de Maya (interprétée par Jessica Chastain dans Zero Dark Thirty) ou Carrie Mathison (jouée par Claire Danes dans Homeland), deux personnages qui m'ont beaucoup inspirée. Celles-ci sont a priori plus fragiles et sont finalement plus intelligentes. Elles ont raison sur toute la ligne et ne sont pour autant pas écoutées. Peut-être parce que les femmes ont eu tardivement une place à prendre et qu'elles doivent désormais faire leurs preuves.

Concilier sa vie perso quand on est espionne, n'est-ce pas une mission quasi impossible ?

C.C. - Dans la série, il y a quelque chose que je ne m'explique pas : qu'il s'agisse de Marina Loiseau, Marie-Jeanne Duthilleul ou Nadia El Mansour, ces trois femmes n'ont pas d'enfants. Ce choix qu'on a fait m'intéresse et m'interroge en même temps. Pourquoi ne pas avoir mis en scène des espionnes mères de famille ? Peut-être était-ce une manière de les éloigner du domestique et du familial ? Ou de montrer que la vie était passionnante même sans enfant ? Mais en dehors de la fiction, les espionnes ont une vie privée et familiale comme tout le monde. Leur vie sentimentale est sans doute moins transgressive que dans la fiction.

C.A. - Les analystes que j'ai rencontrés, dans les bureaux, avaient une vie privée normale. C'est sur le terrain que cela se complique, quand on est infiltré ou clandestin comme Malotru ou Phénomène dans Le Bureau des légendes. La famille peut aussi permettre de se construire une couverture. L'ancienne officier de la CIA, Amari Fox, racontait par exemple dans son autobiographie avoir caché des documents secrets dans les couches de son bébé. C'est certain, on risque moins de soupçonner la mère de famille ou la femme enceinte. Néanmoins, sa famille peut aussi très bien devenir une vulnérabilité. Surtout quand on menace de s'en prendre à elle.

Plusieurs actions entreprises pour l'amélioration du cadre de vie

La gestion de l'APC d'Aïn El Turck confiée au chef de daïra

Rachid Boutlelis

Confiées au chef de daïra et ce, après la mise au placard de l'ensemble de l'exécutif communal, instruite par le wali d'Oran, les destinées de la municipalité d'Aïn El Turck semblent d'ores et déjà s'annoncer sous de nouveaux et bons auspices. En effet, selon les informations recueillies par Le Quotidien d'Oran auprès du secrétaire général de la daïra d'Aïn El Turck, M. Abdelghani en l'occurrence, l'élaboration du budget primitif a été déjà effectuée en prenant en considération les priorités exigées par certains secteurs, qui étaient stupidement ignorés. La cantine et le chauffage dans les établissements scolaires ont figuré en pole position dans cette action, qui a permis d'offrir des repas chauds et des conditions appropriées aux écoliers en ce début de période hivernale. Selon notre interlocuteur, huit cantines d'écoles primaires essaimées à travers le chef-lieu ont fait l'objet de restauration. Elles se trouvaient dans un état lamentable et étaient par conséquent pas opérationnelles et ce, depuis... 10 ans. Le chauffage est désormais disponible à 80% dans les classes des 17

établissements scolaires que compte ladite municipalité. Les écoliers grelotaient de froid dans des classes glaciales, dépourvues de chauffage, depuis plusieurs années sans pour autant déranger la conscience des élus. Dans la foulée, les services concernés de la daïra ont effectué deux sorties sur le terrain dans le cadre de la lutte contre la prolifération des chiens errants. Ces sorties se sont soldées par la capture et l'abattage de 20 chiens errants. M. Abdelghani a également indiqué qu'une opération, initiée par le chef de daïra, a été lancée pour la réhabilitation de l'éclairage public qui est défaillant, voire inexistant, dans plusieurs zones du chef-lieu et ce, depuis la nuit des temps, dans le sens péjoratif du terme. Toujours est-il que la pagnoterie, l'absurde inertie et l'insolent laisser-faire qui ont sordidement prédominé dans la gestion de cette commune ont fait réagir le wali d'Oran et ce, à travers une cinglante mise au placard mémorielle. La dernière en date remonte au mois d'octobre 2018 avec le gel décrété à l'encontre de l'ensemble de l'exécutif de l'APC d'Aïn El Turck par l'ex-wali. Vraisemblablement, la leçon n'avait pas été apprise à cette époque.

Non-respect du confinement et du protocole sanitaire

16.756 infractions en deux mois

K. Assia

Le bilan des interventions des services de la sûreté d'Oran dans le cadre du renforcement du dispositif de contrôle et de prévention contre la pandémie a enregistré un total de 16.756 infractions de la période allant du 5 novembre 2020 au 4 janvier 2021. Il s'agit d'infractions au protocole sanitaire et au confinement partiel instaurés par les pouvoirs publics. Ainsi et selon les services de la sûreté d'Oran, on saura que 3.177 infractions ont été relevées pour des piétons n'ayant pas respecté les horaires du confinement partiel. Le bilan fait état également de 10.111 infractions liées au non-respect de la distanciation sociale et 9.104 autres infractions pour le non-port de la bavette. Par ailleurs, 810 véhicules et 140 motos ont été aussi interceptés durant cette période

pour circulation pendant les horaires de confinement.

Dans le cas des commerces, les policiers ont enregistré 184 infractions pour des clients ne portant pas la bavette, 352 commerçants sans bavette et 134 infractions pour avoir dépassé le seuil autorisé de clients à l'intérieur des commerces. 413 infractions ont été relevées pour absence de produits désinfectants, absence d'hygiène et exercice d'activité pendant les horaires de confinement. Les commerces en question ont fait l'objet de propositions de fermeture. Pour ce qui est du contrôle des moyens de transport, les policiers ont relevé 859 infractions pour le non-port de la bavette, absence d'hygiène, entre autres.

Notons que plusieurs campagnes de sensibilisation sont lancées par les services de la police dans le cadre de ce dispositif.

Arzew

Un cadavre en état de décomposition repêché

Un cadavre en état de décomposition très avancée a été repêché au large d'Arzew avant-hier. Il s'agit d'un homme âgé de près de 30 ans selon la protection civile. La dépouille qui n'a pas été identifiée a été déposée à la morgue de l'hôpital d'El Mohgoun

pour les besoins d'une autopsie. Une enquête a été ouverte. Il s'agit de la deuxième découverte macabre en l'espace de quatre jours. Un cadavre a été repêché en fin de semaine à la plage Les dunes dans la commune d'Aïn El Turck.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Bousmaha Saliha, 53 ans, Les Amandiers
Sahnoun Jinidi, 68 ans, Maraval
Matrouz Nacer, 70 ans, St Charles
Aribi Ahmed, 69 ans, Gdyl

Horaires des prières pour Oran et ses environs

23 jomada el oula 1442

El Fedjr 06h43	Dohr 13h10	Assar 15h48	Maghreb 18h09	Icha 19h32
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Centre-ville

Démantèlement des panneaux publicitaires non conformes

Houari Barti

Les services de la Délégation communale « El Emir » (Centre-ville) relevant de la commune d'Oran ont entamé, avant-hier, une opération de démantèlement de panneaux publicitaires non agréés ou non conformes aux conditions contractuelles. Une opération qui s'est soldée au premier jour de son lancement par le démantèlement de deux panneaux publicitaires non agréés, à l'avenue Larbi Tebessi (ex-Loubet) et à la rue du 5-Juillet, à proximité du lycée Lotfi, dans le quartier de Miramar. Selon des sources communales, les deux panneaux en question étaient érigés

sans aucun agrément des services communaux concernés et loués à des annonceurs comme espaces publicitaires. Selon les mêmes sources, l'opération qui est toujours en cours devra également toucher les panneaux publicitaires « érigés dans des emplacements autres que ceux convenus dans les contrats avec les services communaux ». Une pratique, précise-t-on de même source, « de plus en plus répandue » à travers laquelle les sociétés publicitaires cherchent « à donner plus de visibilité à leurs panneaux publicitaires en les posant sur des carrefours, mais très souvent en négligeant les aspects relatifs à la sécurité de la circulation automobile », a-t-on expli-

qué. La mobilisation des services communaux pour mettre de l'ordre dans le secteur de la publicité urbaine intervient, souligne-t-on, en prévision des prochains Jeux méditerranéens que la ville d'Oran devra abriter. Une occasion qui sera marquée par la présence de plusieurs délégations sportives étrangères, et où les autorités locales doivent relever le défi de donner une belle image de la ville. Les mêmes sources communales rappellent, par ailleurs, que 13 panneaux publicitaires jugés non conformes ont été démantelés en 2018, avant de préciser que 11 sociétés publicitaires sont actuellement agréées par les services de l'APC d'Oran.

Boutlélis

Des forages pour renforcer l'AEP

J. Boukraa

En vue d'améliorer l'alimentation en eau potable dans la région, la localité El Hachem dans la commune de Boutlélis va bénéficier d'un projet de réalisation d'un forage pour le renforcement de l'AEP. La direction des ressources en eau de la wilaya d'Oran a débloqué une enveloppe budgétaire de 780 millions de centimes pour ce projet. Une entreprise a été désignée pour concrétiser l'opération. La durée des travaux a été fixée à 5 mois. Ce forage impactera positivement le service public de l'eau, notam-

ment par l'amélioration de la fréquence et des plages horaires de distribution. Le lancement de ce projet fait partie des mesures prises par le secteur pour faire face à l'augmentation sensible de la demande en eau et sous le sceau de l'urgence pour soulager la situation de l'alimentation en eau potable. L'action entre aussi dans le cadre de la prise en charge des zones d'ombre. Pour rappel, la wilaya d'Oran a lancé des opérations de développement pour améliorer le cadre de vie des citoyens au niveau des zones d'ombre avec une autorisation de programme de 4,25 milliards DA.

Des opérations qui s'inscrivent dans le cadre des divers programmes sectoriels et centraux, plans communaux et budget de wilaya.

Plusieurs zones dans les régions enclavées, à travers le territoire de la wilaya, ont été identifiées à l'effet de cerner réellement les besoins de développement. Le nombre d'opérations enregistrées dans ce cadre est estimé à 502. Oran recense un total de 133 zones. En application des instructions du président de la République, plusieurs localités déshéritées ont bénéficié des opérations de développement et d'amélioration du cadre de vie.

Port d'Oran

Réception du projet d'extension du terminal de containers en mai prochain

Le projet d'extension du terminal des containers du port d'Oran sera réceptionné au mois de mai prochain au plus tard, ce qui permettra de conférer une dynamique au service fret de marchandises (export et import), a-t-on appris mardi du Président-directeur général de l'Entreprise portuaire (EPO), Mokhtar Korba. Ce projet sera réceptionné en avril ou mai prochains, a-t-il annoncé, soulignant que le taux d'avancement des travaux confiés à un groupe algéro-chinois a dépassé 95 pour cent et que les gros œuvres sont achevés à cent pour cent.

Les travaux sont en cours pour l'achèvement du couloir d'évacuation des eaux chaudes de la station relevant de Sonelgaz et le raccordement des deux quais de «Ham-

bourg» et de «Aval», a-t-il fait savoir par ailleurs, affirmant que l'extension du terminal de containers permettra au port d'améliorer la qualité des services fournis. Avec la réception de cet important projet, il sera procédé, dans une première étape, au traitement de 500.000 containers par an, qui sera revu à la hausse à 1 million de containers par an dans les prochaines années, a-t-il déclaré, signalant que le port d'Oran accueille des navires gros tonnages de 4.000 à 8.000 containers.

Les travaux programmés, dotés par les pouvoirs publics d'une enveloppe de 12 milliards DA, portent sur un remblais sur 16,5 hectares pour atteindre une superficie totale d'environ 24 ha et la réalisation d'un quai d'accostage de

460 mètres de long et de 14 mètres de tirant d'eau, conformément aux normes internationales en vigueur, au niveau du bassin méditerranéen, a-t-il encore indiqué.

L'Entreprise portuaire a également accordé une enveloppe de près de 300 millions DA pour l'éclairage public et la réalisation d'un siège de l'administration en charge de la gestion du terminal des conteneurs et d'un atelier technique, entre autres. Parallèlement au projet d'extension du terminal, le port d'Oran sera doté de deux mécanismes de déchargement des conteneurs des navires et de 7 autres pour le chargement et le transfert des conteneurs du quai aux terminaux, ce qui impulsera une grande dynamique au développement de l'activité portuaire.

TIARET

Charlatan, un «métier»
à la mode !

El-Houari Dilmi

Véritable «métier» dans l'air du temps, les pratiques charlatanesques font un retour aussi remarqué qu'inquiétant dans l'esprit «tourmenté» des Tiarétiens.

Un autre charlatan a encore été écroué mardi à la maison d'arrêt de Tiaret. Les gendarmes ont découvert à son domicile à Oued Lilli, un véritable arsenal dédié à la sorcellerie, outre la coquette somme de près de 300 millions de centimes. Une jeune femme, voulant... à tout prix se débarrasser de la «déveine» qui la pourchasse depuis sa puberté, a frôlé la mort après avoir ingurgité un élixir «explosif» prescrit par un charlatan ayant pignon sur rue dans un quartier malfamé de la ville de Tiaret. Face à la «mutation» brutale des mœurs de la société à laquelle viennent se greffer les frustrations et autre perte d'espoir dans un avenir qui donne la pétoche, le charlatanisme, la sorcellerie, la voyance, voire la magie noire sont devenus autant de

mauvaises façons de conjurer le mauvais sort, agissant comme un miroir aux alouettes pour les «désespérés» de la vie. Pratique pourtant proscrite et dangereuse, la sorcellerie est devenue un «sport» qui se pratique au quotidien.

L'exemple qui donne froid au dos de cette mère de famille qui venait de perdre son époux qui se rendait tôt le matin, au niveau de l'ancien cimetière de la ville quand elle est tombée nez à nez avec deux individus en train de profaner une tombe. «Ils n'ont heureusement pas pu achever leur forfait, puisque je les ai vus de mes yeux prendre la poudre d'escampette», se soulage-t-elle.

La «race» des charlatans prolifère à vue d'œil aux quatre coins de la ville de Tiaret, une giga cité en perte de ses repères. Des individus sans foi ni loi ont une facilité déconcertante à exploiter la crédulité des gens.

Une pratique librement exercée presque partout, dans des échoppes sous couvert d'activités commerciales, dans les marchés hebdomadaires surtout, au coin

de la rue, à l'intérieur des bains maures et même dans les maisons. D'autres, se présentant comme des «spécialistes» de la rokia et autre hidjama se font payer une fortune pour abandonner leurs «clients» en proie à des douleurs intolérables après avoir ingurgité des potions aussi dangereuses que douteuses. Le public ciblé par ces vendeurs de mensonges est constitué de femmes et de jeunes filles en quête du prince charmant.

La semaine dernière encore, un jeune homme, présentant des signes patents d'une dépression nerveuse, compliquée par des troubles psychologiques, s'est vu rossé de coups par un prétendu exorciseur qui s'est fait payer cash un million de centimes pour soignant «chasser l'esprit maléfique qui habite le jeune homme». Le malheureux s'en est sorti avec un séjour à l'hôpital psychiatrique et une plainte a été déposée par les parents du malade. Mais qui a dit que «toute société qui n'est pas éclairée par des philosophes est trompée par des charlatans» ?!

Des projets sur la bonne voie

El-Houari Dilmi

«94% des programmes décidés en faveur des zones d'ombre ont déjà été achevés à la fin de l'année 2020», nous apprend un communiqué de la cellule de communication du cabinet de la wilaya, transmis à notre bureau. Selon la même source, lors d'un conclave présidé par le wali avec les quatorze chefs de daïras et le comité local de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, le chef de l'exécutif de wilaya a annoncé que «94% des programmes de développement décidés en faveur des

zones d'ombre ont été achevés avec la fin de l'année écoulée», en attendant «l'exécution des autres programmes durant l'année en cours, comme l'adduction au réseau d'eau potable, l'électrification rurale ou encore le désenclavement des hameaux épars», lit-on dans le communiqué du cabinet du wali.

Instruisant les chefs de daïra à «trouver des solutions alternatives en attendant des solutions définitives pour améliorer les conditions de vie dans les zones d'ombre», le premier responsable de la wilaya a également ins-

truit les responsables concernés à commencer à préparer les listes des bénéficiaires de la prime du Ramadhan, avant d'examiner la situation liée à l'évolution de la pandémie de Covid-19 dans la wilaya.

L'on saura, toujours selon le communiqué du cabinet du wali, que «toutes les mesures logistiques ont été prises en prévision du début de la vaccination contre le virus tueur, comme la mobilisation des personnels de santé, le transport, ou encore les conditions de stockage et de conservation du vaccin anti-Covid-19».

TLEMCEN

Emploi et Education au menu

Khaled Boumediene

Le conseil de l'exécutif de la wilaya (directeurs de wilaya, chefs de daïra), présidé par le wali de Tlemcen, a tenu mardi une réunion au siège de l'APW pour examiner deux points inscrits à son ordre du jour, à savoir l'évaluation de l'opération d'insertion sociale des jeunes diplômés et de la situation des établissements du primaire en cette période de pandémie de coronavirus (Covid-19). Dans son allocution, le wali de Tlemcen, Amoumène Mermouri, a commencé par parler des mesures prises par l'Etat pour l'intégration des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion des diplômés qui s'étalera sur trois ans (2019, 2020 et 2021) et s'effectuera sur les postes budgétaires réservés à cet effet, avant d'exhorter les membres de la commission de wilaya, composée de ses représentants, du directeur de l'emploi, du chef d'inspection de la fonction publique, du contrôleur financier et du chef d'antenne de l'agence nationale de l'emploi, à poursuivre leurs efforts pour l'insertion des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle, qui doivent aussi répondre aux conditions statutaires exigées pour le recrutement dans le grade ou l'emploi concerné. Selon les chiffres d'un premier bilan présentés par le directeur par intérim de la direction de l'emploi, Belayachi Nasreddine, 2.078 diplômés ayant une ancienneté de 8 ans et plus (1ère vague), sont concernés par une intégration au niveau des collectivités locales (communes, daïras et wilaya) dont 136 bénéficiaires déjà insérés et 743 autres dossiers sont en cours. S'agissant des directions de wilaya (y compris leur sous-tutelle), près de 2.862 bénéficiaires sont concernés par l'insertion dont 743 bénéficiaires sont déjà insérés. Tandis que 428 dossiers de bénéficiaires sont en cours d'insertion. Selon M. Belayachi, ces dossiers sont au niveau du contrôle financier et de la fonction publique (pour visas) et 69 autres dossiers d'insertion se trouvent actuellement au niveau de la commission de wilaya. Par ailleurs, près de 2.017 bénéficiaires ayant une ancienneté allant de 8 à 3 ans (2ème vague) sont concernés par l'insertion dont 83 bénéficiaires sont déjà insérés et 46 autres dossiers sont actuellement au niveau de la commission de wilaya. Le responsable de l'exécutif a demandé de certains chefs de daïra et présidents d'APC,

présents lors de cette réunion, de coordonner leurs efforts avec les membres de la commission de wilaya, afin d'accélérer le placement, la titularisation et le reclassement de tous les bénéficiaires, après examen des dossiers. Selon nos informations, cette opération d'insertion à laquelle les hautes instances accordent une attention particulière, connaît quelques difficultés et lenteurs au niveau de certaines communes de la wilaya, confrontées à l'insuffisance des postes budgétaires, pour pouvoir répondre à la demande des jeunes diplômés.

En ce qui concerne le deuxième point abordé, la situation de la restauration dans les écoles primaires en cette période de Covid-19, le wali a insisté sur le respect des gestes barrières, la disponibilité du gel hydroalcoolique et les signaux au sol dans les établissements scolaires. Incitant la communauté éducative et les responsables présents à coordonner leurs efforts, pour éliminer toutes les insuffisances déjà constatées dans l'application du protocole sanitaire afin de protéger les élèves et les personnels, M. Amoumène Mermouri, a appelé à plus de vigilance et au renforcement des mesures déjà énoncées en matière d'accueil et de sortie des enfants, d'organisation des circulations et de restauration scolaire. Ces mesures, a-t-il dit, peuvent être adaptées en fonction de l'augmentation de la circulation du virus dans la wilaya et des spécificités locales.

Pour sa part, la directrice de l'éducation de Tlemcen, Bekkouche Houria, a donné un bref aperçu sur la situation des cantines scolaires et sur les conditions de sécurité adaptées au contexte, afin de maintenir la qualité nutritionnelle des repas. La responsable de l'éducation a ainsi expliqué que le protocole appliqué au niveau des établissements éducatifs qui repose sur les prescriptions émises par le ministère de l'Education nationale est appliqué à la lettre. Dans ce cadre, le wali a instruit les chefs de daïra afin d'assurer des repas chauds, le chauffage et l'eau potable aux élèves ainsi que les installations sanitaires suffisantes et correctement équipées dans les établissements scolaires, soulignant la nécessité de prendre en compte le confort des élèves, lors de la prise du repas, dans un environnement agréable (aménagement des locaux, mobilier adapté), afin de veiller au respect des règles d'hygiène et de sécurité.

MASCARA

L'aquaculture
fait sa formation

Pas moins de 31 jeunes de la wilaya suivent une formation dans le domaine de l'aquaculture, a-t-on appris de la responsable de la Station de pêche et d'aquaculture de la wilaya, Mimouna Tayebi.

Mme Tayebi a expliqué que cette session de formation, la troisième du genre dans la wilaya, entre dans le cadre d'une convention entre la Station de pêche et d'aquaculture et l'Institut national spécialisé dans la formation en agriculture de la ville de Tighennif, qui délivre des diplômes d'agent d'élevage aquacole au terme d'une formation théorique et pratique d'une durée de 6 mois.

La station, qui assure l'encadrement pédagogique, dispense une formation technique aux jeunes, notamment au métier de pêcheur, sur le mode de création d'un projet de ferme aquacole et les opérations d'ensemencement, pour les prépa-

rer à investir dans cette filière, selon la responsable. Pour rappel, il a été procédé durant les deux dernières années à la formation intensive et de courte durée de 100 agriculteurs et fils d'agriculteurs dans le domaine de l'aquaculture, afin qu'ils bénéficient d'un programme d'ensemencement d'alevins dans les bassins d'irrigation agricole, lancé récemment par le ministère de tutelle.

Mimouna Tayebi a indiqué, par ailleurs, une production durant les trois derniers mois de près de 1.300 quintaux de poissons issus d'opérations d'ensemencement effectuées ces dernières années dans des barrages de la wilaya. Les autorités ont appelé à une intensification de la pêche au niveau des barrages au risque de voir les poissons périr à cause d'une baisse sensible du niveau d'eau dans ces infrastructures durant l'été et l'automne passés.

ADRAR

La couverture sécuritaire renforcée



Des structures de police, en cours de réalisation dans la wilaya d'Adrar, ont été inspectées mardi par le directeur général de la sûreté nationale (DGSN).

M.Khelifa Ounissi a ainsi inspecté les projets d'un siège de police des frontières et d'une unité républicaine de sûreté, dont les chantiers sont à un stade avancé.

Ecoutant une présentation technique sur ces projets, le

DGSN a insisté sur le respect des délais de réalisation pour les livrer avant la fin du premier trimestre de cette année.

Ces structures sont appelées à renforcer les capacités opérationnelles des différents services de sûreté dans la région et à offrir une couverture sécuritaire de qualité au citoyen, a assuré le contrôleur de Police, Aissa Naili.

M.Khelifa Ounissi a présidé aus-

si, à l'occasion de cette visite de travail, une cérémonie de remise de décisions d'attribution de logements de type AADL à des fonctionnaires du secteur.

Le directeur général de la sûreté nationale a poursuivi hier sa visite de travail dans la wilaya et devait procéder à l'inauguration de nouvelles structures sécuritaires et socioprofessionnelles à Adrar.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TISSERMSILT
DAIRA DE LAZHARIA
COMMUNE DE LAZHARIA
NIF : 09.56.380.4900.1233
L'adresse : Rue Djilali Bouneama Commune de Lazharis - Wilaya de Tissermsilt

Avis d'Appel d'Offres Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N°: 01/2021

Le président de l'Assemblée Populaire Communale de Lazharis, lance un avis d'appel d'offre ouvert - Avec Exigence De Capacités Minimales des projet

- suivant :
- PROJET N°01 : alimentation en eau potable à douar Laarabla.
 - A) capacités professionnelles : attestation de qualification et de classification catégorie 03 et plus activité Principale (Travaux hydrauliques)
 - B) capacités financières : une moyen de chiffre d'affaire des trois dernières années (2017-2018-2019) égale ou supérieur 15.000.000,00 DA
 - C) capacités techniques : références professionnelles : 02 attestations de bonne exécution (travaux similaires)
 - PROJET N°02 : alimentation en eau potable à douar Kouacem.
 - PROJET N°03 : alimentation en eau potable à douar Ouled Bekheira.
 - A) capacités professionnelles : attestation de qualification et de classification catégorie 03 et plus activité Principale (Travaux hydrauliques)
 - B) capacités financières : une moyen de chiffre d'affaire des trois dernières années (2017-2018-2019) égale ou supérieur 6.000.000,00 DA
 - C) capacités techniques : références professionnelles : 02 attestations de bonne exécution (travaux similaires)

Les entreprises qualifiées et intéressées par le présent avis, peuvent contacter le bureau des marchés de la commune pour retirer les cahiers des charges contre paiement d'une somme de 5.000,00 DA.

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :

01-Le dossier de candidature contient :

- La déclaration de candidature (remplie, signée, paraphée et datée)
- La déclaration de probité (remplie, signée, paraphée et datée)
- Les statuts pour les sociétés
- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats /des soumissionnaires ou le cas échéant,des sous traitants
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- Une copie d'attestation de qualification et classification professionnelle activité Principale (Travaux hydrauliques).
- Les bilans des trois dernières années (2017-2018-2019)
- 02 références professionnelles (travaux similaires)
- Une copie de registre de commerce
- Une copie d'attestation de dépôt des comptes sociaux pour les sociétés
- Une copie de carte d'immatriculation fiscale

N.B : les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché. « Art : 69 »

02-L'offre technique contient :

- Quittance de paiement
- Une déclaration de souscrire (remplie, signée, paraphée et datée)
- Planning de réalisation des travaux (signée et paraphée)
- Liste des matériels accompagnée par un PV de l'huissier de justice (année 2019 ou 2020) justifiée par des factures d'achats ou un PV d'export d'autorisation justifiée par des copies des cartes grises + les copies des attestations d'assurances concernant le matériel roulant
- Liste des moyens humains accompagnée d'une attestation d'affiliation individuelle + attestation de réussite pour l'exécuteur + attestation d'affiliation individuelle pour les encadreurs
- cahier des charges signé et paraphé portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Mémoire technique justifié (remplie, signée, paraphée et datée)

03 -L'offre financière contient :

- La lettre de soumission (remplie, signée, paraphée et datée) Je bordereau des prix unitaires (rempli, signé et paraphé)
- le détail quantitatif et estimatif (rempli, signé et paraphé).

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de consultations ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offre ouvert n° l'objet d'appel d'offre ouvert ». Celle-ci doit parvenir au service contractant (Commune de LAZHARIA) à la date et l'heure limite de dépôt des offres. Si l'enveloppe extérieure n'est pas cachetée et marquée comme indiqué ci-dessus le service contractant ne saura en aucun cas responsable lorsque l'offre est égarée ou qu'elle est ouverte prématurément.

La durée de préparation des offres est fixée de quinze (15) jours à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offre dans les quotidiens nationaux et BOMOP.

Le jour et l'heure limite de dépôt des offres et le jour et l'heure d'ouverture des plis techniques et financiers correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres au plus tard à quatorze heures (14 h00). L'ouverture des plis aura lieu en séance publique au siège de l'APC avec la présence de soumissionnaires. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

Le Président de l'Assemblée
Populaire Communale

ANEP N° 2131000133 Le Quotidien d'Oran 07/01/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA
DAIRA DE SIG
COMMUNE DE SIG

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DE MARCHE

Conformément aux l'article 65 du alinéaire 02 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 relatif à réglementation des marchés publics et des délégations du service public.

Le président de l'assemblée populaire communal de sig déclare que l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales paru dans les quotidiens nationaux « le quotidien d'Oran » du 20/12/2020 relatif au :

Projet : approvisionnement cantine scolaire de l'année 2021 en produit suivant :

Lot N° 01 : Alimentations Générales et pain amélioré

Lot N° 02 : Légumes frais, fruits frais.

Lot N° 03 : poulet frais, œufs

A L'issue Du Jugement des offres technique et financières, le marché approvisionnement cantine scolaire de l'année 2021

Est attribué provisoirement au soumissionnaire - ci après

N°	Les lots	Soumissionnaires retenus	Montant de la soumission après de correction	Observation
01	Lot 01 : alimentations générales, et pain amélioré	Oussama zinata	9.104.902.80DA	Moins Disant
02	Lot 02 : légumes frais, fruit frais	Oussama zinata	10.086.860.00DA	
03	Lot 03 : poulet frais, œufs	Oussama zinata	4.806.900.00DA	
TOTAL			23.998.662,80DA	

Les entreprises écartées peuvent introduire un recours auprès de la commission communal des marchés dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans les journaux nationaux.

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2131000139 Le Quotidien d'Oran 07/01/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
OFFICE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES
DIRECTION DES OEUVRES UNIVERSITAIRES RELIZANE

RELIZANE LE : 04/01/2021

AVIS DE RECRUTEMENT

La direction des œuvres universitaires de Relizane recrute au titre de l'état B 2020 dans les postes et les grades suivants :

GRADE	MODE DE RECRUTEMENT	CONDITION DE RECRUTEMENT	SPECIALITE DEMANDE	NOM BRE
Médecin Généraliste	Sur Titre	Candidats titulaires de diplôme doctorat en médecine générale	Médecine Générale	02
T.S en Informatique	Sur épreuve	Candidats titulaires de T.S en informatique ou diplôme reconnu équivalent	- Diplôme d'étude universitaire pratiqué délivré par Université de formation continue. - Diplôme T.S en informatique - Diplôme T.S programmeur analyste délivré par société nationale de système informatique - Diplôme T.S en réseaux et système d'information - Diplôme T.S en maintenance	01

CONSTITUTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE:

- Fiche de renseignement doit être remplie par le candidat tirée du site de la fonction publique www.dgfp.gov.dz
- Demande manuscrite signée par l'intéressé avec précision du grade.
- Certificat de résidence (Wilaya de RELIZANE)
- Photocopie de la carte nationale d'identification.
- Photocopie du diplôme ou titre reconnu équivalent.
- Certificat de Présence
- Certificat de scolarité 3 AS Pour (grade TS)
- Une copie de l'attestation certifiée conforme à l'original justifiant la situation vis à vis du service national.
- Deux (02) photos d'identité
- Deux enveloppes timbrées (Grand modèle).

En plus au dossier cités ci-dessus Les candidats aux concours sur titre doivent joindre les pièces suivantes:

- photocopie du relevé de note du dernier cursus d'études ou de formation.
- Attestations de travail désignant l'expérience professionnelle du candidat, visé par les services de CNAS pour l'expérience acquise dans le secteur privé s'il y en a.
- Attestation de travail désignant les durées de travail réalisés par l'intéressé dans le cadre de projet d'insertion professionnel ou social (DAIP-DAIS-PID) des diplômés s'il y en a.
- Tout document qui confirme le suivi d'une formation supérieure au diplôme exigé dans la spécialité s'il y en a.
- Tout document qui confirme des travaux et des études faites par le candidat dans la spécialité s'il y en a.
- Fiche familiale pour les mariés

Les candidats admis définitivement au concours doivent compléter leurs dossiers par les pièces suivantes:

- Extrait de naissance - quatre (04) photos d'identité - Deux (02) certificats médicaux (généraliste- physiologie).

Les candidats aux concours sur titre sont évalués et sélectionnés sur la base des critères suivants	Médecin Généraliste
L'adéquation du profil de la formation du candidat avec les exigences du grade postulé	(De 00 à 13 points)
La formation complémentaire au diplôme exigé dans la même spécialité.	(De 00 à 02 points)
Les travaux et études réalisés par le candidat dans sa spécialité.	(De 00 à 01 points)
L'expérience professionnelle acquise par le candidat.	(De 00 à 06 points)
La date d'obtention du diplôme.	(De 00 à 05 points)
Le résultat de l'entretien avec le jury de sélection.	(De 00 à 03 points)

Le dossier doit être déposé au niveau de la direction des œuvres universitaires Relizane / résidence universitaire 500 lits - Rue Belahcel - RELIZANE dans un délai de 15 jours de travail à partir de la date de la première parution de cette annonce dans les journaux.

NB: - Respecter les mesures de protection du virus (COVID-19)

- Tout dossier incomplet ou hors délais sera rejeté.

- Tout candidat non accepté à la participation au concours cités ci-dessus doit présenter un recours à la direction des œuvres universitaires avant cinq (05) jours de travail au moins avant la date du concours.

ANEP N° 2131000134 Le Quotidien d'Oran 07/01/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE
CENTRE HOSPITALO - UNIVERSITAIRE D'ORAN
Nif : 099731019204033
DIRECTION GÉNÉRALE

AVIS DE CONSULTATION N° 02/2021

Le Centre Hospitalo -Universitaire d'Oran lance un avis de consultation pour :

FRAIS D'ASSURANCE « PATRIMOINE » AU PROFIT DU CENTRE HOSPITALO -UNIVERSITAIRE D'ORAN POUR ANNÉE 2021

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction Générale - bureau des marchés du Centre Hospitalo-universitaire d'Oran, contre un paiement auprès du trésorier du CHUO d'un récépissé de deux Mille Dinars (2000,00DA.) non remboursable.

Les soumissions doivent être présentées en trois (03) plis distinctes portant la mention : Dossier de candidature, offre technique et offre financière telles que détaillée dans le cahier des charges et doit être adressées dans un seul pli fermé et anonyme au :

CENTRE HOSPITALO - UNIVERSITAIRE D'ORAN SIS AU :
76 BD BENZERDJEB ORAN :

AVIS DE CONSULTATION N° 02/2021

FRAIS D'ASSURANCE « PATRIMOINE » AU PROFIT DU CENTRE HOSPITALO -UNIVERSITAIRE D'ORAN POUR ANNÉE 2021

Soumission - A Ne Pas Ouvrir Que Par La Commission D'ouverture Des Plis Et D'évaluation Des Offres

La date limite du dépôt des offres est fixée à Dix (10) jours, à compter de la première parution du présent avis dans la presse.

Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La clôture du dépôt des offres est fixée à 12 heures, le dernier jour de la date limite et l'ouverture des plis se tiendra le même jour à 14 heures en séance publique au sièges de la Direction Générale de l'Etablissement à la quelle les soumissionnaires sont invités. Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre (90) jours augmenté à la durée de préparation des offres « 10 jours » soit 100 jours, à compter de la date de la parution dans les organes de presse

Fait à Oran, le
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

ANEP N° 2131000128 Le Quotidien d'Oran 07/01/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA

AGENCE DE WILAYA DE GESTION ET DE REGULATION FONCIERE URBAINE

Numéro matricule fiscal : 098929010000345

Avis d'appel d'offre ouvert n° /2021

L'agence de wilaya de gestion et de régulation foncière urbaine de la wilaya de Mascara lance un avis appel offre ouvert pour les prestations de maintenance, nettoyage et d'entretien des parties communes du site des 96 logements promotionnels + locaux à la commune de Sig.

Les entreprises intéressées et ayant un registre de commerce dans le domaine de l'activité comme entreprise de nettoyage d'entretien et de désinfection « code 606201 » peuvent retirer le cahier des charges contre le versement de trois mille (3.000,00) dinars représentant les frais de reproduction auprès de la direction de l'agence foncière de wilaya, cité administrative wilaya de Mascara.

Les offres accompagnées obligatoirement des pièces et documents en cours de validité à savoir :

a)- La première enveloppe contenant le dossier de candidature et comprenant les pièces suivantes :

- La déclaration de candidature
- La déclaration de probité
- Une copie du registre de commerce.
- Agrément en cours de validité s'il y a lieu.
- La liste des moyens humains et d'encadrement nominative (quantitativement et qualitativement) appuyée de l'état des effectifs déclarés à la CNAS en cours de validité (dument signée et visée)
- La liste des moyens matériels
- La liste des références professionnelles; (dument justifiée par des attestations de bonne exécution délivrées par les maîtres d'ouvrages)
- Un extrait du casier judiciaire du signataire de la lettre de soumission datant de moins de 03 mois
- Une copie des bilans fiscaux des trois derniers exercices, dument visés par les services fiscaux ;
- Une copie de l'extrait de rôle (moins de 03 mois comportant toutes les impositions)
- Une copie de la carte d'immatriculation fiscale (N°IF)
- Une copie des mises à jour CNAS, CASNOS (en cours de validité)
- Statut de l'entreprise
- Copie du certificat de dépôt des comptes sociaux auprès des services du CNRC pour ce qui concerne les SARL, EURL et SNC

Les documents à fournir doivent être valides

b)- La deuxième enveloppe de l'offre technique :

Comprenant les pièces suivantes :

- Une déclaration à souscrire (dument signée)
- Le présent cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »
- Une mémoire technique justificative

c)- La troisième enveloppe contenant l'offre financière comprenant les pièces suivantes :

- La lettre de soumission (dument signée)
- Le bordereau des prix unitaires (dument signé)
- Le devis quantitatif et estimatif (dument signé)

Les offres doivent être déposées au siège de l'agence foncière de wilaya, cité administrative wilaya de Mascara en trois enveloppes séparées portant l'une, la mention « dossier de candidature », la deuxième la mention « offre technique » et la troisième la mention « offre financière » sous un pli cacheté anonyme et portant la mention suivante : « Avis d'appel d'offre n° /2021 – A ne pas ouvrir – les prestations de maintenance, nettoyage et d'entretien des parties communes du site des 96 logements promotionnels + locaux à la commune de Sig »

Le délai de préparation des offres est fixé à 21 jours à compter de la date de la première parution de cet avis par voie de presse.

La date et heure limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour correspondant à l'expiration de la durée de préparation des offres avant 12h00'

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois.

Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui siégera en séance publique, le dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h00' au siège de l'agence de wilaya de gestion et de régulation foncière urbaine de Mascara.

Le Directeur

ANEP N° 2131100013 Le Quotidien d'Oran 07/01/2021

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de la Santé de la Population et de la Réforme Hospitalière
Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya d'Oran
Etablissement Hospitalier Spécialisé de Sidi-Chami
Numéro d'identification fiscale : 0981 3101 5017 144

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL
OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES
N°01 POUR L'ANNEE 2021

L'Etablissement Hospitalier Spécialisé en psychiatrie de Sidi-Chami Oran lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales portant l'approvisionnement en denrées alimentaires pour l'année 2021 repartie en lots séparés désignés ci-après :

- LOT N°01 : Pain et Gâteaux
- LOT N°02 : Viande Rouge Fraiche
- LOT N°03 : Poulet Frais et Œufs
- LOT N°04 : Alimentation Générale
- LOT N°05 : Fruits et Légumes Frais
- LOT N°06 : Poisson Frais

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, peuvent retirer les cahiers des charges auprès de l'établissement hospitalier spécialisé en psychiatrie de Sidi Chami Oran, contre un paiement de 2 000,00 da auprès du TRESORIER COMMUNAL DE SIDI CHAMI

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offre. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal (vendredi ou samedi), la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le dépôt s'effectue le jour de la date limite de préparation des offres au siège de l'établissement hospitalier spécialisé en psychiatrie de Sidi Chami de 08h00 à 13h00.

L'offre doit comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière, conformément à l'article 67 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés public et des délégations de service public

I- Le dossier de candidature (sous enveloppe distincte portant mention dossier candidature) : de candidature doit contenir les documents suivants :

Une déclaration de candidature (jointe aux annexes) renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire

L'original de l'extrait du casier judiciaire en cours de validité du soumissionnaire (du gérant ou du directeur général de l'entreprise dans le cas où le soumissionnaire est une société)

Une copie des attestations de mise à jour CNAS et CASNOS en cours de validité

Extrait de rôle de moins de 03 mois apuré ou accompagné d'un échéancier de paiement avec mention Non inscrit aux fichiers des fraudeurs

Une copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux pour les sociétés de la dernière année

Copie de la Carte d'identité fiscale (NIF)

Une déclaration de probité (jointe aux annexes) signée datée et cachetée.

Les statuts pour les sociétés

Une délégation de pouvoirs en cours de validité (jointe aux annexes)

La copie de l'extrait du registre de commerce

les moyens financiers justifient par les bilans financiers des trois dernières Années certifiées par un commissaire un compte.

Les Références professionnelles appuyée par des attestations de bonne exécution portant les montants des projets délivrés et signés par les maîtres d'ouvrages publics

I- A/ CAPACITES PROFESSIONNELLES ;

Candidats détenant les registres afférents aux différents lots de l'objet de ce cahier des charges. Ayant :

Lot n° 01 : Pain et Gâteaux	: code du R.C : 107 105 - 107 106
Lot n° 02 : Viande rouge fraîche	: code du R.C : 301 113 - 301 201
Lot n° 03 : Poulet Frais et Œufs	: code du R.C : 301 113 - 301 202
Lot n° 04 : Alimentation Générale	: code du R.C : 301 113
Lot n° 05 : Fruits et Légumes Frais	: code du R.C : 301 112
Lot n° 06 : Poisson Frais	: code du R.C : 301 113 - 301 301

I-B/ CAPACITES FINANCIERES ;

les moyens financiers justifiés par les bilans financiers des trois dernières Années certifiées par un commissaire un compte.

II) L'offre technique (sous enveloppe distincte portant mention offre technique):

L'offre technique doit contenir les documents suivants :

Déclaration à souscrire selon le modèle joint au cahier des charges datée, bien renseignée signée et cachetée par le soumissionnaire.

La liste des moyens de transport normés à mobiliser pour le projet appuyé de toutes pièces justificatives (copie des cartes grises et assurances pour matériels roulant) au nom du soumissionnaire

La liste de l'espace de stockage et d'entrepôt (avec leur superficie), des moyens de conservation des aliments, des moyens de production (pain et viennoiserie) à mobiliser pour le projet appuyé de toutes pièces justificatives (acte notarial, contrat de location notariée)

La Liste des moyens humains et d'encadrement à mobiliser pour le projet appuyée des affiliation des moyens humains délivré par les services de la CNAS justifiant la présence effective des moyens humains de l'entreprise faisant l'objet d'une notation.

Le cahier des charges signées datée et cachetée portant à la dernière page la mention manuscrite « Lu et accepté »

Un engagement de délai de livraison exprimé en jours selon le modèle joint au cahier des charges et tout autre document exigé.

III - L'offre financière (sous enveloppe distincte portant mention offre financière):

L'offre Financière doit contenir les documents suivants :

Lettre de soumission dument datée, renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire.

Bordereau des prix unitaires dument daté, renseigné, signé et cacheté par le soumissionnaire.

Le détail quantitatif et estimatif dument daté, renseigné, signé et cacheté par le soumissionnaire.

Mémoire technique justificatif selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée.

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention suivante :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
Appel d'offres National Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales N°...pour l'année 2021
Ayant pour objet L'approvisionnement en produits alimentaires
N° du lot....., désignation du lot.....

Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le contenu du présent cahier des charges est tenu d'adresser une demande d'éclaircissements au service par écrit à l'établissement hospitalier spécialisé en psychiatrie Sidi Chami Oran.

Toute demande d'éclaircissement doit être formulée au moins dix jours (10) avant la date de dépôt des offres.

A rappeler que cet avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres qui se tiendra le même jour de la date de dépôt des offres à 14h00 à la salle de réunion de l'établissement hospitalier spécialisé en psychiatrie Sidi Chami Oran.

les soumissionnaires désirant déposer un recours, veuillez vous adresser à la commission de recours des marchés publics Secrétariat Général de la Wilaya d'Oran

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 105 jours à compter de la première parution dans la presse national du présent avis d'appel d'offre.

Le Directeur

ANEP N° 2131000140 Le Quotidien d'Oran 07/01/2021

BOUIRA

Agression et vol : 5 ans de prison pour le principal auteur

Farid Haddouche

La Cour de Bouira, dans sa troisième session criminelle ordinaire d'appel, a jugé avant-hier une affaire se rapportant aux crimes d'une association de malfaiteurs, vol avec violence, détention de psychotropes vol et recel de véhicules.

Ont été impliqués dans cette affaire les accusés (A.B, O.B, A.D, A.B, A.H, A.D et A.L). A.B sera condamné à 5 ans d'emprisonnement ferme, A.D 4 ans de prison ferme, et O.B à 3 ans de prison ferme. Par contre les 4 autres prévenus seront relaxés par la justice. Pendant le déroulement de leur procès, le représentant du procureur général a requis des peines allant de 12 ans de prison ferme à l'encontre de A.B et O.B, à 10 ans contre A.B et A.D et à 5 ans de prison pour A.H et A.L. Les faits se sont passés le mois de février de l'année 2017, lorsque les 2 premiers cités, c'est-à-dire A.B et A.D se servaient de la jeune femme accusée O.B âgée de 23 ans, pour attirer des victimes dont ils étudiaient les profils pour s'assurer qu'ils soient des personnes riches, afin de les agresser et les dévaliser de leur argent, véhicules et autres objets de valeur. Les affaires de ces malfaiteurs allaient bien, jusqu'au jour quand leur choix a été porté sur un émigré retraité et qui vivait dans

l'aisance, l'oiseau rare en quelque sorte, par ces temps de disette. Ils mettent leur plan en marche en lançant la jeune fille rompue à ce genre d'actes grossiers pour charmer la victime. C'est ainsi qu'un rendez-vous fut très vite pris dans l'un des appartements de la victime qui s'est révélé très porté sur les femmes. Ce pourquoi, il ne tardera pas à mordre à l'appât. Une fois la jeune femme introduite chez lui, ils passèrent un moment de plaisir, avant que l'agresseuse n'appelle ses complices pour rappliquer à l'endroit précis. Une fois sur place, ils n'eurent pas de problèmes à accéder à l'appartement vu que leur complice a ouvert la porte. La victime reçut en pleine figure un spray d'une bombe lacrymogène qui le fait tomber à terre et perdre connaissance.

Ensuite, ils le rouèrent de coups et le ligotèrent et s'emparèrent d'une somme d'argent de 100 mille dinars qu'il portait sur lui et prirent les clés de sa voiture neuve de marque une Skoda Octavia. Ils s'enfuirent avec la voiture de la victime en prenant la direction de la wilaya de Sidi Aissa, où ils connaissent des individus habitués au trafic de voitures volées.

C'est en ce lieu qu'ils prirent attache avec d'autres trafiquants en leur proposant l'achat des véhicules à moindre prix. Les malfaiteurs seront arrêtés quelque temps après.

Explosion d'une bonbonne de gaz : dégâts matériels

Une bonbonne de gaz butane, a explosé avant-hier au soir et a provoqué un incendie dans une maison située au village El Gouba, dans la commune de Dirah, à l'extrême sud du chef-lieu de wilaya. Les éléments de la Protection civile du secteur de la commune

de Dirah sont intervenus pour éteindre le feu qui s'est déclaré. Selon la Protection civile, l'explosion de la bouteille de gaz butane et l'incendie qui s'en est suivi, ont provoqué des pertes matérielles, mais pas de victimes humaines.

F. H.

Monoxyde de carbone : 10 personnes secourues

Les services de la Protection civile de la wilaya de Bouira ont enregistré 10 cas d'asphyxie au monoxyde de carbone dans 2 interventions, avant-hier après minuit.

La 1^{re} intervention effectuée vers 00h.32, par l'unité du secteur secondaire de la commune d'Ath Laqser, située à une trentaine de kilomètres au sud-est du chef-lieu de wilaya, 6 personnes âgées de 9 mois à 39 ans, ont été

victimes, au village Ighil Mehalla, et évacuées aux urgences du Centre hospitalier de Bouira.

La 2^{ème} intervention a été effectuée à 3h02, par les éléments de l'unité secondaire de la commune d'Ain Bessem, située à 25 km, à l'ouest du chef-lieu de wilaya. Il s'agit de 4 victimes, âgées entre 4 et 30 ans, qui ont subi les premiers soins de secours avant d'être transférées aux urgences de l'hôpital de Bouira. F.H.

CONSTANTINE

Electricité et gaz pour 41 foyers d'une zone d'ombre

Quarante et un foyers de la zone d'ombre «Ayoun Saâd» de la commune de Didouche Mourad (15 km au nord de Constantine) ont été raccordés, mardi, aux réseaux d'électricité et de gaz naturel. Inscrit dans le cadre du programme de l'Etat visant à améliorer les conditions de vie des habitants des zones d'ombre, le projet, qui a permis de raccorder 23 logements au réseau de gaz naturel et 18 autres au réseau d'électricité, a nécessité une enveloppe financière de 6,11 millions de DA, selon les explications fournies par les responsables du secteur au chef de l'exécutif local, Ahmed Abdelhafid Saci. L'opération, réalisée en un délai de 15 jours, a contribué à l'augmentation du taux de couverture en gaz naturel à 88 % et en électricité à 75 %, dans la commune de Didouche Mourad, a-t-on ajouté de même source. Le wali de Constantine, qui s'est enquis de l'opération, dans le cadre d'une visite d'inspection dans les communes de Hamma Bouziane et Didouche Mourad, s'est rendu également sur les chantiers de logements, en cours de réalisation dans ces deux collectivités locales pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux. Dans la commune de Hamma Bouziane, chef-lieu de daïra, M. Saci a inspecté au plateau de Bekira, les projets de réalisation de 400 et 270 logements publics lo-

catifs (LPL) ainsi que celui de 250 logements promotionnels aidés (LPA), qui affichent respectivement des taux d'avancement de 50 et 45 %, où il a insisté sur la livraison de ces programmes d'habitat «avant la fin de l'année en cours». Dans la commune de Didouche Mourad, le responsable a visité les chantiers de réalisation de 250 et 100 logements promotionnels aidés (LPA) au POS B4, dont les taux d'achèvement ont atteint respectivement 75 et 80 %, et où il a instruit les entreprises de réalisation de livrer ces projets «avant la fin du mois de juin prochain».

Aussi, le wali de Constantine s'est enquis de l'état d'avancement du projet de réalisation de 200 logements LPL dans le site d'Oued Lahdjar (Didouche Mourad) dont les travaux tirent à leur fin, notant que l'entreprise chargée du projet s'est engagée à le livrer «au mois de mars prochain». Plutôt dans la journée, le premier responsable de la wilaya s'est rendu dans les quartiers Ahmed Djebli et Zegrou El Arbi dans la commune de Hamma Bouziane, en vue d'écouter les préoccupations de leurs habitants et de les prendre en charge, notamment celles liées au raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, la réalisation d'établissements scolaires et des infrastructures de Santé en sus de l'entretien des routes.

TÉBESSA

Trafic de drogue, une arrestation et deux condamnations

Ali Chabana

Un mineur âgé de 17 ans a été arrêté par agents de la sûreté de la daïra d'Ouenza, au nord de Tébéssa, au moment où celui-ci faisait écouler des psychotropes, en milieu scolaire. Le mis en cause, élève dans un lycée avait été signalé à la police par un enseignant.

Deux autres complices, les fournisseurs du dealer ont été également interpellés par les policiers, puis présentés devant le tribunal d'El Aouinet, a-t-on indiqué de source sécuritaire. Dans une autre affaire de vente de drogue, 2 personnes ont écopé d'une peine d'un an de prison ferme, verdict prononcé par le tribunal de Tébéssa, selon la même source.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

23 jourmada el oula 1442

El Fedjr
06h29

Dohr
12h55

Assar
15h30

Maghreb
17h51

Icha
19h15



ANNONCES CLASSÉES

APPARTEMENTS

■A vendre des Appartements dans une Maison de Maître à Gambetta - ORAN - Par Désistement Première Main : F3 + F2 + F1. Bien aménagés - Bon voisinage - Très bon état - Prix très raisonnable - Tél : 0790.04.35.38

■Vends Appartement F4 de 122 m². Ensoleillé. Bien agencé et sans vis-à-vis dans une Tour de 38 Logts avec Ascenseur. Cité clôturée et sécurisée avec vaste Parking extérieur et Aire de jeux pour enfants. Loc. Tour CNEP Haï Fel-laoucen - ORAN (près du rond-point d'El Bahia) - Tél : 0549.19.30.50

■A vendre Appartement F4 au 1^{er} étage - Façade sur Tram - Situé à Haï Chouhada - Haï Sabah (ORAN) - Tél : 0662.79.42.61

■A louer Appart F5 de 137 m² dans un Immeuble privé à Coop. El Wihda El Othmania à côté de la Boulangerie Moussa - ORAN - Tél : 0783.78.68.55 - Visite à partir de 12 h - Prix : 45.000,00

■Vends F4 de 100 m² + 22 m² Box - Au 4^e étage au Bd Trait d'Union - Gambetta - ORAN - Refait à neuf - Chauffage et Clim - Sans vis-à-vis - Libre de suite - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0552.89.18.52

■Couple sans enfants cherche Location pour Habitation à ORAN ou environs - Tél : 0794.30.39.03

■Echange ou A vendre : un beau et grand F3 - 2 façades - Peut être modifié en F4 - Situé à Hassi Ben Okba - contre un F2 ou petite Maison de Maître à ORAN ou environs - Prix : 540 Millions - Tél : 0657.47.80.07

■ORAN : Loue Appartement équipé F3 au centre-ville Front de mer en face consulat du Maroc au 4^{ème} étage sans Ascenseur - Durée un an minimum - Tél : 0660.57.59.05

■A vendre à ORAN à Lottfi / centre-ville F4 meublé de 130 m² au 7^{ème} étage avec Ascenseur - 3 façades - 3 Chambres avec balcons individuels, grand Salon, Salon à manger, Cuisine, SDB, Toilettes et Placard - Prix : 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

REMERCIEMENTS

Les familles **SENOUCI BEREKCI - BOUKLI-HACENE - MOSTEFA KARA - OUJDI DAMERDJJI - TALEB - MALTI**, profondément peinées par les nombreuses marques de sympathie et de compassion qui leur ont été témoignées en cette douloureuse et affligante disparition de **M. SENOUCI BEREKCI Mourad**, vous remerciant vivement et vous présentant l'expression de leur sincère reconnaissance, avec une pieuse pensée à sa mémoire. Priions Dieu Le Miséricordieux de l'accueillir en Son Vaste Paradis. Tout est éphémère, rien n'est éternel.

إنا لله وإليه راجعون

■De particulier à particulier : Cherche Achat Appartement (plus de 60 m²) au 1^{er} étage à ORAN + Lot Terrain acté à ORAN de 100 à 200 m² - Tél : 0553.74.26.10

VILLAS

■A vendre Carcasse - Sup. 22 m² - Façade 12 m - Actée + Livret foncier - R+2 - Finie à 60% - Située à côté à l'hôpital militaire - ORAN - Avec 2 Garages : un pour 3 Voitures et l'autre pour 1 Voiture - Tél : 0782.47.10.32

■A vendre Maison de Maître à démoli - Sup. 270 m² - 2 Façades - Endroit fréquenté à 60% - Acté + Livret foncier - à St Eugène pas loin de la Rue Vauchez / ORAN - Tél : 0782.47.10.32

■A.V. Très belle Villa. Climatisation. Caméra - Bel endroit à Misserghine - Cité Zabana - Actée + L.F. - Sup. 225 m² - R+1 - 5 Pces. 2 Gds Salons. B. Cuisine avec Gd Séjour. Hammam avec serpent. Douche Jacuzzi., 2 Sanitaires. 1 Gde Buan-derie. Garage 2 Voit. Jardin avec Arbres fruitiers - SVP prix après visite. Merci - 0791.83.23.50 - 0782.30.10.33

DIVERS

■ALMASE - Etablissement privé de Formation professionnelle lance Formation qualifiante : Conducteurs d'engins (Rétrochargeur - Chariot élévateur - Staker - Grue mobile) - Formation qualifiante : Mécanique Auto (Scanner - Electricité Auto) - Tél : 0783.85.07.81 / 0554.01.48.37 / 0658.36.06.14

■Maçon très bonne Expérience de 25 ans plus Faïence - Dalle de sol - Finition - Décoration - Tél : 0540.63.85.44

■A vendre part Médecin : Matériel de laboratoire d'Analyses médicales complet - Echographe + Radioscopie - Tél : 0552.28.05.58 - ORAN

■A vendre 1 Fusil de chasse « occasion » Marque Verney Carron - Calibre 16 - Année : 1968 - Tél : 0561.76.94.46

PENSÉE

05 années déjà depuis la disparition de notre chère mère (Vendredi 08 janvier 2016 - Vendredi 08 janvier 2021)

Madame AMARI Hadja Zohra. Le manque d'une mère est la plus grande absence... à tout âge. Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Puisse Dieu l'accueillir en Son Vaste Paradis.

Ses enfants



■Prends en charge des Travaux de : Démolition - Béton armé (Gros œuvres) - Maçonnerie générale - Aménagement - Rénovation - Décoration - Façade - Fourniture et Pose - Clés en main - Tél : 0794.30.39.03 - 0555.20.05.90

EMPLOIS

■Atelier de Confection à Seddikia (ORAN) cherche des Jeunes Filles sérieuses pour : Surjet - Point droit - Finition - Bouton à pression - Repassage - Sérigraphie - Appelez au : 0781.41.53.02 ou envoyez SMS

■Société recrute un Tourneur expérimenté - Tél : 041.82.70.58 / 041.82.76.45

■Importante société algérienne située à ORAN recrute un Agent Administrateur des Ventes : - Licence en Science commerciale ou Contrôle de gestion - Expérience de 5 ans au minimum - Connaissance en outil informatique - Envoyez votre CV sur : cdrh2020@gmail.com

■Pizzeria à ORAN cherche : Pizzaiolo et Femme de ménage - Sérieux et disponibles - Envoyez vos CV par SMS au : 0549.34.34.74 - L'adresse : Cité des Enseignants Belle Vue en face la mosquée / ORAN

■Hôtel El Khayala cherche : Réceptionniste (Homme) et Femme de ménage - âge entre 35 et 50 ans avec expérience - Tél : 0560.05.10.01 - 041.65.42.88

■Importante Société recrute : Vendeuse, sérieuse, présentable et dynamique qui maîtrise l'outil informatique - Veuillez nous contacter sur ce numéro : 0772.31.33.78

■Recherche un Architecte ou un Ingénieur en Génie Civil pour une nouvelle Société en cours de création - N° : 0559.544.666 à Oran

LOCAUX

■A louer Local servant de Crèche ou Salle de sport dans Rez-de-chaussée d'une Villa de 150 m² avec : Eau chaude et Chauffage central - 4 Douches pour Hommes + 3 WC + 4 Douches pour Femmes + 1 WC - Tél : 0551.74.43.68

■Local à vendre - Acté - 24 m² - Refait à neuf - Avec Sanitaires - Situé à ORAN Millénium pas loin de la Daïra de BIR EL DJIR derrière le grand boulevard du LG - Tél : 0658.19.21.60

■Magasin à louer pour de multiples activités : Pâtisserie - Boulangerie - Cafétéria - Restaurant et Autres - Situé à Gambetta dans un bon angle entre l'Avenue d'Arcole et Plein Ciel - ORAN - (Eau - Gaz - Sanitaires) - Tél : 0552.32.86.35 / 0778.87.19.21

■A vendre à Bel Air - ORAN à 50 m du Bd Froment Coste : Local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1^{er}) - Acté - Entrée indépendante et place de Parking au RDC - Bureau PDG - Grand Open Space - 2 SDB - Convient Fonction libérale avec plusieurs Lignes de téléphone et Wimax - Prix : 1 Milliard 950 Millions - Tél : 0560.19.75.28

Société Industrielle Privée Sise à SIDI BEL ABBES

Recrute dans l'immédiat

MANAGER Système Qualité :

Profil :

- 1) - Ingénieur (toute spécialité), Licence et plus.
- 2) - Expérience dans le poste souhaitée.
- 3) - Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication.
- 4) - Libre de tout engagement.

Description du poste :

- Entretien du système SMQ mis en place.
- Création, établissement et vérification des documents pour le SMQ, surveillance, analyse des résultats du SMQ (Audit - Tableau de bord - Revues de direction - Plan d'action...).
- Assistance et soutien aux pilotes processus (Responsable de structure).

Avantage : Salaire à débattre.

Adressez : Lettre de motivation + CV.

A Zone Industrielle Lot n° 100 Sidi Bel Abbès

Ou Mail : tplast_algerie@yahoo.fr

Football - Ligue 1 Derby indécis à Khroub, le NAHD sur le grill

M.B.

Le championnat d'Algérie de football de Ligue 1 reprend ses droits ce week-end à l'occasion de la 7^{ème} journée qui sera étalée sur trois jours. A tout seigneur, tout honneur, on débute ce tour des stades par les rencontres de vendredi. Ainsi, le NA Hussein Dey qui vient de se séparer de son entraîneur Nadir Leknaoui, sera dans l'obligation de gagner sur la pelouse du stade du 20-Août de Ruisseau pour ralentir un peu sa chute libre au classement. Son adversaire du jour n'est autre que l'ASO Chef, une équipe redoutable qui reste sur deux victoires consécutives. Les gars du Nasria savent plus que quiconque que le résultat de cette rencontre est crucial et qu'ils doivent sor-

tir le grand jeu pour espérer repartir du bon pied, en attendant la désignation d'un nouvel entraîneur qui sera, selon des indiscrétions, Dziri Bilel, déjà très contesté au CABBA. Ceci dit, le NAHD doit faire preuve tout de même de vigilance, car l'ASO dispose d'un effectif très homogène qui a fait ses preuves, notamment sur le plan offensif avec huit buts inscrits dans les deux dernières matches. L'autre club en difficulté, le CS Constantine, reçoit cette fois l'AS Aïn M'illa sur la pelouse du stade Abed Hamdani de Khroub, qui a été homologuée récemment. Un atout pour le CSC qui a souffert de la qualité du terrain du stade Ben Abdelmalek Ramdane ? Ce n'est pas si sûr, car en face, l'ASAM, l'une des belles surprises de ce début de saison, n'a pas

l'intention de revenir bredouille, ne serait-ce que pour préserver sa place sur le podium. Et puis comme c'est un match derby, il est difficile d'émettre le moindre pronostic. Enfin, la JS Saoura, toujours invaincue et qui reste aux aguets du leader, se rendra à Skikda pour défier le promu, la JSMS. Un match indécis là aussi, car si la JSS a des arguments à faire valoir, il n'en demeure pas moins que les Skikdis vont essayer de tout donner sur le terrain pour engranger les trois points de la victoire et améliorer ainsi leur classement.

Vendredi à 14 h 30

Khroub: CSC - ASAM
Alger: NAHD - ASO
Skikda: JSMS - JSS

Ligue des champions d'Afrique Le CRB et le MCA qualifiés à la phase de poules

M. B.

Les deux représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique de football, le CR Belouizdad et le MC Alger ont arraché, hier, leur qualification pour la phase de poules de l'épreuve, dont le tirage au sort aura lieu vendredi au Caire (Egypte). Déjà large vainqueur des Kényans du Gor Mahia (6-0) lors de la première manche à Alger, le CRB est allé battre ce même adversaire à Nairobi (1-2) pour le compte du match retour. A pied d'œuvre depuis dimanche au Kenya, les joueurs de l'entraîneur français Franck Dumas

n'ont pas seulement confirmé leur bonne santé, mais ont également validé leur billet au prochain tour avec brio. L'attaquant kényan Ulimwengu (23'), avait ouvert le score pour son équipe en première période, mais les Belouizdadi ne se sont pas laissés impressionner et ont géré intelligemment cette rencontre.

Ils sont d'ailleurs parvenus à reverser la vapeur en seconde période en inscrivant deux buts par Sayoud (78') et Belharane (84'). Une belle démonstration de force des du Chabab avec lequel il faudra compter cette saison sur le plan africain. Ceci dit, si le CRB n'a trouvé aucune difficulté à

passer ce cap éliminatoire, le MCA en revanche a sué avant de valider son billet à Sfax, où il s'est incliné sur un penalty signé le buteur Firas Chaouat en fin de première période.

Heureusement, les hommes de Nabil Neghiz partaient avant ce match avec une confortable avance de deux buts marqués lors du match aller à Alger (2-0). Ainsi, et en attendant la JSK et l'ESS, qui auront encore un obstacle à franchir avant d'atteindre la phase de groupes en Coupe de la CAF, le CRB et le MCA ont brillamment rempli leur premier contrat en Ligue des champions d'Afrique.

USM Bel-Abbès Le torchon brûle entre le CSA et la SSPA

Des membres de l'assemblée générale du club sportif amateur (CSA) de l'USM Bel-Abbès ont entamé une collecte de signatures dans le cadre d'une pétition qu'ils préparent à l'encontre de la société sportive par actions (SSPA) du club pour restituer un crédit estimé à 130 millions de dinars devant servir à racheter la majorité de ses actions, a-t-on appris mercredi des initiateurs de cette action. La même source a fait savoir qu'au cas où les responsables de la SSPA, que préside Abdelghani El Hanani, n'accèdent pas à leurs doléances, ils seront dans l'obligation de

«saisir la justice». Cette action, à laquelle adhèrent des anciens présidents du club, à l'image de Zoubir Ghalem et Benaïssa Noureddine, dont les noms figurent sur la liste des premiers signataires de la pétition, publiée sur la page Facebook officielle du CSA, vise à permettre à cette instance d'avoir la mainmise sur la SSPA qui gère l'équipe de football, pensionnaire de la Ligue 1, et dont l'état actuel laisse à désirer, souligne-t-on encore. Décriés par la galerie de la «Mekerra», les actionnaires de la SSPA/USMBA ne parviennent toujours pas à régler le problème des licences des

nouveaux joueurs de l'équipe, au nombre de 13, desquels les «Vert et Rouge» sont privés après six journées de championnat, à cause des dettes du club (53 millions DA) auprès d'anciens sociétaires. Cette situation a poussé l'entraîneur Lyamine Bougherra, en poste depuis septembre passé, à boudier sa formation après seulement un match officiel sur le banc de touche, avant de résilier officiellement son contrat, mardi, rappelle-t-on. L'USMBA occupe la 20^e et dernière place au classement général de la Ligue 1 avec seulement deux points, de deux nuls et quatre défaites.

FC Barcelone Le Barca voyage en bus pour économiser de l'argent



Le FC Barcelone a été contraint de se rendre en car lors son dernier déplacement à Huesca juste pour économiser la somme de 30.000 euros, ont rapporté avant-hier plusieurs médias espagnols. Le Barça avait pour habitude de voyager en avion afin de se déplacer rapidement et confortablement. Mais depuis l'apparition de la

pandémie du Covid-19, le club catalan est en proie à une crise financière aiguë notamment en raison du huis clos qui a diminué drastiquement ses revenus. Par conséquent, les Catalans sont dans l'obligation de réduire leur train de vie comme en témoigne donc ce déplacement par bus à Huesca qui sépare Barcelone de 270 kilomètres.

Real Madrid Prolongation refusée par Sergio Ramos

Le défenseur espagnol Sergio Ramos dont le contrat avec le Real Madrid expire en juin prochain, aurait refusé ces dernières heures une prolongation d'un an, à en croire le quotidien espagnol Marca. Les dirigeants madrilènes ne souhaiteraient pas proposer un contrat de plus longue durée, conformément à leur politique sur les joueurs de 30 ans et plus, précise la même source.

Sergio Ramos (34 ans) est donc toujours libre d'échanger avec les clubs intéressés. Son coéquipier, Lucas Vazquez, aurait également refusé une première offre de prolongation de contrat. Seul le Croate Luka Modric aurait don-

né son accord pour étendre son bail d'une saison, avec réduction salariale de 10%.

Le refus de Ramos ne va pas calmer les spéculations autour de son avenir. La célèbre émission El Chiringuito a relancé la piste menant l'ancien joueur de Séville au PSG, où la potentielle perspective d'évoluer avec Lionel Messi le séduirait particulièrement. Le quadruple vainqueur de la Ligue des champions est aussi dans le viseur de Pep Guardiola à Manchester City. Au milieu de cette agitation, Ramos garde le silence. Lundi, il a simplement posté une vidéo où il s'entraîne sur un tapis de cours.

Arsenal Özil, départ imminent en Turquie



Un accord a été trouvé entre Mesut Özil et le Fenerbahçe. Le numéro 10 allemand a finalement trouvé son point de chute à six mois de la fin de son contrat avec Arsenal. En l'envoyant au Fenerbahçe, Arsenal peut mettre fin au feuilleton le plus coûteux de son histoire. Réputé, pour être un club près de son portefeuille, lorsqu'il était sous la tutelle d'Arène Wenger, Arsenal n'a pas tenu sa ligne de conduite avec Mesut Özil. Avec un salaire annuel de plus de 20 millions d'euros par an, le milieu allemand a perdu son rendement, lui qui avait atterri à Londres durant l'été 2013, en provenance du Real Madrid. Et si Özil fait le bonheur du club turc du Fenerbahçe qui devrait l'obtenir gratuitement, le média sportif Sabah annonce qu'il risque de coûter cher. Une prime de 2,5

millions d'euros à la signature et un salaire avoisinant les 5 M par an sont prévus pour attirer l'Allemand, une somme conséquente pour le club basé à Istanbul. Contraint de rémunérer Mesut Özil jusqu'à la fin de son contrat, le club londonien devra verser le salaire des six prochains mois à son ancien joueur, soit plus de 10 millions d'euros. Pressenti pour rejoindre la ligue américaine et notamment le DC United, Mesut Özil posera ses valises dans un pays qu'il affectionne particulièrement, lui qui avait célébré son mariage en Turquie avec en guest-star, le président Erdogan. Comble du feuilleton, l'international allemand aurait fait construire une villa, comprenant piscine et des terrains de tennis, à Istanbul même, il y a quelques mois. Une belle façon de préparer son arrivée en Turquie.

Cross-country Reprise des compétitions le 30 janvier en Algérie

La Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) a fixé au 30 janvier la reprise de la compétition, avec le déroulement de Challenges et championnats régionaux de cross-country simultanément, à Chlef, Batna et Alger, a annoncé l'instance fédérale mardi soir dans un communiqué. «Dans le cadre de la reprise progressive de la compétition dans le respect des orientations des pouvoirs publics et sanitaires, la FAA a retenu pour cette saison l'organisation de sept Challenges et (championnats) régionaux de cross-country, plus le championnat d'Algérie de cross-country Ali-Lamraoui et Sid Ahmed-Abdelhamid», a indiqué la FAA sur sa page officielle Facebook. L'ensemble des compétitions avaient été suspendues en mars 2020 en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19). Une semaine après la reprise des compétitions, les coureurs auront rendez-vous avec les Challenges et championnats régionaux de cross, fixés au 6 février, de Tizi-Ouzou, Constantine, Tlemcen et Ouargla. Le championnat d'Algérie de cross-country Ali-Lamraoui et Sid Ahmed-Abdelhamid se déroulera, quant à lui, le 20 février à Tizi-Ouzou. La FAA précise que les courses concerneront seulement les catégories des U18, U20 et seniors (messieurs et dames), avec obligation de présenter la licence 2020-2021.

T F 1

21.05 La promesse



Série dramatique - France - 2020
Saison 1 - Episode 1/6
Avec Sofia Essaïdi, Olivier Marchal, Lorant Deutsch, Guy Lecluyse
Décembre 1999, dans les Landes. Alors que les grandes tempêtes balayent et ravagent la France, Charlotte Meyer, une petite fille de 11 ans disparaît sans laisser de traces au lendemain de Noël. L'enquête est confiée au capitaine Pierre Castaing. Rapidement, un suspect est appréhendé, mais ce dernier est relâché, faute de preuves.

2

21.05 Envoyé spécial



Présenté par Élise Lucet
Au sommaire : Agriculteurs et heureux. Sébastien Nauleau est à la fois éleveur de vaches et patron d'un magasin d'alimentation. Il a créé il y a 6 ans son propre supermarché près de Poitiers pour vendre directement sa viande aux consommateurs. - L'enquête : Les travailleurs de l'ombre. Au printemps, des travailleurs détachés arrivent par bus d'Espagne et passent plusieurs mois dans les régions agricoles, souvent dans des logements de fortune.

3

JEUDI

6

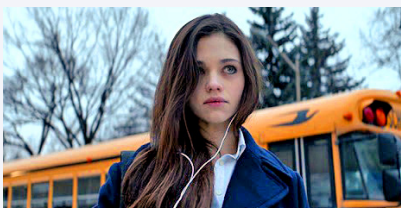
21.05 Danse avec les loups (version longue)



Western - Etats-Unis - 1990
Avec Kevin Costner, Mary McDonnell, Graham Green, Rodney A Grant
En 1863, en récompense de sa bravoure pendant la guerre de Sécession, le lieutenant nordiste John Dunbar obtient le droit de choisir sa nouvelle affectation : un avant-poste dans une contrée reculée du Dakota, aux confins du territoire indien. Seul dans sa cabane, l'officier retrouve la sérénité.

CINE +
FRISSON

20.50 Double mortel



Film d'horreur - Canada - 2018
Avec India Eisley, Jason Isaacs, Mira Sorvino, Penelope Mitchell
La vie de Maria est difficile. Ses parents, Dan et Amy, ne la comprennent pas et l'adolescente peine à exister au lycée, éclipsée par son exubérante et séductrice amie Lily, quand elle n'est pas harcelée par des camarades de classe. Très solitaire, Maria passe beaucoup de temps dans la salle de bain familiale, quand elle se découvre un étrange reflet dans le miroir.

21.05 Piège de cristal



Film d'action - Etats-Unis - 1988
Avec Bruce Willis, Alan Rickman, Bonnie Bedelia, Paul Gleason
John McClane, policier à New York, vient passer Noël à Los Angeles avec son épouse Holly dont il est séparé, dans l'espoir de se réconcilier. Il la rejoint au siège de Nakatomi, une multinationale japonaise pour laquelle elle travaille. Alors que les employés font la fête, un commando mené par un certain Hans investit l'immeuble.

TFX

21.05 Spy



Comédie - Etats-Unis - 2015
Avec Méliсса McCarthy, Jude Law, Jason Statham, Rose Byrne
Bradley Fine, agent parfois gaffeur de la CIA accomplit brillamment sa mission à Varna, en Bulgarie, grâce à l'aide constante de l'analyste Susan Cooper, sa fidèle et indispensable agente de liaison. Peu de temps après, il est éliminé au cours d'une mission par Raina Boyanov, dangereuse trafiquante d'armes.

CANAL+

21.06 The Good Lord Bird



Série dramatique - Etats-Unis - 2020
Saison 1 - Episode 1/7
Avec Ethan Hawke, Beau Knapp, Nick Eversman, Ellar Coltrane
En 1856, John Brown, un entrepreneur devenu prédicateur, met tout en oeuvre pour éradiquer l'esclavage dans les états de l'Union. Au Kansas, il croise la route du jeune adolescent noir Henry "Onion" Shackleford devenu orphelin après l'assassinat de ses parents.

CINE +
PREMIER

20.50 Mission évasion



Film de guerre - Etats-Unis - 2002
Avec Bruce Willis, Colin Farrell, Terrence Howard, Cole Hauser
A la fin de la Seconde Guerre mondiale, le lieutenant de l'US Army Thomas Hart est capturé par les Allemands. Il est envoyé dans un camp de prisonniers tenu par le redoutable major Visser. Là, il fait la connaissance du colonel William McNamara, chargé de surveiller tous ses co-détenus, dont il est le plus gradé.

T F 1

21.05 District Z



Présenté par Denis Brogniart
Il y a dix ans, l'armée a isolé la zone entourant le laboratoire du Professeur Z après qu'une expérience ratée y a provoqué une explosion. Cette semaine, Baptiste Lecaplain, Booder, Bruno Guillon, Marine Lorphelin, Teheiura Teahui sont autorisés à pénétrer dans ce secteur, le District Z, le temps d'une nuit afin de tenter de s'emparer des lingots d'or du scientifique fou qui s'y trouvent encore au profit d'une association caritative.

2

21.05 Le crime lui va si bien



Téléfilm de suspense - France - 2021
Avec Claudia Tagbo, Bruno Lochet, Julien Ratel, Laurent Manzoni
Lors des funérailles d'un homme qui s'est suicidé, la maigre assemblée présente découvre avec surprise que sa place dans le caveau est déjà occupée par une jeune femme assassinée. Qui est la victime et pourquoi a-t-elle été cachée là ?

3

VENREDI

6

21.05 300 chœurs



Pour la première fois depuis sa création, l'émission orchestre la rencontre d'une trentaine de duos de chanteurs autour des plus beaux chœurs français. Toutes ces voix vont revisiter dans des versions spécialement créées pour l'occasion les grandes chansons d'hier et d'aujourd'hui : de "Mistral gagnant" (Renaud) à "Là-bas" (Jean-Jacques Goldman) en passant par "Petite Marie" (Francis Cabrel).

RTL9

20.50 King Kong (version longue)



Film d'aventures - Etats-Unis - Nouvelle-Zélande - 2005
Avec Naomi Watts, Jack Black, Adrien Brody, Thomas Kretschmann
A New York, en 1933, le cinéaste Carl Denham engage la jeune actrice Ann Darrow pour son prochain film qui doit se dérouler à Skull Island, à l'est de Sumatra. Inexplorée, l'île abriterait une divinité mystérieuse vénérée par les indigènes. Après un difficile voyage en mer, l'équipe du tournage débarque.

21.05 NCIS : enquêtes spéciales



Série policière - Etats-Unis - 2020
Saison 17 - Episode 11/24
- La règle n°9
Avec Mark Harmon, Sean Murray, Wilmer Valderrama, Maria Bello
Suite aux révélations sur la mort de sa mère, Phineas a disparu. Gibbs, épaulé par Sloane, part à sa recherche. Il commence par interroger les amis de l'adolescent. Les autres membres de l'équipe s'occupent de localiser le père de Phin au cas où il ait décidé de le rejoindre.

CANAL+
CINEMA

20.53 Cold Blood Legacy : la mémoire du sang



Thriller - France - Ukraine - 2019
Avec Jean Reno, Sarah Lind, Joe Anderson, David Gyasi
De nos jours, dans les montagnes enneigées de l'Etat de Washington, Melody fait une chute spectaculaire alors qu'elle sillonnait la région à grande vitesse en motoneige. La jeune femme, blessée à la jambe, parvient à rejoindre la cabane isolée où vit reclus Henry, un célèbre tueur à gages, résolu depuis longtemps à s'éloigner de son milieu.

CANAL+

21.05 Sonic, le film



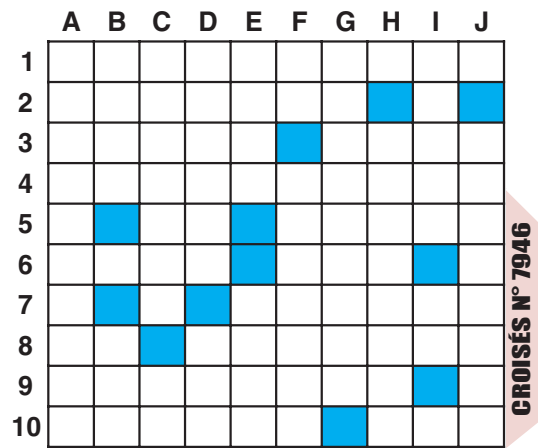
Film pour la jeunesse - Etats-Unis - Japon - 2020
Avec Jim Carrey, James Marsden, Neal McDonough, Adam Pally
Sonic, un hérisson bleu qui court à une vitesse incroyable, est poursuivi dans les rues de San Francisco par le docteur Ivo Robotnik, un scientifique fou et moustachu. La créature se souvient alors de son enfance, sur une île très lointaine, protégée par le hibou Longclaw.

CANAL+
family

20.50 L'appel de la forêt



Film d'aventures - Etats-Unis - 2020
Avec Harrison Ford, Dan Stevens, Karen Gillan, Bradley Whitford
A la fin des années 1890, dans le comté de Santa Clara, en Californie, Buck, un chien affectueux vit paisiblement dans une superbe propriété jusqu'au jour où il est volé par un personnage qui le revend aussitôt. Enfermé dans une caisse, le chien entame un long voyage d'abord en train, puis en bateau, qui le mène à Dawson City, dans le Yukon, où se retrouvent de nombreux prospecteurs enfiévrés par la ruée vers l'or du Klondike.



Horizontalement:

- Roi du billard, un long cou-teau !
- Africain de l'équateur.
- Ca alors !
Fait un effet de cerf !
- Réciter de bonne foi !
- Note. Ca alors !
- Pas de tout repos.
Triple élément.
- De la frime (du).
- Points opposés.
Elles ont pris un coup de vieux.
- Simplement à faire, pour ne pas avoir des pépins !
- Rigide. Passée en tête.

Verticalement:

- En un mot, guindées !
- Clos par nécessité.
Chance gâchée.
- Incultes.
Montant de la note.
- Pile. Cour du monde.
- Lever de l'ordre du jour.
Allure.
- Droit de regard.
Décroche.
- L'Ombre de Dib !
- Coups d'estomac.
- Avoir une situation en vue.
Réfléchi.
- Fait le mort

N	M	R	S	N	O	I	T	S	E	U	Q	R	E	E
E	O	A	I	A	M	A	T	E	U	R	E	C	C	N
Y	U	D	I	S	V	R	I	N	U	I	A	R	H	O
E	S	O	N	S	I	O	T	E	V	M	A	O	D	I
C	I	U	O	I	O	O	I	I	S	N	R	U	T	
N	N	Z	I	G	D	N	L	R	E	T	O	S	R	A
E	E	A	T	Z	O	O	G	R	E	N	I	O	N	B
T	E	I	A	A	L	L	E	G	E	Z	T	U	E	O
E	S	N	R	E	R	T	U	E	F	L	A	C	T	R
P	S	E	O	E	R	E	G	N	O	S	L	I	P	
M	U	T	I	H	H	T	T	S	I	A	U	S	L	P
O	O	L	C	E	C	T	O	L	D	C	S	A	A	
C	R	I	E	R	H	O	U	A	P	I	R	T	E	S
N	T	L	M	O	P	E	O	O	E	A	I	A	R	E
I	F	E	A	P	I	K	S	R	B	N	C	R	J	D

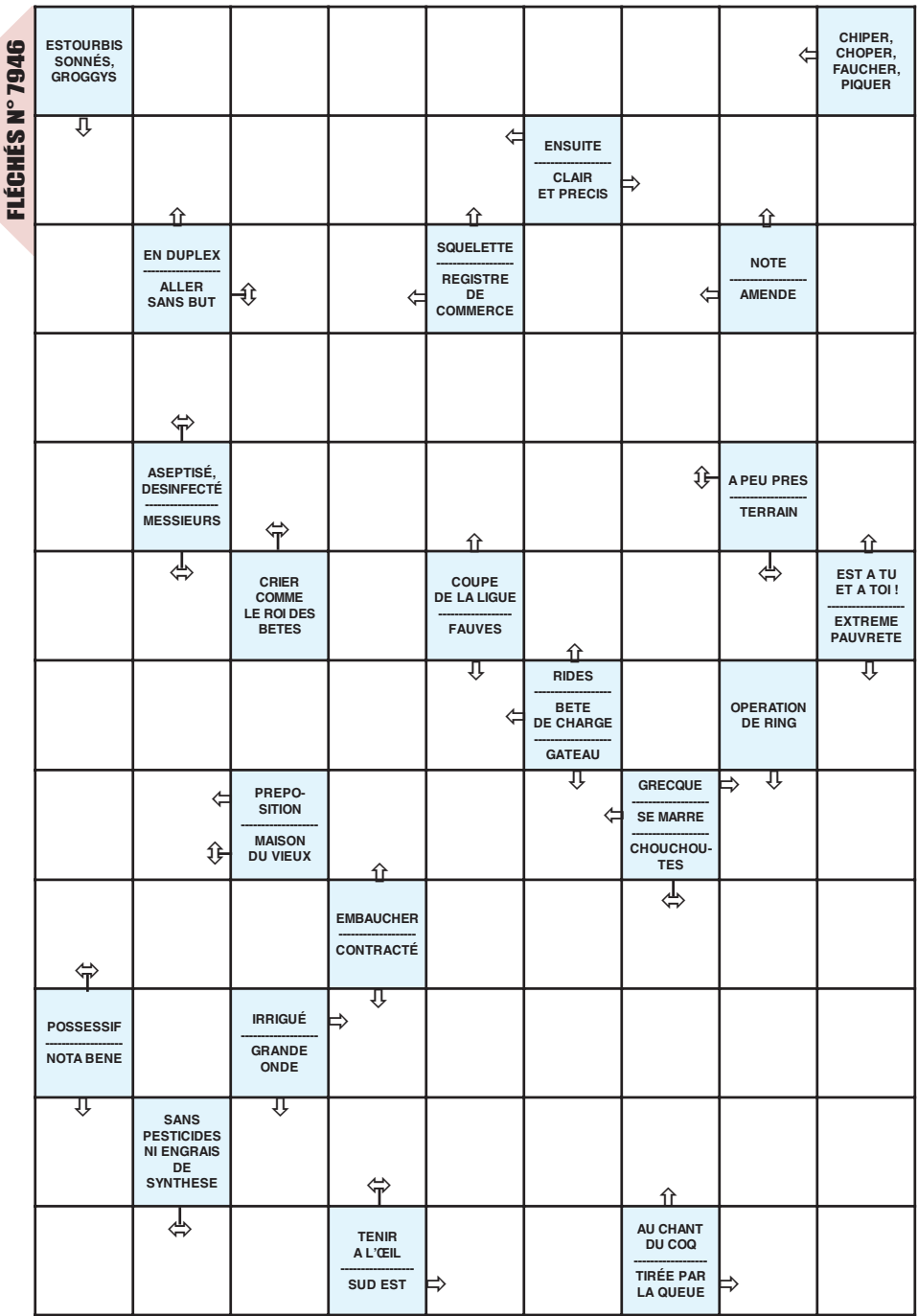
AMATEUR - AMELIORATON - BOUCHERIE - CALFEUTRER - CAPOTER - CIRCULATION - DESAPPROBATION - DINDON - DOUZAIN - ECRASER - FLECHE - GRIMACE - HONTE - INCOMPETENCE - JARDIN - KOALA - LOISIR - MAISON - NORD - OLIVIER - PATIN - PORCHE - QUESTION - REALITE - SAVOIR - SCIER - SEICHE - SKI - SONGER - SOUCI - STAR - STOP - TERME - TOILE - TROUSSE - UNIR - URNE - USINE - VETO - YEN - ZIG - ZOO.

Les 07 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er, c'est l'air !
- Mon 2e est un pronom personnel.
Mon tout est un modèle de beauté mais tout ce qu'il y a de bête.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	P	C										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

3	4	5	9	1	16	1	3	6	9					
4	2	6	15	4		13	7	4	4					
5		9		13	1	4	5		5					
4	5	10		6	5	12	4	7	5					
11	10		1		4	1		4	6					
8		1	14	10		9	6	5	1					
13		13		4	14		1		13					
1	13	3	6	2	6	17	14	4						
4	5	8	10		5	7		3	4					
14		5	1		12	4	11	8	13					
14		5	4	4			8	7	8					
4	9	4			11	4	5	14	4					
		3	5	1	6	5	12	4						
2	6	9	1	13	8	1	5	4	10					
6	14	4	10	4		13	4	10						

Jeux proposés par Chérifa Benghani



LES SOLUTIONS

CROISÉS N°7945

A	E	R	O	P	H	A	G	I	E
S	O	U	P	L	E	L	E	T	
P	L	A	T		M	I	A	O	U
I	E		E	B	A	T	S		D
R		F	R	I	T	E		A	I
A	G	E		D	O	M	I	N	A
T	N		R	E	M		M	O	N
I	O	T	A		E	N	B	U	T
O	M	I	S	E		E	N	B	U
N	E	F		C	R	I	S	E	S

FLECHES N°7945

C	A	M	N	B	E	R	T
H	M		E	M	E	M	U
R	I	Z		C	A		E
O	T		P	E	U		E
N	I	E	R	X	L		
O	E		E	S		R	A
M		U	S	I	N	E	C
E	C		E		U		C
T	O	N	N	E	A		T
R	U		T		G		V
E	R	E		M	E	R	O
	S	U	R	E	S		S

SUDOKU N°945

4	3	6	7	5	1	9	2	8
9	5	2	3	8	4	6	1	7
8	7	1	6	2	9	4	3	5
5	6	3	9	4	8	2	7	1
7	1	8	2	6	5	3	4	9
2	9	4	1	3	7	5	8	6
3	2	5	8	1	6	7	9	4
1	4	7	5	9	2	8	6	3
6	8	9	4	7	3	1	5	2

FOUILLIS N° 7945

VERMICELLE (Vert - Mi - Celle)

CODÉS N° 7945

1	T	A	3	C	S	I	6	N
7	E	O	9	10	U	L	12	P
13	H	F	15	D	16	G	17	18
19		20	21	22	23	24		
25	26							

7			8					3									
3	6	8	9	5				2	4								
9	2	4		1			7	8									
			9	8													
			3	7	6			9									
8	4						6										
			2	3													
				1				3									
							5		9								

Le Soudan signe l'accord de normalisation avec Israël



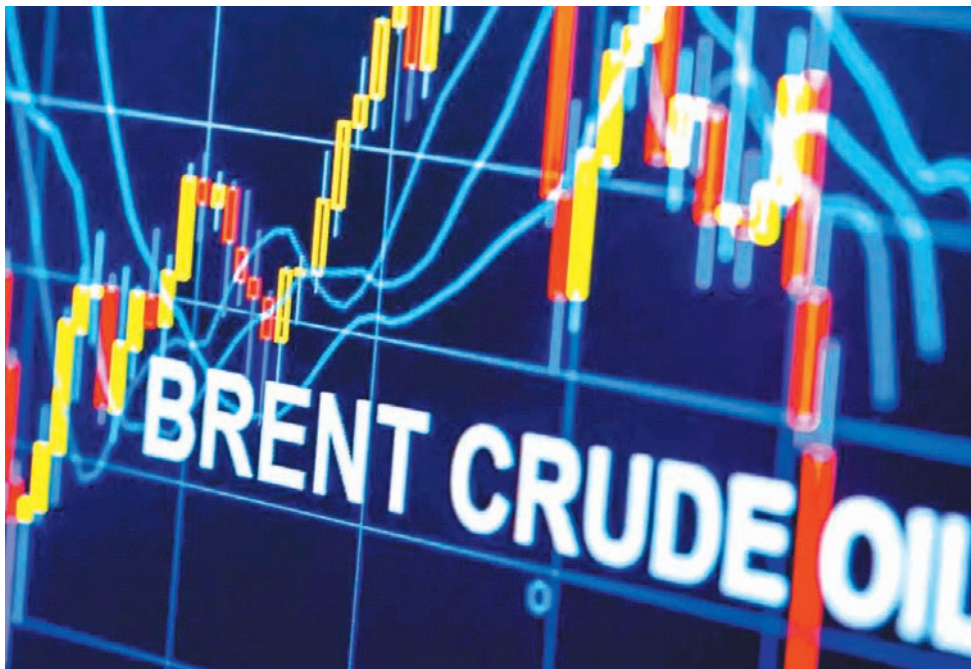
Le Soudan a signé mercredi avec les Etats-Unis les accords dits d'Abraham sur la normalisation des relations avec Israël, a annoncé l'ambassade américaine à Khartoum. "Nous félicitons le gouvernement de transition (soudanais) pour la signature de la Déclaration des accords d'Abraham, qui aidera davantage le Soudan sur la voie de la stabilité, la sécurité et l'opportunité économique", a déclaré l'ambassadeur sur Twitter. "L'accord permet au Soudan, Israël et autres signataires des Accords d'Abraham de construire la confiance mutuelle et augmenter la coopération dans la région". Par ailleurs, le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, a signé mercredi lors d'une brève visite à Khartoum un accord donnant accès au Soudan à plus d'un milliard de dollars pour l'aider à rembourser sa dette envers la Banque mondiale, a indiqué le ministre soudanais des Finances.

La ministre par intérim, Hiba Ahmed, et M. Mnuchin "ont signé un protocole d'accord à Khartoum pour fournir une facilité de financement (...) afin de couvrir les arriérés du Soudan envers la Banque mondiale".

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le pétrole porté par l'accord de l'Opep +



Les prix du pétrole continuaient leur ascension mercredi, atteignant des plus hauts depuis fin février, au lendemain de l'annonce d'une coupe importante de l'Arabie saoudite dans sa production d'or noir tandis que le reste de l'Opep+ n'augmentera la sienne qu'à la marge les mois prochains.

Mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars gagnait 1,58% à Londres par rapport à la clôture de mardi, à 54,50 dollars, peu après avoir touché 54,63 dollars, un prix

plus vu depuis le 26 février 2020. "Les prix du pétrole rebondissent après les résultats inattendus de la réunion de l'Opep+", a observé Carlo Alberto De Casa, analyste.

A l'issue de deux jours de discussions, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs partenaires ont fini par trouver un compromis mardi, autorisant seuls la Russie et le Kazakhstan à légèrement augmenter leur production du pétrole au cours du premier trimestre.

Le volume retiré volontaire-

ment du marché depuis le printemps 2020 par cette alliance dite Opep+ passera de 7,2 millions de barils par jour (mbj) en janvier à 7,125 mbj en février puis 7,05 mbj en mars, a annoncé l'organisation en conclusion de leur premier sommet ministériel de 2021.

Mais "la véritable surprise a été l'annonce par l'Arabie saoudite d'une réduction volontaire d'un million de barils par jour qui sera mise en place au cours des deux prochains mois", a ajouté l'analyste, de quoi rendre les marchés "enthousiastes".

Les Sahraouis saluent une décision de l'UE

La désignation du Sahara occidental et du Royaume du Maroc comme deux territoires distincts dans le cadre d'un accord en cours entre l'Union européenne et le Maroc est "une avancée importante", a indiqué mardi le Front Polisario qui s'est réjoui du fait que la position affichée, en décembre, par le président américain sortant concernant le Sahara occidental n'ait pas eu d'effet sur les pays européens.

"Une avancée importante: dans l'accord Interbus, l'Union européenne distingue le territoire du Royaume du Maroc et celui du Sahara occidental", se félicite la représentation du Polisario en Europe et à l'Union européenne dans une déclaration écrite, évoquant un accord relatif au transport routier. "La Commission européenne publie une proposition de décision du Conseil de l'Union européenne concernant la modification de l'accord relatif au transport international de voyageurs par autocar -L'accord "Interbus- en vue de permettre l'adhésion au Royaume du Maroc".

La représentation du Polisario ajoute que dans l'exposé des motifs, la Commission européenne décrit l'intérêt de l'adhésion du Royaume du Maroc à l'accord "Interbus", mais renvoie à une note en bas de page qui résume sa position. La note en question indique que "compte tenu de la jurisprudence de la Cour dans les affaires C-266/16, C-104/16P, T-275/18 et T-180/14, l'accord sera applicable au territoire du Royaume du Maroc, mais ne sera pas applicable sur le territoire non autonome du Sahara occidental".

Burkina : six morts lors d'une attaque



Au moins six personnes, dont deux supplétifs civils des forces de sécurité burkinabè dans la lutte antiterroriste ont été tuées lundi lors d'une attaque dans le nord du pays, près de la frontière malienne, a indiqué mardi un élu local. "Des individus armés ont attaqué hier soir (lundi) le village de Loumbila", localité située à 35 km de Ouahigouya, chef-lieu de la région du Nord, faisant "six morts, dont deux volontaires" de défense de la patrie (VDP), a déclaré cet élu local sous le couvert de l'anonymat, faisant état de trois blessés.

Les assaillants, au nombre d'une "centaine", selon cet élu, "ont attaqué plusieurs sites, notamment le centre de santé, le marché, et en ont incendié plusieurs. Ils ont également emporté plusieurs biens dont des vivres et des engins à deux roues et des tricycles (triporteurs)", a-t-il détaillé.

"De violents combats ont effectivement été rapportés hier soir à Koumbri et des renforts ont été déployés dans la zone", a déclaré une source sécuritaire, confirmant le "bilan provisoire de six décès et de nombreux dégâts" mais sans estimer le nombre d'assaillants.

Nouvelles victoires démocrates, camouflet pour Trump



Mauvaise journée pour Donald Trump: les démocrates se sont rapprochés mercredi du contrôle du Sénat américain le jour même où le Congrès doit entériner la victoire de Joe Biden, qui prendra ses fonctions le 20 janvier. Le président américain, qui devait s'exprimer hier devant ses partisans à Washington, devait une nouvelle fois crier à la fraude, comme il le fait, sans preuves, depuis le 3 novembre.

Mais les résultats sont là, et ils sont un terrible camouflet pour l'ancien homme d'affaires, qui refuse toujours de reconnaître sa défaite et est de plus en plus critiqué dans son propre camp.

Le candidat démocrate Raphael Warnock a battu la sénatrice républicaine Kelly Loeffler et est entré dans l'histoire en devenant le premier sénateur noir élu dans cet Etat du Sud. L'autre démocrate en lice, Jon Ossoff, semblait lui aussi en position de créer la surprise face au sénateur républicain David Perdue. Lors d'une déclaration mercredi matin, il a revendiqué sa victoire: "Géorgie, merci pour la confiance que vous m'avez accordée", a-t-il déclaré lors d'une brève déclaration. Si sa victoire se confirme, Jon Ossoff deviendrait, à 33 ans, le plus jeune sénateur démocrate depuis... Joe Biden (en 1973).

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

SOUTIEN DES PRIX ET FRILOSITÉ

Le ministre des Finances est revenu encore une fois sur la revue des modalités entreprises par l'Etat pour soutenir les prix des produits de première nécessité. Les autorités publiques réaffirment en haussant la voix qu'il ne sera jamais question de délester le marché d'une œuvre de solidarité nationale et que les 17 milliards de dollars de subvention resteront toujours en cours. Revenant sans cesse au-devant de l'actualité puis étouffé, le sujet a encore été taquiné par le premier argentier du pays sans que l'on sache exactement comment il sera abordé dans les faits et on comprend bien qu'il s'agit là d'un exercice de démaillage sensible et très compliqué.

Il a été dit et redit qu'une baguette de pain achetée au même prix par un

milliardaire et un smicard est l'illustration d'une injustice. Mais se focaliser encore et toujours sur le boulanger et l'ensemble des autres marchands est de se fixer sur une fausse adresse car les règles commerciales universelles ne se conforment jamais à l'embrigadement des trocs et des échanges commerciaux surtout quand le marché est totalement dérégulé. On a constaté ce qu'il en a résulté de la politique gouvernementale dans ce domaine et la friilosité des pouvoirs n'a résulté en vérité qu'à l'engraissement des fortunes en place. Par de nombreux aspects, ne s'en tenir qu'au contrôle qui a montré ses

limites ne fera qu'amplifier cette réalité.

Que le roc soit difficile à déplacer est compréhensible car l'alliance du politique et du social rendue sacrée en Algérie est, en ce moment de grande crise multiforme, compliquée à la limite du gérable.

Les seules factures faramineuses de Sonelgaz qu'une tranche importante de la population n'arrivera pas à payer sont à elles seules indicatrices de la nature du problème. Leur comptabilité dessine une société en perte de repères élémentaires.

Avec une caisse qui se vide, des entreprises en agonie, un taux de chômage qui flambe et une inflation qui galope, il est devenu difficile pour les autorités de trouver les justes et lourds artifices rationnels pour normaliser une situation que l'on ressasse.